

Kairos

JOURNAL LIBRE ● INDÉPENDANT

Allemagne,
année zéro, II

Bernard Van Damme • Pages 6-7

Que sont devenus
les compl-autistes ?
Partie 1

Kaarie Parikka • Page 3

Maîtriser l'IA,
vraiment?

Kenny Cadinu • Pages 4-5



DOSSIER

QUI VEUT LA GUERRE?

Pages 8 à 18

Kairos

Editeur responsable: ASBL Kairos / Alexandre Penasse - Rue des Bégonias, 32 - 1170 Watermael-Boitsfort, Bruxelles



Illustration: Aurélie Garnier

SOMMAIRE

La vérité, pire que la mort ?

Alexandre Penasse / Page 2

Que sont devenus les compl-autistes ? Partie 1

Kaarle Parikka / Page 3

Maîtriser l'IA, vraiment ?

Kenny Cadinu / Pages 4-5

Allemagne, année zéro, II

Bernard Van Damme / Pages 6-7 et 21

DOSSIER

Pages 8-17

Qui veut la guerre ?

Dossier coordonné par Alexandre Penasse et Bernard Legros / Page 8

Guerre et impérialisme

Paul Willems / Pages 9-10

Les pacifistes obsolètes et la nouvelle démocratie

Thierry Simonelli / Pages 10-11

Dépasser les unilatéralités Pour s'unir contre les politiques de guerre

Daniel Zink / Pages 12-13

Trump, Poutine, Xi Jinping géopolitique d'un monde en transition

Interview de Thierry Meyssan / Pages 14-15

Ukraine, le piège : l'analyse de Vladimir Caller

Propos recueillis à distance par Paul Willems / Pages 15-16

Une guerre nucléaire est-elle possible ?

Jean-Luc Pasquinet / Page 17

Pourquoi la guerre ?

Kenny Cadinu / Page 18

C'est Mujica

Jean-Guy Divers / Page 19

Lettre ouverte d'Antoine et Julien

Page 19

Fils de Pub

Alain Adriaens / Page 20

Deux techniques de construction –

2. Le bois cordé

Christian La Grange / Page 20

Ne pas perdre l'esprit et le bon sens paysan

Serge Peereboom / Page 21

Vu, lu, entendu

Pages 22-23

Brèves

Page 24

La vérité, pire que la mort ?

« Ils riaient, se frottaient les mains et s'éloignaient. J'avais une fois de plus perdu. Quel cauchemar de savoir, d'être sûr qu'on a raison et de ne pouvoir convaincre, de sentir que devant soi, les hommes pour qui l'on parle se ferment, que les mots glissent sans pénétrer en eux. Quel cauchemar, cette impuissance ! »¹.

On connaît la propension de ceux qui sont persuadés d'être du bon côté, celui de la vérité officielle portée et défendue par la garde politico-médiatique, à user du point Godwin² afin de clore toute discussion. L'objectif, en assignant son interlocuteur à des catégories socialement et négativement connotées, est bien plus celui d'arrêter une discussion faute d'arguments valables que de catégoriser l'autre. La catégorisation — « complotiste », « extrême droite »... — n'est donc qu'un moyen pour arriver à une fin : ne pas débattre. On pourrait même avancer sans risque que ce moyen se détache le plus souvent du réel : vous serez qualifié d'extrême droite alors que rien ne vous rapproche d'elle, alors même que quelqu'un d'extrême droite ne sera pas identifié ainsi. Tout dépendra si ce que vous dites plaît au pouvoir en place ou pas. On voit ainsi de véritables nazis qui disent ce que le pouvoir a envie d'entendre, ne pas se faire traiter de fasciste et même recueillir les ovations de parlementaires au Canada³, pendant que de pacifiques citoyens dénonçant le génocide à Gaza se font traiter d'antisémites, alors qu'une armée d'occupation massacre des Palestiniens et leur fait subir des traitements auxquels les administrateurs des camps de la mort n'auraient sûrement rien eu à envier.

Celui qui accole un trait comme celui de complotiste ou d'extrême droite ne sait certainement pas vraiment pourquoi il réagit ainsi et n'a pas de réelles justifications à le faire. Il s'agit plus d'une forme de mécanisme réflexe avalisé par le pouvoir, qui s'assure ainsi d'avoir pour lui des serviteurs zélés qui privilégient le récit qui assurera sa pérennité. C'est le modèle du stimulus-réponse dont les médias assurent le conditionnement, le travail de répétition mimétique des spectateurs faisant ensuite travail.

Paradoxalement, celui qui nous qualifie d'extrémiste parce que nous refusons d'adhérer au discours dominant révèle une forme de comportement typique des extrêmes, et plus largement de tout totalitarisme. Ainsi, c'est lors des périodes de l'histoire où les êtres dévoilent le pire d'eux-mêmes, lorsque le pouvoir politique avalise la relégation d'un groupe au rang de sous-hommes, justifiant tout type de comportement à leur égard, jusqu'à les massacrer, que les hommes se révèlent. J'ai vu dans leurs yeux, pendant Covid-19, de quoi ils pouvaient être capables... ne leur manquait que le contexte. Les petits kapos et politiciens ayant comme unique objectif de conserver leur place ; les flics zélés qui gazent, matraquent, menotent plus qu'on ne leur demande, et qui en jouissent ; les fonctionnaires qui n'aiment rien de plus qu'obéir, quel que soit l'ordre. « À la Kommandantur, on m'a poussé dans un bureau et j'ai retrouvé leurs visages d'hommes qui avaient l'arrogance de la force et de l'impunité, leurs cris, leurs yeux toujours pareils à ceux de l'officier qui avait tué mon camarade aux cheveux roux pour un hareng, des yeux blancs ».

Envisageons d'ailleurs la possibilité que ce soit ceux qui refusent le débat et mettent les autres dans des cases qui sont les véritables extrémistes en latence. Il faut, pour accepter cette idée, reconnaître que hier comme aujourd'hui tout un système était et est présent pour basculer dans le totalitarisme, rien n'ayant véritablement changé depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Ceux qui massacreront, ceux qui laisseront faire sans rien dire, dénonceront et fermeront les yeux... sont déjà là. Il n'y a pas eu de bouleversements sociaux majeurs depuis 80 ans qui permettraient de conjurer les plus vils comportements de l'homme. Il ne leur manque que le contexte pour qu'ils apparaissent au grand jour. Les témoignages passés des camps et ghettos pourraient être écrits au présent : « L'égoïsme, l'indifférence, la lâcheté : les bourreaux avaient toujours les mêmes alliés, cette part sombre de l'homme qui peut le masquer tout entier ». S'ils aiment ressasser et commémorer le passé, c'est pour éviter que l'on découvre que tout est toujours là, présent. Ils disent « plus jamais ça », pendant que des gouvernements et soldats affament, massacrent, détruisent...

C'est dans les hécatombes que les hommes et les monstres se manifestent. Mais même au plus profond, il est parfois à désespérer que c'est au seuil de la mort, et encore, que les hommes comprennent ce qui leur arrive : « Je ne les ai plus regardés. Mon talon s'enfonçait dans le sol, la rage et l'amertume emplissaient ma bouche : les hommes ne comprenaient-ils le malheur qu'une fois qu'il les avait écrasés ? ».

La vérité est-elle accessible aux hommes, dès lors qu'ils sont embourbés dans le confort de l'habitude, si l'on sait que même face aux pires souffrances ils préféreraient plutôt ne pas savoir, la vérité paraissant parfois même pire que la mort ? : « Et ces hommes et ces femmes qui avaient vu chaque nuit entrer le commandant Bloch, qui avaient entendu claquer les coups de feu, qui voyaient un prisonnier tenter, les mains protégeant son visage, roulé en boule sur le sol, d'échapper à la rage du chien du commandant Bloch, croyaient encore à ces discours. J'ai compris qu'il est des hommes, peut-être la plupart des hommes, pour qui il n'est pire tourment que la vérité ».

Cela n'empêche qu'il faut continuer à parler.

Alexandre Penasse

Aux morts de Gaza, frères et sœurs des morts d'hier...

1. Martin Gray, *Au nom de tous les miens*, Robert Laffont, 1971, p. 181. Toutes les citations qui suivent sont tirées du même ouvrage. Pour les citations qui suivent, dans l'ordre : p.187, 208, 178, 192, 192-193.

2. Déf. : Le « point Godwin » désigne le moment d'une discussion où une référence à Hitler ou au nazisme est introduite, généralement pour discréditer l'adversaire. Cela marque souvent la fin d'un débat civilisé, le point Godwin étant considéré comme un seuil au-delà duquel la discussion devient stérile.

3. Qui feindront l'erreur... <https://information.tv5monde.com/international/ex-soldat-nazi-ovationne-au-parlement-canadien-inacceptable-estime-justin-trudeau>

Kairos – Journal antiproductiviste pour une société décente

Journal de réflexion, d'investigation et de changement, sans pub

Périodique bimestriel / Paraît en février, avril, juin, septembre, novembre ISSN : 2294-0820

Imprimé en France. Imprimerie Rotochampagne, 2 rue des Frères Garnier F-52000 Chaumont

Tirage : ce numéro a été tiré à 4.000 exemplaires

Routage : Rotochampagne, Cambier

Editeur responsable

ASBL Kairos / Alexandre Penasse
Rue des Bégonias, 32
1170 Watermael-Boitsfort, Bruxelles - Belgique
info@kairospresse.be
www.kairospresse.be
M. (00 32) 472/560 724

Rédacteur en chef : Alexandre Penasse (ap@kairospresse.be)

Secrétaire de rédaction : Bernard Legros

Graphisme : Studio Noir & Clair

Relecteurs : Janine, Nadia, Alain, Annie, Amélie, Brigitte, Marie.

Pour commander des numéros : commande@kairospresse.be

Chroniqueurs / Rédacteurs

Alexandre Penasse (A.P.), Bernard Legros (B.L.), David Tong (D.T.), Alain Adriaens (A. A.) François Massoulié (F.M.), Daniel Zink (D.Z.), Kenny Cadinu (K.C.), Kaarle Joonas Parikka (K.J.P.), Marion Feledziak (M.F.), Paul Willems (P.W.), Bernard Van Damme (B. van D.).

Ont contribué à ce numéro

Jean-Guy Divers, Christian La Grange, Thierry Meyssan, Jean-Luc Pasquinet, Vladimir Caller, Thierry Simonelli.

Les articles n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs, mais on ne les laissera jamais tomber !

Illustrations :

Aurélien Garnier, Uncanny Bee, Mystigris, Cassou, Mickomix, Titus S. Daireloes, Philippe Debongnies, Noir&Clair.

Nos copains de la presse libre en Suisse et en France

STP
LE PARIS DÉBRANCHÉ

-Moins!

LA DÉCROISSANCE
Le journal de la joie de vivre

Que sont devenus les compl-autistes ? Partie 1

Illustration : Uncanny Bee



Il nous fut récemment rappelé que cela faisait déjà 5 ans que le covid nous avait frappés. En cet honneur, les médias *mainstream* nous ont servi des articles et des émissions provoquant des nausées dignes de la gastro-entérite qui a circulé cet hiver dans notre plat pays. Parmi ces derniers, « Cinq ans plus tard, que sont devenus les complotistes du covid ? » publié dans *Le Soir*, nous explique la dynamique d'une forme de convergence des luttes entre ceux qui se sont opposés aux mesures sanitaires, ceux qui craignent la 5G, ceux qui critiquent le soutien à l'Ukraine, ceux qui évoquent le forum de Davos, Rothschild, Rockefeller, Vanguard, Bill Gates, etc. Les auteurs expliquent qu'une fois que la confiance en les institutions et les médias est rompue, tout peut être remis en question et qu'« *il est difficile d'en revenir [du complotisme, Ndlr]* ». Apparemment, le complotisme « *prospère sur les crises, parce qu'il offre un logiciel explicatif qui désigne les coupables, les héros, un but à poursuivre* ». Les auteurs déplorent cette méfiance, d'autant plus qu'il y aurait « *une matrice commune entre l'extrême droite et la complotosphère* ».

Malgré la déconsidération sempiternelle de ceux qui s'écartent du droit chemin, les auteurs soulèvent toutefois un vrai problème qui est celui de la confiance dans les institutions. Il y a là d'ailleurs potentiellement une rupture entre la génération dite des *baby boomers* (les personnes nées entre les années 1946 et 1964) et les générations qui les ont suivies (générations X, Y, Z et alpha). De mon expérience personnelle, tous les *boomers* qui ont respecté les obligations pendant la crise sanitaire avaient en commun une confiance aveugle (ou muette, pour le coup) dans les pouvoirs publics. Pourtant, ces mêmes personnes étaient issues de métiers et de cultures différents et admettaient toutes que l'information diffusée par les médias n'était pas toujours fiable (tout comme celle des réseaux sociaux, d'ailleurs). Leur autre dénominateur commun était d'appartenir à la même classe sociale, ce qui pourrait également expliquer cette obéissance aux règles qui étaient

*in Data*⁴. De plus, ces sondages ne suggèrent pas qu'il y ait des différences intergénérationnelles notables. Sans grande surprise, l'origine de cette baisse de confiance se trouverait, toujours selon l'OCDE, dans les doutes du public quant à la responsabilité et à la transparence des institutions, ainsi que leur capacité à répondre à la participation du public. En effet, donner aux citoyens la possibilité de s'exprimer sur les actions du gouvernement serait essentiel pour établir une relation de confiance, tout comme les contrôles et les contrepois seraient nécessaires pour rendre responsables les institutions démocratiques. Les multiples crises (particulièrement à travers les répercussions économiques défavorables) agiraient comme des sortes de catalyseurs de la méfiance.

Du côté de la diffusion de l'information, la confiance dans les médias serait également en baisse partout dans le monde, selon un rapport de Reuters Institute⁵, le score n'étant que 44% en Belgique (contre 69% en Finlande où la confiance est la plus élevée, j'y reviendrai dans la seconde partie de cette série d'articles). Notons que ce score est proche des pourcentages de ceux qui font confiance dans les pouvoirs publics de l'étude de l'OCDE citée ci-dessus et qu'un lien peut certainement être fait. Selon les auteurs du rapport de Reuters Institute, le public désirerait que « *les informations soient exactes et justes, qu'elles évitent le sensationnalisme, que les rédactions dévoilent leurs intérêts et leurs biais, y compris leur manque de diversité, qu'elles reconnaissent leurs erreurs et qu'elles ne se contentent pas de coups de poing lorsqu'elles enquêtent sur les riches et les puissants* ».

Si ces observations (qui me semblent logiques) sont correctes, quelles sont les démarches que les pouvoirs publics et les médias ont mis en place en connaissance de cause depuis ces différentes crises en Belgique ? Peut-on reprocher à la population belge ou des pays avoisinants une perte de

plus absurdes les unes que les autres. Pourtant, contrairement à mon observation, les statistiques sur la confiance dans les pouvoirs publics varient : certaines enquêtes faites aux États-Unis mettent en avant un déclin progressif sur plusieurs décennies¹, alors que d'autres suggèrent que les proportions de la population qui font confiance au gouvernement et qui s'en méfient restent relativement stables à travers les générations². De manière plus globale, les résultats de l'enquête récente de l'OCDE³ indiquent que seuls « *39% de la population (des 38 pays membres qui sont majoritairement occidentaux) ont confiance dans le gouvernement national, que 37% ont confiance dans le fait que les gouvernements concilient les intérêts des générations présentes et futures et 41% pensent que leur gouvernement utilise les meilleures données disponibles lorsqu'il prend une décision* ». Ces chiffres correspondent aussi à ceux d'*Our World*

confiance après une gestion de crise sanitaire catastrophique, où (pour ne citer que quelques exemples) :

- le gouvernement a choisi comme ministre des Affaires sociales et de la Santé un ancien politicien mêlé à un scandale de corruption⁶ ?
- La Première ministre ne savait quoi répondre à la légitimité démocratique de la plupart des membres de son gouvernement qui décidaient des mesures sanitaires sachant que ces derniers étaient liés à des multinationales et à la finance⁷ ?
- la légitimité des experts était questionnable avec notamment le principal virologue en Belgique expliquant en 2019 comment « *vendre une épidémie* » en manipulant les médias⁸ ?
- les conflits d'intérêts des différents acteurs (membres du gouvernement, experts, etc.) n'étaient pas déclarés et où il régnait un manque de transparence générale (qui a largement dépassé le niveau gouvernemental belge, d'ailleurs – où ce même ministre des Affaires sociales et de la Santé était suspecté à nouveau d'être mouillé dans des affaires pas nettes⁹ – car le manque de transparence était une pratique même à la Commission européenne avec l'affaire dite du « *Pfizergate* » impliquant la présidente de la commission Ursula von der Leyen récemment jugée coupable¹⁰) ?
- les mesures covid étaient appliquées de manière illégales¹¹ par l'État qui s'est précipité ensuite pour pondre une « *loi pandémie* » pour avoir une base légale ?

Il serait possible de citer des dizaines d'autres exemples, mais les plus flagrants nommés ci-dessus illustrent bien les manigances à répétition, pour ne pas dire un manque de transparence et une corruption systémique. Penser que ces attitudes sont exceptionnelles et dues à des circonstances inédites (comme la crise sanitaire) serait nier les descriptions et analyses de nombreux penseurs (philosophes, sociologues, scientifiques, etc. que l'on cite fréquemment dans les articles de *Kairos*)... Alors la question se pose : complotisme ou réalité ? Ou encore : la faute à qui ?

Nota bene : *Cet article est la première partie d'une série de trois. La deuxième partie, dans le prochain numéro, s'interrogera sur ce qu'il en est de Kairos - complotiste ou simplement média libre et indépendant ? -, ainsi que le rôle des intellectuels et des experts dans notre société.*

Kaarle Parikka

1. « Public Trust in Government : 1958-2024 », Pew Research Center, 24 Juin 2024 ; « Share of people in the United States who trust the government always or most of the time from 1972 to 2021, by generation », Statista, 5 juillet 2024.
2. « Trust across generations: different but the same », *Global Trustworthiness Monitor*, Ipsos, 11 janvier 2023.
3. « Enquête de l'OCDE sur les déterminants de la confiance dans les institutions publiques – résultats 2024 », OCDE, 10 juillet 2024.
4. « Share of people who trust their national government », 2020, *Our World in Data*.
5. *Reuters Institute digital news report 2024*, N. Newman, R. Fletcher, C. Robertson, A. Ross Arguedas, and R. Nielsen. *Report, Reuters Institute for the Study of Journalism, Oxford, (2024)*; « La confiance dans les médias en baisse, le site de la RTBF considéré comme le plus fiable par le public francophone », RTBF, 18 juin 2024.
6. *Archive vidéo* : « Quand Frank Vandenbroucke demandait de brûler l'argent sale des socialistes flamands », RTBF, 1er octobre 2020.
7. « Médias: suppôts du pouvoir politique. Politiques: suppôts du pouvoir financier », in *Kairos*, 16 avril 2020.
8. Communication and public engagement Marc Van Ranst, Chatham House, janvier 2019. Vidéo sur <https://vimeo.com/320913130>.
9. « Suspicion de conflits d'intérêts : Frank Vandenbroucke fait tout pour ne pas divulguer le contenu de ses mails sur le covid », in *La Libre Belgique*, 6 juillet 2023.
10. « How Europe Sealed a Pfizer Vaccine Deal With Texts and Calls », *New York Times*, 21 avril 2021; « La Justice de l'UE annule le refus d'accès aux SMS entre von der Leyen et le PDG de Pfizer », RTBF, 14 mai 2025.
11. « Mesures covid illégales : l'État fait appel », in *Le Soir*, 31 mars 2021.

Maîtriser l'IA, vraiment ?

Nous avons récemment été interpellés par un article publié sur le site internet de *Kairos* (« Maîtrisez l'IA avant qu'elle ne vous maîtrise »¹). Nous développerons, en réponse à cet écrit, non seulement les raisons pour lesquelles il serait illusoire de prétendre pouvoir maîtriser l'intelligence artificielle, mais aussi pourquoi celle-ci n'est en aucun cas bénéfique, contrairement à ce que prétend l'auteur, sauf à toujours plus « optimiser » les performances de l'humain, démarche qui correspond en tout point aux logiques du capitalisme et de la société de croissance combattues par *Kairos* depuis plus de 10 ans². Nous reprendrons ensuite une à une les « clefs » évoquées par l'auteur pour « dompter » l'IA, avant d'envisager une nécessaire conclusion.

IA ET NEUTRALITÉ

L'ensemble de l'article défend la neutralité de l'IA (mise en de bonnes mains, il s'agit d'un formidable outil, dans de mauvaises au contraire, l'effet vertueux se renverse impitoyablement). Comme nous allons tenter de le démontrer, et comme nous l'avons déjà fait ailleurs³, la réalité est plus complexe que cela.

« Croire que la technique est neutre, c'est sûrement passer à côté de l'enjeu du siècle. »
Jacques Ellul

IA ET POGNON

Peu importe la manière dont on l'utilise, l'IA brasse énormément d'argent, le but étant, à terme, d'en rapporter un maximum à ses concepteurs et investisseurs. OpenAI par exemple – l'entreprise qui est à l'origine du lancement de ChatGPT –, a estimé son chiffre d'affaire pour 2024 à 3,7 milliards \$ (pour, il est vrai, 5 milliards de pertes – dus notamment aux coûts énergétiques faramineux nécessaires au fonctionnement de la machine⁴). Si l'entreprise ne réalise pas encore de bénéfices malgré l'augmentation exponentielle de ses ventes, cela ne saurait tarder. En effet, comme le mentionne BFM-TV : « OpenAI devrait passer d'une association à but non lucratif à une entreprise à but lucratif, dans le but d'attirer davantage de capitaux [...]. La quête de profits est devenue la priorité d'OpenAI⁵ ». Cofondée par le transhumaniste Elon Musk (qui est à la tête d'un capital s'élevant à quelque 404,6 milliards \$), la firme est détenue à 49% par Microsoft, dont Bill Gates est le directeur général. Il paraît dès lors curieux de flatter un produit qui financera à terme la bourse d'un homme que d'aucuns voient, au pire, comme un agent maléfique désireux d'éradiquer la population, au mieux comme un milliardaire narcissique prétendument attaché à l'humain.

IA ET ÉCOLOGIE

IA et écologie ne font pas bon ménage : « L'industrie mondiale des centres de données, de l'IA et des cryptoactifs devrait doubler sa consommation d'électricité d'ici 2026, générant un surplus de 37 milliards de tonnes de CO₂ dans l'atmosphère. Ce qui représente l'équivalent de la consommation annuelle d'un pays comme le Japon⁶ ». De plus, le fonctionnement d'une IA telle que ChatGPT (195 millions de demandes journalières en juillet 2024) requiert, *grosso modo*, 564 mégawattheures par jour – soit l'équivalent de la consommation annuelle de 282 foyers wallons⁷. Ce n'est pas tout ; ces mastodontes virtuels nécessitent une puissance de calcul considérable générée par des centres de données (bien physiques pour le coup) : les fameux *data centers*. En France, avec la propagation de l'IA, le seul secteur des *data centers* pourrait mobiliser la puissance



Illustration : Mystigris

de 5 à 7 réacteurs nucléaires d'ici 2030⁸. À cette demande faramineuse d'électricité s'ajoute celle en eau nécessaire pour refroidir les équipements. Il faut aussi prendre en compte la fabrication des puces et microprocesseurs, nécessitant l'extraction de minerais et de terres rares. Or, ces métaux sont ponctionnés dans des pays aux conditions sociales et environnementales souvent désastreuses, accentuant les conflits territoriaux et la corruption. Il n'est donc pas certain qu'une utilisation « réfléchie » et « critique » de l'IA permette de réduire le taux de pollution dans l'air ou encore les conflits armés.

IA ET ENSEIGNEMENT

Pour l'auteur, il est « crucial d'intégrer l'IA aux programmes scolaires afin de former les jeunes à utiliser ces outils de façon critique et efficace. Cela implique bien entendu que les enseignants soient également formés à cet effet ce qui, à de rares exceptions près, est loin d'être le cas ». Il ajoute : « rejeter l'IA serait une erreur. Elle fait partie de notre futur, et il est essentiel de préparer les jeunes à l'utiliser avec discernement ». Pourtant, Olivier Lefebvre, ancien ingénieur, dénonce : « la généralisation de l'intelligence artificielle à l'école entraîne un appauvrissement de l'enseignement, en plus d'une empreinte écologique considérable⁹. Deux ans à peine après son lancement, ChatGPT a déjà largement déployé ses tentacules dans le monde scolaire. À vrai dire, la numérisation de ce milieu n'est pas un fait nouveau et s'inscrit dans le processus de rationalisation de l'école¹⁰ et du contrôle toujours plus assidu des professeurs (mais aussi des élèves) exercé par la logique managériale du libéralisme depuis plusieurs années¹¹. Gabriel Attal suggérait il y a peu de « généraliser à tous les élèves de 2^e l'usage de l'in-

telligence artificielle pour personnaliser les exercices à la maison en mathématiques et en français » dès la rentrée 2024¹². Désire-t-on vraiment suivre les technophiles d'*En marche* ! (vers le néant) dans leur optique et participer avec eux à la construction de cette « merveilleuse » start-up nation mondiale tant souhaitée par Macron et autres Young Global Leaders ? Pour nous, la réponse est non !

IA ET CULTURE

L'auteur mentionne : « Entre les mains de certains, elle peut être un outil de libération intellectuelle et d'accélération des capacités humaines, mais entre les mains de personnes ou autorités mal intentionnées [...], elle peut devenir un instrument de contrôle, de manipulation et de domination ». Voici pour le moins une vision manichéenne qui devient malheureusement de plus en plus légion : nous aurions, d'un côté, les bons pratiquants vertueux et critiques ; de l'autre, les mauvais utilisateurs prêts à toutes les turpitudes. Au-delà de cette perception quelque peu naïve du réel, toute technologie est intrinsèquement « agie » par la culture et l'époque qui la mettent en scène (peu importe l'usage que l'on en fait). Les temps qui sont les nôtres s'exercent sous le prisme de la recherche paroxystique d'efficacité dans tous les domaines de l'existence – et ce depuis, *a minima*, la Renaissance et l'émergence de la raison cartésienne (« se rendre comme maître et possesseur de la nature »). Pourquoi l'IA échapperait-elle à cette logique, elle qui est née, spécifiquement, dans un système qui ne vit que pour l'optimisation des performances humaines ?

IA ET CROISSANCE

« Nos systèmes éducatifs doivent rapidement s'adapter à l'intégration exponentielle de l'IA dans nos vies ». L'auteur le suggère lui-même : l'IA demande une évolution toujours plus rapide des compétences humaines (ne serait-ce que pour être capable de l'utiliser). Elle s'inscrit par conséquent dans la démarche de la société de croissance – et, par extension, du transhumanisme. Difficile dans ce cas de souscrire à l'idée d'une utilisation vertueuse de l'IA dépendamment des mains dans lesquelles elle se trouve, sauf à suggérer qu'une croissance infinie dans un monde fini serait non seulement possible, mais aussi souhaitable.

IA ET AUTONOMIE

Deux projets ancestraux sont au cœur des collectivités humaines : le projet d'autonomie et le projet d'expansion illimitée de la maîtrise rationnelle¹³. Bien qu'elle promette toujours plus d'autonomie, force est de constater que c'est plutôt la recherche effrénée de maîtrise qui excite l'IA et son utilisateur. C'est sans doute inconsciemment que l'auteur défie l'IA tout au long de son écrit, tuant dès lors dans l'œuf toute possibilité de critique radicale à son sujet (tout en répétant, du reste, à ses lecteurs – nous ne sommes plus à un paradoxe près – qu'il leur faut rester critiques). Qu'ils en aient conscience ou non, les hommes sont toujours les uniques responsables de leurs créations. Il n'empêche : en suggérant qu'il serait judicieux que chacun utilise l'IA, car elle fera de toute façon partie du futur, l'auteur manifeste évidemment une vision plus hétéronome de l'existence qu'une vue autonome de celle-ci. Comme nous l'écrivions dans un autre article traitant de ce sujet¹⁴ : « Castoriadis mentionne à ce titre qu'aucune technique ne peut être considérée comme neutre. Elles sont investies par des centaines de millions d'êtres humains et beaucoup impliquent des effets massifs (notamment sur la biosphère) que personne ne contrôle, bien que tout le monde prétende le contraire dans une illustration parfaite de cécité. Pis ! Les moyens utilisés aujourd'hui afin de limiter les fâcheuses conséquences produites par la technique sont issus du spectre technologique lui-même. Dans ce cas, écrit Castoriadis, parler de neutralité ou de liberté de choix dans l'utilisation de la technique n'a strictement aucun sens. Seule une révolution totale au travers de laquelle l'ensemble de la société poserait explicitement la question de la transformation consciente de la technologie pourrait convoquer une telle liberté. Et encore, même dans ce cas précis, le questionnement de la société sur la technologie serait, d'une manière ou d'une autre, conditionné par la technologie qu'elle désire transformer ». Ce constat ne signifie pas qu'il faille abandonner toute critique de l'IA, mais qu'il serait judicieux de garder à la conscience les effets qu'elle génère inexorablement au sein des esprits des hommes.

IA ET NARCISSISME

Comme nous l'écrivions dans l'article précité : « Toute technologie adoptée à grande échelle affectera la construction psychique des individus qui composent la société. Le téléphone portable par exemple, et peu importe la manière avec laquelle il est employé, octroie au sujet la possibilité d'être connecté, en tout temps et en tout lieu, à l'absent – il s'agit, en somme, d'une forme inédite de cordon ombilical. Selon le philosophe allemand Anselm Jappe¹⁵, l'avènement de la technologie constitue un facteur responsable de l'ancrage narcissique (en d'autres mots, de l'ancrage dans l'enfance) que les psychanalystes constatent chez beaucoup de leurs patients. En effet, chacun a dorénavant le loisir d'exercer au quotidien un pouvoir colossal à l'aide d'un simple "clic". Là où il fallait autrefois faire preuve de patience et d'abnégation pour éclairer la pénombre ou pour réchauffer les corps (en coupant par exemple le bois nécessaire à l'allumage d'un feu), il suffit aujourd'hui d'une simple pression exercée sur un bouton afin de jouir d'effets similaires ». Ceci démontre in fine qu'il est difficile de concevoir une utilisation réellement parcimonieuse de l'IA. Peu importe son usage – écriture d'un texte ou contrôle des populations –, elle agit d'une façon qui lui est propre sur la construction psychique des sujets (et donc sur les relations sociales que ceux-ci tissent entre eux) ; en somme, elle contribue à la fabrication d'un type d'humain

spécifique qui n'aura d'autres choix que de croire en l'existence de « clefs » promptes à dompter la bête afin de s'octroyer vis-à-vis d'elle une autonomie aussi étincelante que chimérique.

LES « CLEFS » POUR MAÎTRISER L'IA

L'auteur propose des « clefs » pour maîtriser l'IA. Voici nos remarques. Il convie le lecteur à « rester critique », ce qui constitue une injonction paradoxale dans la mesure où aucun penchant critique véritable de l'âme ne peut se commander de l'extérieur – d'autant plus paradoxal que l'auteur suggère, dans le même mouvement dans son texte, qu'il est inutile de critiquer radicalement l'IA étant donné qu'elle fera de toute façon partie du futur.

L'IA est un outil d'optimisation ; sa fonction est de rendre les actions plus efficaces et toujours plus rapides. L'auteur exhorte malgré tout à recouper les sources, démarche qui prend du temps – d'autant plus que lesdites sources sont devenues innombrables depuis l'avènement de la Toile dans nos existences – et qui paraît contradictoire avec le principe d'optimisation initial dans la mesure où l'on perdrait alors les gains d'efficacité supposés de l'IA, soit la véritable fonction de celle-ci. En un mot, on occulte ici que l'IA est avant tout un dispositif voué à « faciliter » la vie des hommes, c'est-à-dire à leur faire gagner du temps et à moduler leur esprit vers la quête d'efficacité ; ou, si l'on préfère, une machine à « plus-de-jour ».

« **Interrogez plusieurs sources, le doute est le point de départ de toute réflexion critique, car il incite à remettre en question les informations reçues au lieu de les accepter aveuglément. Il permet de tester la validité des faits, d'explorer différentes perspectives et de déceler d'éventuelles incohérences. En cultivant le doute, on développe un esprit plus curieux, rigoureux et indépendant** ». Il s'agit ici d'un discours candide – « l'esprit critique, c'est bien » –, trivial – quelqu'un qui remet en question une information doute forcément de celle-ci – et, une nouvelle fois, paradoxal : si j'obéis dans un premier temps à l'injonction de douter, je désobéis dans le même mouvement à cette dernière dans la mesure où je ne doute pas de la nécessité de douter, tandis que si je désobéis initialement à l'injonction, je ne doute tout simplement pas et désobéis donc à celle-ci.

« **Protégez vos données personnelles** » : cela semble être une sacrée gageure, car, à part ne pas utiliser Internet, nous ne voyons pas comment nous pourrions mettre en sécurité nos données numériques d'une manière effective.

« **Utiliser l'IA comme un levier. L'IA doit compléter les compétences pas les remplacer** ». Il s'agit donc d'une extension prophétique de l'homme, ce qui n'a rien de profondément réjouissant.

« **Exploitez les points forts de l'IA sans renoncer à votre créativité et à votre intuition** ». Exhorter de la sorte les gens à se montrer créatifs et intuitifs ne peut que tuer toute créativité et intuition, surtout s'il l'on croit possible d'user de l'IA comme d'un simple crayon.

« **Évitez l'automatisation aveugle** ». Comme nous avons tenté de le démontrer dans ce texte, nous sommes ici à plein dans l'automatisation aveugle (d'autant plus aveugle que celle-ci ne reconnaît pas ce qu'elle ne voit pas).

CONCLUSION

Notre conclusion suit celle de l'auteur. Il mentionne : « *Enfin, nous avons une responsabilité collective dans la manière dont l'IA est développée et utilisée. Cela implique d'encadrer son usage par des règles éthiques claires, de sensibiliser les utilisateurs aux dérives potentielles, et de veiller à ce que la technologie serve toujours les intérêts humains* ». Pour les raisons que nous avons évoquées dans les différentes rubriques de cet article, nous pensons que c'est méconnaître la nature profonde du capitalisme – c'est-à-dire, précisément, le modèle économique (et social) qui a engendré l'IA – que d'espérer une telle prouesse. Il continue : « *Comme le dit Idriss Aberkane [note de notre part : une brève présentation aurait été la bienvenue afin de savoir de qui il s'agit¹⁶], l'IA est avant tout le triomphe*

de notre (souligné par l'auteur) intelligence. Si nous apprenons à la maîtriser, elle deviendra une alliée précieuse pour relever les défis du futur. Mais si nous laissons la peur ou l'ignorance guider notre relation avec elle, alors nous risquons de devenir les sujets d'une technologie que nous avons pourtant créée ». Voici que pointe la menace d'un doigt inquisiteur. Pourtant, il est non seulement difficile de ne pas apercevoir la texture technophile du discours qui est ici tenu, mais il est, encore une fois, tout aussi compliqué de nier la binarité qui l'anime ; il n'existerait que deux possibilités face à l'avènement de l'IA : soit l'homme apprend à la maîtriser (par l'intermédiaire des fameuses « clefs » très certainement), et ainsi à lui le Salut, soit, au contraire, il s'éloigne des préceptes énoncés par l'auteur, mais alors la sentence deviendrait irrévocable ; ceux qui critiquent radicalement l'IA et qui refusent son utilisation seront qualifiés d'ignorants et de peureux fatalement assujettis à la machine. Il s'agit ici d'un renversement limpide du réel ou, ce que nous nommons dans notre jargon de psy, une (sacrée) projection. N'en jetez plus, la coupe est pleine !

Post-scriptum : point d'hypocrisie dans nos propos ; nous utilisons la technologie d'une manière ou d'une autre au quotidien et des fois, peut-être, sans même le savoir, l'IA. Mais pour toutes les raisons évoquées dans cet article, il ne nous viendrait jamais à l'esprit d'en faire les louanges ni d'encourager sa propagation.

Post-scriptum bis : ce qui devrait interpellé jusqu'au plus fervent utilisateur de l'IA c'est que, toujours, les nouvelles technologies s'imposent sans l'ombre d'un débat démocratique à la collectivité, c'est-à-dire sans que les hommes n'aient pu décider, en toute connaissance de cause, de la nécessité (ou non) de produire tel type de machine et de l'introduire dans les différentes sphères du social. Il s'agit ici d'un indice évident que le système est devenu technicien et qu'il échappe par conséquent à toute possibilité effective de maîtrise en l'état actuel des choses.

Post-scriptum ter : au fil des temps, voici que les effets de cette clairvoyante cécité se font ressentir ; la technologie ayant revêtu dans les imaginaires communs les habits de Dieu, il devient inconcevable pour ses adeptes de la remettre en question. Pis ! Chacun pense dorénavant pouvoir la maîtriser et devenir ainsi lui-même le Dieu de Dieu, procédé qui permet de panser artificiellement les plaies de l'âme induites par le système techno-capitaliste lui-même.

Kenny Cadinu

- <https://www.kairospresse.be/maitrise-lia-avant-quelle-ne-vous-maitrise/>
- Un sous-titre éloquent (« *Journal anti-productiviste pour une société décente* ») accompagné par ailleurs toujours la 4^{ème} de couverture de la version papier du bimestriel.
- Voir notre article paru dans le 60^{ème} numéro de *Kairos : De Chat l'enfoiré aux métavéreux : la technique est-elle vraiment neutre ?*
- <https://www.distributive.com/actualites/lire-openai-continue-de-bruler-beaucoup-de-cash-35535.html>
- https://www.bfmtv.com/tech/intelligence-artificielle/plus-d-argent-que-nous-l-avons-imagine-chat-gpt-va-avoir-besoin-de-milliards-pour-devenir-rentable_AV-202412270349.html
- <https://reporterre.net/L-insoutenable-cout-ecologique-du-boom-de-l-ia>
- <https://reporterre.net/L-intelligence-artificielle-un-potentiel-gouffre-energetique>
- Reporterre, *ibid.*
- <https://reporterre.net/L-intelligence-artificielle-est-un-projet-neoliberal-pour-l-enseignement>
- Voir l'ouvrage du sociologue français Jean-Pierre Le Goff, *La Barbarie douce : la modernisation aveugle des entreprises et de l'école*, La Découverte, 1999.
- Il n'y a qu'à voir la généralisation de *Smartschool*, qui permet dorénavant d'avertir en temps réel les parents que leur progéniture sèche les cours.
- Reporterre, *ibid.*
- Voir Cornelius Castoriadis, philosophe, psychanalyste, économiste et révolutionnaire grec. Son œuvre est en grande partie consacrée à l'avènement d'une société (véritablement) autonome.
- De Chat l'enfoiré aux métavéreux, *ibid.*
- Voir deux ouvrages majeurs de l'auteur : *La société autophage : capitalisme, démesure et autodestruction* (La Découverte, 2017), ainsi que *Les Aventures de la marchandise, pour une nouvelle critique de la valeur* (La Découverte, 2003)..
- Nous avons regardé une interview proposée par Kairos à son sujet. Il s'agit manifestement d'un jeune érudit multi diplômé pour lequel une révolution véritable pourrait avoir lieu si l'on connecte les ordinateurs de chaque tout-venant entre eux afin que l'IA devienne open source. Nous n'avons, à vrai dire, toujours pas compris le raisonnement.

Allemagne, année zéro, II

Allemagne année zéro, deuxième épisode. Le titre fait évidemment référence au remarquable film de Roberto Rossellini, sorti en 1948, qui se situe dans les décombres de Berlin en 1945 à la chute du Troisième Reich. Les événements récents comme le sabotage des gazoducs Nord Stream, l'effondrement des pans entiers de l'industrie, la fuite des cerveaux vers l'étranger, les agressions à l'arme blanche ou des voitures-béliers, la censure et la répression envers les opposants comme l'avocat Reiner Fuellmich, jeté en prison arbitrairement, nous interpellent.

Cette série de dérives inquiétantes, peu relayées dans la presse *mainstream*, pourrait sembler provenir de causes disparates. Mais en les présentant ainsi, en parallèle, on met en évidence un instantané de la situation actuelle en Allemagne, on découvre un pays sujet à une rapide descente aux enfers.

LA LOCOMOTIVE EUROPÉENNE

Pourtant, 20 ans auparavant, tout semblait réussir. L'Allemagne avait bien amorti sa réunification avec ses Länder de l'Est à peine sortis du carcan soviétique ; sa réussite économique était vantée dans le monde entier ; la qualité de ses produits manufacturés, l'excellence de ses ingénieurs et de ses mécaniciens lui permettait d'exporter sur les cinq continents, engrangeant des excédents commerciaux qui faisaient pâlir d'envie ses concurrents français, italiens, japonais ou américains. Surtout son mark fort était un gage de stabilité. Le Bund, l'obligation d'État émise par la Bundesbank, était un investissement incontournable du portefeuille de tout bon père de famille et en particulier des épargnants. On disait que si tous les Allemands ne croient pas en Dieu, par contre ils croient tous dans la Bundesbank. Pendant près de 74 ans, la banque centrale germanique fut la tour de contrôle des taux d'intérêt mondiaux et damnait le pion à la FED, ce qui agaçaient fortement les Américains dont les dérapages budgétaires financés par le reste du monde commençaient à inquiéter.

Il faut dire que François Mitterrand tordit le bras du chancelier Helmut Kohl pour lui imposer l'euro en échange de la réunification. La Bundesbank se retrouva chapeauté d'une « chose » dénommée BCE (Banque centrale européenne) et d'une monnaie qui remplaçait son vénéré Deutschmark. Une opération rondement menée qui eut pour résultat de redonner aux États-Unis le pouvoir sur le contrôle des taux d'intérêt. On ne reviendra pas ici sur cette aberration qu'est l'euro qui unit, dans une même zone monétaire, des économies aussi différentes que celle de l'Allemagne et des pays du sud, que les mauvaises langues à Francfort appellent les pays du « Club Med », le blocage des taux de change entraînant l'effondrement de la production industrielle dans ces pays du sud européen. Durant plus de 20 ans, on peut réciter la longue liste de décisions incohérentes, hasardeuses, hérétiques prises par les autorités monétaires européennes : planche à billets, taux d'intérêt négatifs (ce qui veut dire que le futur est plus certain que le présent!), taux de change faussés, etc. Les résultats sont évidemment à leur attente : croissance atone, désindustrialisation, ruine des épargnants européens dont, en particulier, les retraités allemands qui virent les obligations allemandes perdre 33% de leur pouvoir d'achat.

On se rappelle la colère des épargnants du côté du Rhin, relayée par la presse dont le populaire *Bild* qui multipliait ses Unes contre Christine Lagarde, présidente de la BCE, surnommée « Frau Inflation » ou « Chanel Frau », en référence à son penchant pour la haute couture luxueuse. L'inflation reste un traumatisme dans la population allemande. Cela lui rappelle de très mauvais souvenirs.

LA RÉUNIFICATION ET SES CONSÉQUENCES

Mais revenons au début de ce XXI^e siècle. Après le long « règne » de Helmut Kohl de 1982 à 1998, le père de la réunification allemande doit céder le pouvoir au social-démocrate Gerhard Schröder, qui va inaugurer une nouvelle forme de coalition avec les verts. L'économie vit les soubresauts de l'intégration des Länder de l'est dans la république fédérale. Face à ces difficultés, Schröder, durant ses deux mandats, va entreprendre des réformes majeures pour assainir les finances publiques, la fiscalité et les retraites. Fort de son succès aux élections de 2002 qui le maintient au pouvoir, il met en œuvre l'agenda 2010, qui entraîne une réduction drastique des dépenses publiques. Les réformes Hartz vont chambouler le marché du travail. Les chômeurs voient leurs allocations réduites de manière conséquentes et conditionnées à un contrôle drastique. Cette réforme va également entraîner l'envolée des mini-jobs, les employeurs profitant de l'assouplissement des réglementations encadrant les emplois à faibles revenus. Cette potion amère pour les travailleurs va cependant booster l'économie allemande et la sortir des difficultés causées par la réunification. Sans éluder les grincements de dents, le « Docteur » Schröder met en place les conditions d'un véritable miracle économique allemand. C'est le temps où l'Allemagne engrange les excédents commerciaux, devenant la locomotive européenne.

En Europe, la réussite allemande entraîne des réactions à la fois de jalousie et d'envie. Mais tous les pays ne peuvent pas en dire autant en matière de concertation sociale comme à Berlin. Le haut niveau des relations entre l'État, le patronat et les syndicats a probablement permis d'entreprendre cette réforme audacieuse, voire téméraire. Que celle-ci soit l'œuvre d'une coalition de gauche (socialistes-écologistes) a sans doute aussi facilité son acceptation par les milieux du travail. Un chancelier de droite aurait indiscutablement eu plus de mal à faire adopter ces mesures d'austérité. Mais le décollage de l'économie et le succès de ses entreprises à l'exportation vont également commencer à inquiéter de l'autre côté de l'Atlantique. Washington fronce les sourcils face à ce concurrent de plus en plus encombrant. D'autant plus que l'Allemagne va s'appuyer à l'Est sur les ex-satellites de l'Union soviétique. Leader dominant de la construction européenne, Berlin va appuyer l'élargissement des pays d'Europe centrale et orientale au sein de l'UE. L'industrie allemande trouve une main-d'œuvre à bas coûts et bien formée. Les pays derrière l'ancien « rideau de fer », exsangues et essoufflés par 60 ans de soviétisme, sont satisfaits de bénéficier des investissements provenant de l'Ouest. Sous le capot des automobiles Skoda tchèques rugissent les cylindres des moteurs Volkswagen.

OSTPOLITIK

Sur le plan diplomatique, Schröder est partisan d'une politique d'ouverture et de coopération avec la nouvelle Russie de Vladimir Poutine, qui vient de succéder à Boris Eltsine. Manifestement, le chancelier marche allégrement sur les

plates-bandes américaines. Les États-Unis s'étaient infiltrés par toutes les issues possibles dès l'annonce du décès de l'URSS et durant la présidence d'un homme alcoolique. Rapidement cependant, l'activisme américain va subir un coup de frein quand Poutine prend les rênes du pouvoir. Il coupe aussi les jarrets aux oligarques russes poussés dans leur avidité par la finance yankee. Digne héritier de l'ancien chancelier social-démocrate Willy Brandt (de 1969 à 1974) et de son « Ostpolitik », Schröder multiplie les liens avec le président russe. L'image peut paraître anachronique, voire totalement surréaliste, par rapport à la période actuelle : le 11 avril 2003, une conférence de presse conjointe est tenue à Saint-Pétersbourg entre le Français Jacques Chirac, le Russe Vladimir Poutine et l'Allemand Gerhard Schröder sur le rôle de l'ONU dans la reconstruction de l'Irak.

La seconde guerre du Golfe a clairement généré un rapprochement entre les États européens vis-à-vis de la politique impériale des États-Unis. Un axe Paris-Berlin-Moscou s'était constitué à cette époque. Schröder s'est catégoriquement opposé à l'intervention militaire en Irak menée par les États-Unis sous George W. Bush, qualifiant cette guerre de « catastrophe » et a refusé toute participation allemande, même logistique, marquant une rupture avec la tradition d'alignement atlantiste de l'Allemagne. Mais c'est surtout sa relation étroite avec Poutine, marquée par une amitié personnelle, qui braqua les Américains. Il voyait la Russie comme un partenaire stratégique pour l'approvisionnement énergétique de l'Allemagne, notamment le gaz naturel. C'est sous sa mandature que le projet de gazoduc Nord Stream vit le jour. Reliant directement la Russie à l'Allemagne via la mer Baltique pour sécuriser l'approvisionnement en gaz, ce projet a été perçu comme un moyen de contourner les pays de transit comme l'Ukraine et la Pologne. Par son pragmatisme, Schröder prônait une politique de « *changement par le commerce* » (*Wandel durch Handel*), estimant que l'intégration économique de la Russie favoriserait sa démocratisation et sa stabilité. Pour les néo-cons à Washington, la coupe était pleine. Il fallait à tout prix briser dans l'œuf l'émergence de cette nouvelle puissance germanique.

DEUTSCH-AMERIKANISCHE FREUNDSCHAFT

Après des élections fédérales indécises en 2005 et une longue période de négociations, une grande coalition CDU/CSU-SPD voit le jour. Cependant le chancelier est obligé de jeter l'éponge au profit de la présidente du parti démocrate-chrétien, Angela Merkel. Indiscutablement, la politique étrangère de celle-ci (2005-2021) a été perçue comme plus favorable aux États-Unis par rapport à celle de son prédécesseur, la CDU/CSU ayant toujours eu une attitude plus atlantiste que le SPD. Dès son arrivée, Merkel va retisser les liens avec les États-Unis en mettant l'accent sur le partenariat transatlantique et la coopération avec l'OTAN. Elle renforce même la coopération sur des dossiers, en engageant par exemple des militaires de la Bundeswehr en Afghanistan, contrairement à ce que Schröder avait toujours refusé lors de la guerre en Irak. L'arrivée de Barack Obama à la Maison-Blanche va encore accentuer cette



coopération transatlantique. Tout en renforçant le rôle de l'Allemagne comme leader de l'UE, Merkel s'alignera totalement sur les intérêts américains. Il faut dire qu'entre-temps le vent a tourné également en France avec l'arrivée de Nicolas Sarkozy à l'Élysée, avant celle d'Emmanuel Macron.

C'est à partir de la crise des *Subprimes* (2007-2008) que l'on constate une montée en puissance de l'Allemagne, qui joue de plus en plus cavalier seul jusqu'à indisposer les autres chancelleries européennes. Au moment de la crise grecque, Merkel et son ministre des Finances Wolfgang Schäuble adoptent une ligne dure, insistant sur des réformes structurelles strictes et des mesures d'austérité que la Grèce doit suivre en échange de toute aide financière. Influencée par son modèle économique, l'Allemagne prône la discipline budgétaire et la responsabilité nationale. Schäuble, en particulier, considérait que la Grèce devait assumer les conséquences de sa mauvaise gestion financière passée et respecter les règles de l'Eurozone. Si cette position a permis de maintenir la Grèce dans la zone euro, elle a aussi cristallisé des tensions et renforcé l'image d'une Allemagne hégémonique, soucieuse d'une certaine orthodoxie budgétaire. L'attitude allemande a aussi alimenté des ressentiments dans les pays du sud de l'Europe, générant les débats sur l'équilibre entre solidarité et responsabilité dans l'UE. Cette crise aura, en tout cas, laissé des traces durables de divisions et de méfiance.

DIVISER POUR RÉGNER

On peut s'interroger sur le double jeu entretenu par les États-Unis et l'Allemagne, cette dernière jouant les «pères fouettards», lorsqu'on sait que Goldman Sachs a participé à l'introduction de la Grèce dans la zone euro en 2001, principalement en aidant le pays à maquiller ses comptes publics pour respecter les critères de convergence de Maastricht. Mais l'Allemagne ne va pas s'arrêter en si bon chemin. Sous la mandature de Merkel, elle va commencer à agir sans plus

consulter ses partenaires. Une sorte d'*hubris* s'empare des dirigeants à Berlin.

La crise migratoire, peu de temps après, va encore accentuer cette dérive. Sans consulter ses voisins, Merkel prend la décision d'accueillir des migrants par milliers. Le « *wir schaffen das* » va vite tourner à la cacophonie et transformer les postes-frontière dans toute l'Europe en hall de gare le jour des grandes vacances. Environ 1,1 million de migrants, principalement en provenance de Syrie, d'Afghanistan et d'Irak, sont arrivés en Allemagne, saturant rapidement les capacités d'accueil. Cette situation chaotique mit sous pression les systèmes de logement, d'éducation, de santé et d'aide sociale. On considère que le coût estimé pour l'accueil et l'intégration se monte à plusieurs milliards d'euros par an. Cet afflux principalement de jeunes hommes provenant de pays appliquant des règles et des coutumes notamment ségrégationnistes pour la population féminine entraîna des troubles sociaux et une insécurité grandissante. L'événement le plus notable est la vague d'agressions sexuelles et de vols lors du Nouvel An 2015 à Cologne, contre plusieurs dizaines de femmes allemandes. Cet événement a amplifié les craintes sur la sécurité et l'intégration, alimentant les discours anti-migrants et mettant Merkel sous pression. La polarisation de l'opinion publique allemande, la montée de l'Alternative für Deutschland (AfD), parti de droite radicale, qui fit son entrée au Bundestag avec 12,6% des voix aux élections de 2017, en sont des signes.

La sous-estimation des conséquences de sa politique affaiblit grandement la popularité de Merkel. Les critiques provenant aussi de son propre camp (notamment la CSU bavaroise) ternirent son image de « *Mutti* » du peuple. L'Allemagne fut critiquée en Europe de l'Est (Hongrie, Pologne), pour avoir encouragé l'afflux migratoire sans coordination européenne. Cela a exacerbé les divisions au sein de l'UE sur la répartition des migrants, avec le refus de certains pays d'accepter des quotas. Encore une fois, le résultat entraîna une nouvelle division de l'Europe, cette fois entre Occidentaux et Orientaux, réunis au sein du Groupe de Visegrád (Pologne, Hongrie, République

tchèque, Slovaquie). L'attentat du 19 décembre 2016 à Berlin au marché de Noël de la Breitscheidplatz, lorsqu'un camion-bélier, conduit par un islamiste fonça sur la foule, faisant 13 morts et plus de 50 blessés, jeta une ombre supplémentaire sur la politique de la chancelière.

Réélue le 14 mars 2018, après des élections de 2017 qui plongèrent le pays dans une longue crise politique, Merkel doit concéder de larges pans de son gouvernement à l'aile gauche, représentée par le SPD au sein d'une nouvelle « grande coalition ». Remplacée à la présidence de son parti la CDU après 18 années, Merkel voit sa coalition sujette à des tensions permanentes. Après des élections européennes désastreuses aussi bien pour la CDU-CSU que pour le SPD, elle échoue à imposer son « *Spitzenkandidat* » à la présidence de la Commission européenne, Manfred Weber (PPE). Néanmoins, elle arrive à caser à la Commission son ancienne ministre de la défense nationale, Ursula von der Leyen, discrètement exfiltrée du gouvernement fédéral après des accusations d'irrégularités dans l'attribution de contrats à des consultants externes comme McKinsey et Accenture. La Cour des comptes allemande a pointé du doigt des dépenses excessives et un manque de contrôle dans l'attribution de ces contrats.

LA GUERRE D'UKRAINE

Certains ont cru voir dès les premiers signes du conflit en Ukraine que l'Allemagne allait se saisir de cette « opportunité » pour agrandir son *Hinterland* et donc sa zone d'influence à l'est de l'Europe jusqu'à l'Ukraine, pour devenir hégémonique en Europe et se poser carrément en rival des États-Unis. Plus de 10 ans après le coup d'État de Maïdan, les faits contredisent totalement ce point de vue. Les accords de Minsk (Minsk I signé le 5 septembre 2014, Minsk II signé le 12 février 2015) sont terriblement révélateurs de la duplicité de l'Occident et du rôle de « caniches » attribués aux chefs d'États européens par leurs mentors étatsuniens. En décembre 2022, Merkel a déclaré au journal *Die Zeit* que les accords de Minsk de 2014-2015 étaient une « *tentative de donner du temps à l'Ukraine* » pour se renforcer militairement, plutôt qu'un véritable effort pour instaurer une paix durable. François Hollande a confirmé cette position dans une interview au *Kyiv Independent* le 28 décembre 2022, affirmant que les accords avaient permis de « *retarder les avancées russes* » et de renforcer l'armée ukrainienne, qui était « *complètement différente de celle de 2014* ».

De 2015 à 2025, nous assistons véritablement à une descente aux enfers de la société et de l'économie germanique. Le contraste est saisissant. On a véritablement l'impression que la guerre en Ukraine a servi à « dézinguer » l'Allemagne et que ses élites politiques, prisonnières de l'alliance atlantique, ont décidé de son suicide. Les Allemands sont plongés dans une récession sans précédent et une baisse structurelle de leur production industrielle. Ils ne sont plus compétitifs dans toute une série de domaines du fait qu'ils paient une énergie au prix 4 fois supérieur à celui de la Chine ou des États-Unis. Leurs gouvernants ont accepté sans broncher le sabotage par les Américains du gazoduc Nord Stream, qui leur apportait l'énergie russe bon marché. Ils se sont littéralement couchés face aux Américains. Deuxième contributeur financier à la guerre d'Ukraine, l'Allemagne continue à déverser son argent dans ce panier percé, alors que son économie nationale est exsangue. Selon un sondage YouGov rapporté par *Die Welt* en mai 2025, plus de la moitié des Allemands envisageraient de quitter le pays, citant des préoccupations liées à l'immigration et aux défis économiques. Selon Ulrike Guérot (que nous avons interviewée dernièrement à *Kairos*), on assisterait à un véritable exode de cerveaux et de forces vives (universitaires, indépendants, patrons de petites entreprises, etc.) qui traversent la frontière, notamment vers la Suisse voisine. Elle parle d'environ 250.000 individus.

Il faut aussi confronter cette situation naissante à la problématique de la démographie allemande. La fécondité y est très basse, tombée à 1,35 enfant par femme. On pourrait dire qu'un pays qui produit si peu d'enfants est un pays qui renonce à la puissance. C'est dans ce contexte sombre qu'ont eu lieu les dernières élections fédérales du 23 février 2025. Elles ont vu la victoire de l'alliance conservatrice CDU/CSU avec 28,5% des voix, suivie par l'AfD avec un score historique de 20,8%, doublant son résultat de 2021. Le SPD du chancelier sortant

Qui veut la guerre ?

Dossier coordonné par Alexandre Penasse et Bernard Legros

« Une des choses que j'ai découvert est que presque chaque guerre qui a débuté au cours des 50 dernières années a été le résultat de mensonges médiatisés¹ »

Julian Assange, 2022.

Certes, une nouvelle fausse alerte « pandémie » n'est pas à écarter ; la démocratie représentative bat de l'aile partout (sauf en Suisse ?) ; la séparation des pouvoirs chère à Montesquieu n'est plus qu'un doux souvenir, comme son commerce ; les mondialistes de l'extrême centre et les souverainistes de l'extrême droite s'affrontent, les premiers pour conserver le pouvoir, les seconds pour s'en emparer, la gauche consternée et paniquée assistant à la scène en surenchérissant dans ce qui est devenu sa marque de fabrique 2.0 : le moralisme, les indignations « vertueuses » et la rage « antifasciste » ; le wokisme anglo-saxon continue à faire de l'entrisme en Europe avec un succès certain². Ces constats faits, il était temps de consacrer un dossier à ce qui angoisse nos contemporains par-dessus tout, l'ombre de la guerre, dont les médias et certains dirigeants nous abreuvent, allant parfois jusqu'à imaginer, tel Gabriel Attal, des bataillons russes défilant un jour sur les Champs-Élysées et devant le Berlaymont. Du pur délire ! Les Russes, quand bien même voudraient-ils aller respirer le bon air marin sur les rives de l'Atlantique, n'en ont pas les moyens démographiques ni, par conséquent, militaires : 143.679.916 habitants, à comparer aux 449.206.579 habitants de l'UE³, soit un rapport de 1 à 3. Et puis, combien de soldats resterait-il dans l'immense Russie pour défendre les milliers de kilomètres de frontières ? Nous n'aurons donc pas besoin d'apprendre l'alphabet cyrillique pour devoir un jour remplir des formulaires administratifs ! Mais chez Poutine, il y a des armes nucléaires, une autre affaire sur laquelle s'est penché notre confrère français Jean-Luc Pasquinet, qui met en contradiction énergie atomique et décroissance, en convoquant deux de ses auteurs de prédilection, Cornélius Cas-

toriadis et Günther Anders. Paul Willems rappelle les liens étroits entre la guerre et l'impérialisme. Refuser la première revient à combattre le second. Daniel Zink se lance dans une délicate tentative d'objectivation et de dépassement des unilatéralités dans le conflit en Ukraine. Nous accueillons pour la première fois dans nos colonnes le philosophe et psychanalyste luxembourgeois Thierry Simonelli, qui constate que le pacifisme, de la gauche à la droite, a cessé d'être une valeur centrale dans « nos démocraties ». Enfin, nous avons recueilli les propos de deux spécialistes des relations internationales, le Français Thierry Meyssan, fondateur du Réseau Voltaire, et le journaliste péruvien Vladimir Caller.

Si vis pacem, para bellum ? Le vieux dicton romain est-il toujours d'actualité ? Nous parlons bien de la guerre *stricto sensu*, c'est-à-dire militaire, considérant que nous sommes déjà en guerre économique et sociale depuis l'instauration du néolibéralisme, avec comme repères 1973 (Chili), 1979 (Royaume-Uni) et 1981 (États-Unis)⁴. En l'état, faut-il être idéaliste ou pragmatique ? On ne sait trop de quel côté penchent les élites du continent quand elles appellent à la constitution d'une défense européenne, oubliées de leurs engagements passés avec l'Organisation pour la sécurité et la coopération économique (OSCE) et la Charte de Paris, signée en 1990. L'Europe, c'était « plus jamais la guerre », paraît-il. Qu'importe, la Commission européenne a annoncé le projet « Rearm Europe », chiffré à 800 milliards € à charge des contribuables et du creusement de la dette. Immédiatement se pose une série de questions : comment faire passer cette pilule aux populations (que ce soit leurs fractions consuméristes ou leurs fractions appauvries) ? À qui acheter du matériel ? Ou bien doit-on uniquement le pro-

duire sur place ? Faut-il réinstaurer le service militaire ? Quelles relations conserver avec l'Otan ? Sous quel commandement unique placer cette défense ? La France et l'Allemagne s'y verraient bien, le micro(n)-Jupiter de la première se posant en chef de guerre européen pour redorer son blason, le chancelier malchanceux⁵ de la seconde étant déterminé à faire de son pays la première puissance militaire de l'UE⁶. Tous deux, avec la Pologne et le Royaume-Uni, se disent prêts à gonfler leurs muscles et leurs budgets respectifs de la défense à 5% de leur produit intérieur brut d'ici 2032, contrairement à la Belgique qui annonce timidement 2,5% pour 2034... Quel foutoir, mes amis ennemis !

Option 1 : la paix. À Kairos, nous avons toujours été favorables à une solution diplomatique pour régler le conflit en Ukraine, quand la classe politique s'enfonçait dans l'option 2 « clausewitzienne ». Les rares pacifistes déclarés ont été traités de « Munichois » – insulte qui faisait suite à « complotiste » – et d'ignorants de la stasis, cette immanence irréductible de la violence et de la guerre présente dans toutes les sociétés. En son temps, l'anthropologue Paul Jorion avait ressorti un petit joyaux philosophique, écrit en 1820 par le naturaliste Jean-Baptiste de Lamarck, qui n'a pas pris une ride : « L'homme, par son égoïsme trop peu clairvoyant pour ses propres intérêts, par son penchant à jouir de tout ce qui est à sa disposition, en un mot par son insouciance pour l'avenir et pour ses semblables, semble travailler à l'anéantissement de ses moyens de conservation et à la destruction même de sa propre espèce. En détruisant partout les grands végétaux qui protégeaient le sol, pour des objets qui satisfont son avidité du moment, il amène rapidement à la stérilité ce sol qu'il habite, donne lieu au tarissement des sources, en écarte les animaux qui y trouvaient leur subsistance ; et fait que de grandes parties du globe, autrefois très fertiles et très peuplées à tous égards, sont maintenant nues, stériles, inhabitables et désertes. En négligeant toujours les conseils de l'expérience pour s'abandonner à ses passions, il est perpétuellement en guerre avec ses semblables, les détruit de toutes parts et sous tous prétextes ; en sorte qu'on voit ses populations, autrefois grandes, s'appauvrir de plus en plus. On dirait qu'il est destiné à s'exterminer lui-même après avoir rendu le globe inhabitable⁷. »

D'une part, éteindre les machines à abrutir que sont le téléviseur et la radio pour étudier l'histoire et retourner aux sources culturelles de l'Europe ; d'autre part, pratiquer l'éthique, « qui naît du désir de dire quelque chose de la signification ultime de la vie, du bien absolu, de ce qui a une valeur absolue⁸ », voilà ce que nous pouvons déjà entreprendre pour tenter de faire dérailler le train fou du bellicisme.

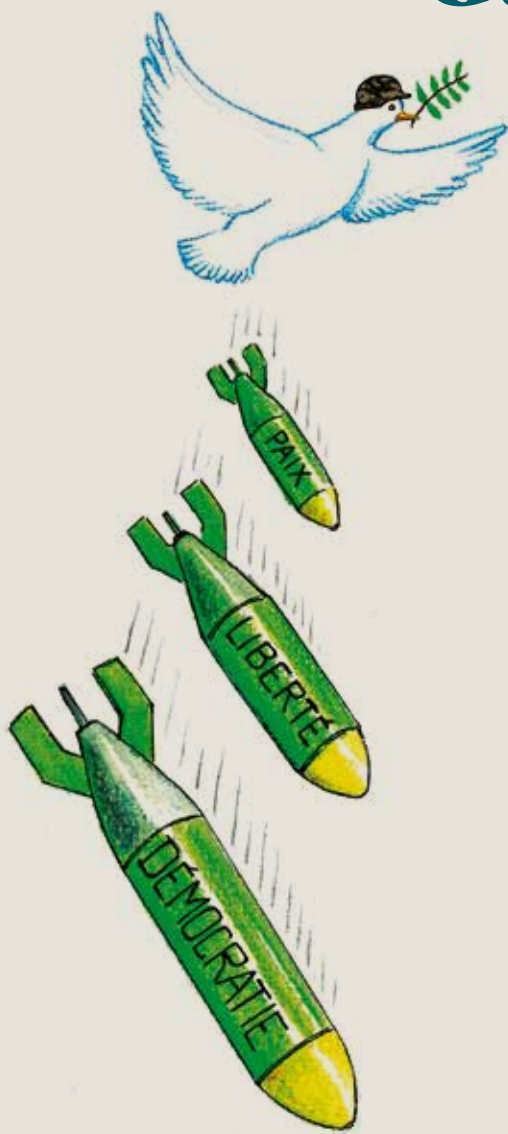
Illustration : Cassou



1. <https://altermidi.org/news/julian-assange-a-propos-de-la-guerre-et-des-medias/>
 2. Et un revers, malgré tout : l'ouvrage collectif *Face à l'obscurantisme woke* est finalement paru comme prévu aux Presses universitaires de France, malgré les intimidations et pressions diverses pour l'interdire. Félicitations à l'éditeur d'avoir tenu bon !
 3. Source : wikipédia, mai 2025.
 4. Cf. Pierre Dardot, Haud Gueguen, Christian Laval, Pierre Sauvèterre, *Le choix de la guerre civile. Une autre histoire du néolibéralisme*, Lux, 2021.
 5. Rappelons qu'il a fallu organiser un second tour d'élection pour le mettre en selle, ce qui n'était encore jamais arrivé dans l'histoire de l'Allemagne.
 6. *Le Soir*, 15 mai 2025.
 7. Cité in Paul Jorion, *Le dernier qui s'en va éteint la lumière. Essai sur l'extinction de l'humanité*, Fayard, 2016, pp. 22 & 23.
 8. Erling Kagge, *Quelques grammes de silence*, Flammarion, 2016, p. 91.

Guerre et impérialisme

Illustration : Mickomix



La guerre est l'instrument privilégié de l'impérialisme. Sans la guerre, toutes les structures qui lui permettent d'extorquer leurs richesses aux autres nations ne servent à rien. Mais, pour l'idéologie dominante que la guerre sert à imposer — et pas seulement au reste du monde —, il n'y a plus d'impérialisme. On en a fini depuis longtemps avec l'impérialisme. Sauf en ce qui concerne la Russie. Et peut-être, qui sait, la Chine. On en a également fini avec les idéologies. De ce fait, dissenter au sujet de l'impérialisme aujourd'hui n'est pas très stimulant. Parler de l'impérialisme, ou des idéologies qui subsisteraient, n'aurait plus de raison d'être. Pour commencer, il faut lever le doute portant sur leur existence. Mais toute référence à l'impérialisme aurait beaucoup trop à voir avec une idéologie. Il est impossible d'octroyer même une semi-crédibilité à la description de l'impérialisme de Lénine. Il reste tout à fait impossible de parler de Lénine, ou d'idéologies, du moins à l'échelon académique ou médiatique. Si cela se produit, c'est en passant, et surtout en rejetant en bloc Lénine et toutes les idéologies dans le passé.

Hannah Arendt aussi a décrit cet impérialisme¹, mais sa description semble surtout concerner le colonialisme. L'on en déduit que le colonialisme ayant cessé d'avoir cours, l'impérialisme aussi. Depuis lors, ce dernier est présenté comme proche, mais révolu, et donc lointain et inaccessible. Pourtant, l'impérialisme, dont Lénine a décrit avec précision le mode d'opération, est plus que jamais d'actualité. Pendant la guerre froide qui fut menée au nom de l'anticommunisme, agressions et interventions de la pire espèce, menant régulièrement à des guerres, furent perpétrées par les pays occidentaux. Leur objectif était l'intégration de tous les pays du monde dans un ordre économique systématiquement favorable à l'Occident ; autrement dit, sous couvert d'universalisme, la colonisation économique du reste du monde. Pour tout dire, pour les États occidentaux, la souveraineté politique des anciens États colonisés n'a de sens, sinon d'existence, que dans la mesure où les peuples sont intégrés de force dans l'ordre économique et politique qu'ils définissent. Toutes ces agressions reposent sur le droit international, ce qui, en dénaturant les faits, permet d'éjecter de manière rhétorique, et donc idéologique, toute référence à l'impérialisme.

Objectivement, quelle est la situation à laquelle aujourd'hui nous sommes confrontés ? Comment croire un seul instant que le bombardement massif et redoublé de l'Irak, que la transformation de la Libye et de la Syrie en territoires fantômes, pour la possession desquels rivalisent des organisations terroristes dont la plupart ont été mises sur pied et transportées sur place au moyen de ponts aériens par les États-Unis, aient quoi que ce soit à voir avec le droit international ? En fait, le colonialisme n'est qu'une modalité de l'impérialisme. Et c'est bien ce que démontre Lénine lui-même, notamment dans ses écrits qui datent de la guerre civile russe, au cours de laquelle l'impérialisme se range comme un seul homme du côté des armées blanches en envoyant des corps expéditionnaires attiser le conflit civil en cours. Lénine profite de l'occasion pour décrire son fonctionnement, sa diplomatie secrète, ses calculs, les parties du monde qu'il réussit à mettre sous séquestre, ses rivalités qui le minent², son besoin d'accaparement, son exploitation d'un pays vaincu, l'Allemagne³.

Depuis ladite chute du communisme, l'effondrement de l'Union soviétique, cet impérialisme s'est déchaîné. De plus en plus, les anciennes et nouvelles puissances impérialistes interviennent militairement un peu partout dans le monde. Leurs bases militaires pullulent dans certaines régions, comme celles américaines autour de la Chine et de la Russie. Ces puissances ne sous-traitent même plus aux gouvernements fantoches qu'ils imposent presque partout dans le reste du monde la gestion des ressources de leur pays, mais en abusent de manière directe et complètement éhontée, tout cela, au nom du droit international et d'un ordre démocratique qu'elles sont en mesure d'initier, d'influencer systématiquement, de contrôler.

Pour piller les richesses existantes de la planète, plus que pour accroître leur zone d'influence, leur diplomatie s'empare aussi des conflits militarisés en tout genre éclatant un peu partout. Inutile de dire qu'elles sont les premières à les provoquer. Pour cela, elles ont recours à des opérations clandestines. Elles se servent également d'un double standard.

RECOURS À UN DOUBLE STANDARD

Les puissances impérialistes ne mobilisent leur opinion publique que lorsque les pays qu'elles souhaitent agresser, anéantir, semblent violer les droits de l'homme, ou enfreindre le droit international. *A contrario*, leurs alliés peuvent aller jusqu'à commettre des génocides sans encourir même de reproches. Critiquer leurs violations est même de plus en plus sanctionné, pénalisé, parfois même de manière outrancière et vexatoire. Le recours systématique à la technique du double standard, dénoncée dès les années 1970 par Noam Chomsky dans son livre *Archipel Bloodbath*⁴, sert à provoquer des guerres.

RECOURS À DES OPÉRATIONS CLANDESTINES

Les opérations clandestines que les pays impérialistes patronnent et organisent sont très différentes selon le type de régime auquel elles s'attaquent. Au Chili, en 1973, il aura suffi d'éliminer physiquement le chef de l'armée et de mettre à sa place des généraux fascistes, pour déclencher un coup d'État militaire. Récemment, en Équateur et en Bolivie, l'impérialisme a complètement manipulé le processus électoral. Les opérations clandestines servent aussi à terroriser la population, à saboter les efforts d'un gouvernement trop indépendant. Dans certains cas, elles servent à inventer de toutes pièces une opposition démocratique. Cela sert à déstabiliser des démocraties que l'on accuse de ne pas appliquer la démocratie. En Ukraine, depuis 1991, des opérations clandestines profitent

de l'instabilité et des transformations en cours pour former des milliers de cadres ultra-libéraux et pro-occidentaux et pour mettre sur pied des organisations paramilitaires. Ce sont ces organisations qui ont servi à organiser un putsch en 2014.

RECOURS AU MENSONGE

Pour l'impérialisme, la guerre reste le principal mode de fonctionnement. La guerre, mais aussi le mensonge. Arendt décrit ce fonctionnement basé sur le mensonge et débouchant sur la guerre⁵.

C'est ce mensonge rendu possible par un impressionnant appareil médiatique et gouvernemental qui sert à nier le fondement impérialiste des conflits où sont impliqués les pays occidentaux et qui sert à invoquer le droit. C'est le mensonge qui rend également possible ce genre de conflit.

Beaucoup de guerres impérialistes sont justifiées par l'urgence de rétablir ou d'imposer un régime jugé légitime. Dans ce cas, le plus souvent, c'est le droit qui est invoqué. Mais ces régimes ne sont jamais légitimes. Ils sont issus de coups d'État, ou le produit d'interventions militaires, couvertes et même parfois exigées par l'ONU. Les régimes mis en place servent surtout à exploiter les ressources des pays concernés. En cas de guerre, le pillage est même de règle. À ce sujet, bien entendu, les médias se montrent particulièrement discrets.

Quand on impose de force un régime à un pays, c'est aussi souvent parce que l'on craint les changements auxquels ce pays est en train de procéder. Si les pays occidentaux ont à ce point cherché à renverser le régime de Bachar El Assad, ce n'est pas parce que ce dernier était un despote, mais, au contraire, parce qu'il avait commencé à libéraliser les institutions de son pays, en ayant notamment fait libérer les nombreux prisonniers politiques dont son propre père avait rempli les prisons. Dans ce cas, le mensonge fut systématique. Dès le commencement, de vastes manifestations de soutien au régime furent prises pour leur contraire par les médias occidentaux. Elles furent présentées comme des manifestations anti-Bachar. Des ONG humanitaires, mises expressément sur pied par l'impérialisme, organisèrent d'autres manifestations beaucoup plus critiques par rapport au régime, tout cela pendant que des organisations terroristes financées, armées et encadrées par les impérialistes, perpétrèrent des attentats dévastateurs, ciblant notamment la police, et déclenchant une guerre civile. Bien entendu, alors que les manifestations étaient abondamment commentées par les médias, les attentats étaient passés sous silence, ce qui a permis d'accuser le régime syrien de réprimer sauvagement une population pacifique en quête de démocratie. Tel fut le printemps arabe syrien, le début d'une guerre impérialiste détruisant systématiquement la Syrie.

1. Hannah Arendt, *L'impérialisme, Les Origines du totalitarisme - Tome 2*, traduit de l'américain par Martine Leiris, Points, Essais, 2010, 384 pages
 2. Traiter des livres de Lénine, de la critique qu'il fait des événements de son époque, fait encore aujourd'hui l'objet d'un tabou. Mais Lénine l'avait parfaitement compris : l'impérialisme n'a pas de stratégie unifiée. La Première Guerre mondiale elle-même fut suscitée par des rivalités inter-impérialistes.
 3. La coexistence pacifique est un principe suivi par Lénine que Nikita Khrouchtchev reprend à son compte et dont il fait un usage propagandiste. Les Occidentaux y voient une transformation de la politique soviétique dans le sens d'un adoucissement. Les écrits de Lénine concernant la guerre civile ont été rassemblés dans un recueil connu aujourd'hui, et depuis sa réédition par l'administration de Khrouchtchev, sous le titre *La coexistence pacifique*. Mais, à l'origine, ce recueil porte un tout autre titre mettant plutôt en évidence le rôle de l'impérialisme dans la guerre civile.
 4. Noam Chomsky et Edward S. Herman, *Bains de sang constructifs dans les faits et la propagande*, Préface de Richard A. Falk, Traduits de l'américain par Marie-Odile et Jean Pierre Faye, Précédé de *L'Archipel Bloodbath*, par Jean Pierre Faye, collection « Change », 1975.
 5. Hannah Arendt, *Du mensonge à la violence, Essais de politique contemporaine*, Agora, 1989, originellement publié en 1972 sous le titre *Crises of the Republic*.

Le même genre de scénario a été utilisé en 2014 pour renverser le gouvernement ukrainien et pour mettre à sa place des dirigeants néo-nazis. Beaucoup d'interventions militaires et d'opérations clandestines sont souvent dictées par le besoin d'imposer à un pays un régime dont il ne veut pas. Elles sont aussi parfois dictées par le seul besoin de provoquer une guerre. L'impérialisme moderne mène systématiquement des guerres, ou procède à des interventions militaires en finançant et en créant de toutes pièces de prétendues organisations de libération et elles font référence au désir de démocratie des masses concernées. On parle abondamment du droit des peuples, on réclame la liberté de tous et de toutes. En Ukraine, le putsch de 2014 s'est servi comme couverture d'un mouvement contestataire provoqué par la corruption des institutions en place, qu'il a court-circuité. Les médias ont servi à faire passer ce coup d'État fasciste pour un coup d'État révolutionnaire, ce qui est le cas de la plupart des putschs.

UKRAINE : LES CAUSES DE LA GUERRE

Le régime faussement démocratique issu du putsch a interdit la plupart des partis, s'en est pris violemment à certains de leurs membres, a incarcéré, torturé ou tué toutes sortes de militants, ce qui a presque immédiatement débouché sur une guerre civile. Les mesures prises par la Russie, opposée à ce coup d'État en Ukraine, ont ensuite été montées en épingle par les gouvernements impérialistes, et jugées illégales, tablant sur l'emploi d'un double standard, et la situation a dégénéré.

Les provocations, les fabrications auxquelles ont procédé les pays impérialistes agissant secrètement ou par procuration, ont ensuite carrément déclenché une guerre entre la Russie et le nouveau régime contrôlé par les pays impérialistes et par l'OTAN. Les deux camps revendiquent depuis lors le respect de la souveraineté de l'Ukraine, et cherchent à imposer régimes et solutions différents. Ils s'accusent mutuellement de poursuivre des objectifs impérialistes, de violer la démocratie, de pratiquer une ingérence intolérable et de chercher à accaparer les ressources naturelles et les richesses de l'Ukraine.

CONCLUSION

Tout cela met le monde sous pression. Est-ce que tout est dit ? Autrement dit, est-ce que ce fameux droit international, dont de grandes organisations patronnées par l'Occident sont juges, est devenu la seule mesure de toute chose ? Exit l'impérialisme ? Sauf l'impérialisme russe, bien entendu. Il y a un certain temps que ce type d'explication qui table sur le dépassement de l'impérialisme ne satisfait plus grand monde, que, comme on dit, un tel point de vue gêne aux entournures, que les coutures craquent un peu partout. Noam Chomsky et ses nombreux ouvrages sur la politique étrangère des États-Unis est probablement à la base de la démythification presque totale de cette théorie des relations internationales cousue de fil blanc. L'impérialisme continue à jouer un rôle clef dans les relations internationales. L'impérialisme actuel se sert avant tout de l'ordre international que certaines nations occidentales enca-

drent diplomatiquement et élaborent de façon pratiquement exclusive. Au prix de la destruction de nombreuses nations, en s'appuyant sur le droit international, c'est-à-dire en l'inventant à leur guise, il exerce un contrôle économique pratiquement intégral dans certaines régions du globe et menace les autres.

L'association entre interventionnisme et sujétion économique, caractéristique de ce qu'on appelle le néocolonialisme, a cédé la place à une stratégie du choc. Cette stratégie, qui sert de fondement à l'impérialisme, en renouvelle la forme. À cause de sa dangerosité, autrement dit du niveau de dévastation qu'elle parvient à provoquer, cette stratégie a tendance à mener à un nouveau conflit généralisé. Un tel conflit parviendra-t-il à rétablir un équilibre entre les pays riches et les autres, soutenus par la Chine et par la Russie ? Vu le danger que représente aujourd'hui pour l'humanité entière une guerre d'une certaine intensité, c'est loin de représenter une solution. Pour Dominique de Villepin, ancien premier ministre français, il est avant tout nécessaire de réformer le droit international. Mais ce qui est sûr, c'est que sans une guerre mondiale, l'impérialisme continuera à anéantir des peuples les uns après les autres, et en cas de déstabilisation de la Russie, ce qui a déjà failli se produire au cours des années 1990, le monde se retrouverait dans de sales draps. Il est temps que d'autres pays prennent la relève de la Russie pour le défendre et le mettre à l'abri de l'impérialisme occidental.

Paul Willems

Les pacifistes obsolètes et la nouvelle démocratie

Dans leur Manifeste pour la paix, qui avait déjà recueilli 936.000 signatures en Allemagne, la politicienne Sahra Wagenknecht, alors encore membre du parti de gauche *Die Linke*, et la journaliste féministe Alice Schwarzer écrivent, le 2 janvier 2023, au sujet de la guerre en Ukraine : « Plus de 200.000 soldats et 50.000 civils ont été tués jusqu'à présent. Des femmes ont été violées, des enfants ont été effrayés, un peuple entier a été traumatisé. »

Le 17 septembre 2024, 1 an et 8 mois plus tard, le *Wall Street Journal* estime le nombre de blessés et de morts à un million (Pancevski, 2024). Depuis le début de l'invasion jusqu'à aujourd'hui, les États-Unis ont, selon le rapport du département d'État, fourni 66,5 milliards \$ d'aide militaire à l'Ukraine. Cela comprend des armes avancées, une formation et un soutien logistique (*United States Department of State*, 2025). Le 14 septembre 2024, l'Institut d'économie mondiale de Kiel (capitale de l'État fédéré du Schleswig-Holstein) a rapporté qu'environ 267 milliards € d'aide ont été mis à la disposition de l'Ukraine depuis le début de la guerre. Cela correspond à 80 milliards € par an : « Sur ce total, environ 130 milliards € (49%) ont été consacrés à l'aide militaire, 118 milliards € (44%) à l'aide financière et 19 milliards € (7%) à l'aide humanitaire » (IfW Kiel, 2025). Dans ce contexte, l'Europe a déjà dépassé l'aide des États-Unis.

Si l'on en croit l'*Atlantic Council*, un groupe de réflexion de Washington proche de l'OTAN, la Russie a réussi à conserver l'initiative militaire sur le champ de bataille tout au long de l'année 2024 et à progresser en termes de gains territoriaux sur plusieurs sections de la ligne de front longue d'environ 1.000 kilomètres (Bielieskov, 2025). L'année dernière, l'Ukraine a également connu un nombre sans précédent de désertions, ce qui a encore affaibli la capacité de défense du pays, déjà fragilisée. Si l'on ne parvient pas à contrecarrer cette évolution, l'Ukraine risque de subir de graves conséquences, selon l'auteur de l'*Atlantic Council*.

Il ne serait sans doute pas incompréhensible, dans une telle situation, avec de tels chiffres de morts et de blessés, d'argent dépensé en armes et en aide humanitaire, avec l'affaiblissement de l'Ukraine par l'émigration — près de 7 millions de personnes, soit environ 18% de la population, selon les estimations du HCR, ont quitté l'Ukraine depuis le début de la guerre — et la désertion, de remettre en question l'efficacité de 1.000 ou 100.000 morts supplémentaires et de milliards d'euros d'aides. Après 3 ans de réarmement massif, qu'est-ce qui pourrait être résolu par un réarmement et des livraisons d'armes supplémentaires par rapport au gain de territoire russe ?

À cela s'ajoute — un argument que les défenseurs de la paix par les armes aiment mettre en avant de manière abstraite et sans aucune donnée chiffrée — le fait que, selon les dernières estimations de la Gallup Organization de Washington, la moitié des citoyens ukrainiens souhaitent une « fin rapide et négociée de la guerre » (Gallup, 2025). Il semble que les défenseurs de la guerre se soucient aussi peu de l'opinion réelle des Ukrainiens que les acteurs actuels de l'apparente « paix imposée » (*Diktatfrieden*, Olaf Scholz, le 17 février 2025 à Paris). De tels chiffres peuvent bien entendu être remis en question, d'autant plus qu'il s'agit à chaque fois des meilleures estimations disponibles à l'heure actuelle, mais dont la précision doit être relativisée par des données limitées, des évolutions dynamiques et des incertitudes liées à l'enquête.

On pourrait aussi, comme Marie-Agnes Strack-Zimmermann, députée du parti libéral allemand, présidente de la commission de la sécurité et de la défense du Parlement européen, présenter des chiffres purement imaginaires reflétant une idéologie belliciste détachée de toute réalité. Mme Strack-Zimmermann a récemment affirmé, lors d'un débat, que Poutine avait « mis des centaines de millions [de personnes] sous terre » et que l'Ukraine « nourrissait 70 milliards de personnes » (sic, ORF « *Im Gespräch* », 25 mars 2025). Nous retrouvons ici une habitude prise lors de la pandémie, où la politique et les médias normalisaient à grande échelle de telles techniques de chiffres

imaginaires politisés, favorisant une instrumentalisation stratégique des déclarations quantitatives.

On avouera que le débat se simplifie considérablement lorsque l'on se détache complètement de la réalité pour argumenter à partir de seules convictions et croyances. Il devient alors possible, dans une attitude vertueuse, de se mettre en scène en tant que partisan de la démocratie et de masquer de manière moralisatrice l'« intolérance contre les dissidents dans la dénonciation et l'exclusion publiques ». De plus, il en résulte dans le journalisme éducatif actuel « la tendance à transformer des questions politiques complexes en certitudes morales » (*Die Zeit*, 2020).

C'est précisément cette démonstration d'un illibéralisme travesti en vertu démocratique que publie le *Luxemburger Wort* dans son édition du 27 mars 2025. En accord idéologique avec le député David Wagner de Déi Lénk (*La gauche*), Diego Velazquez, rédacteur du *Wort* avec « un bagage académique interdisciplinaire en philosophie, linguistique, communication et théorie des sciences », s'exprime ainsi sur la question ukrainienne : « En affrontant la réalité de la guerre sur le continent — au lieu de croupir en marge avec l'ADR [Ndlr : Parti réformiste d'alternative démocratique] — les Déi Lénk ont à nouveau le droit de faire entendre leur voix dans le débat actuel sur la défense. » (Velazquez. Mot. 27 mars 2025).

Ce que l'on présente comme une « réalité » correspond en réalité aux convictions politiques et morales du journaliste de droite ; des convictions que partage, de manière révélatrice, une large part de la « jeune gauche ». Le lecteur comprend que seul celui qui s'adapte à la « réalité » du consensus d'opinion, apparemment indiscutable, a le droit de s'exprimer. La question de savoir si ce consensus d'opinion repose sur un quelconque rapport à la réalité est déjà superflue dans un tel discours.

Celui qui n'est pas fidèle à la ligne devrait être exclu du discours démocratique. Et, cela signifie dans le vocabulaire des illibéraux : l'opposition brûle à l'écart. C'est la même logique d'exclusion que celle pratiquée par la gauche dite « de style de vie » à l'égard de la droite. Celui qui pense différemment est anti-démocratique. La démocratie, qui dans les rêves de certains philosophes politiques devait un jour signifier le pluralisme participatif, est ici reléguée derrière les murs coupe-feu de la pression de conformité tacite et condamnée au silence politique. Ce nouvel ordre « démocratique » est représenté, selon le mot, aussi bien par la « jeune gauche » que par la droite antilibérale. Dans ces faux débats, la volonté de se ranger et l'orientation vers la position majoritaire homogénéisée pèsent plus lourd que la critique substantielle de gauche.

Depuis mars 2020, la « jeune gauche », par son soutien unanime à un état d'urgence douteux, qu'elle avait encore rejeté fermement trois ans plus tôt, avec force morale et juridique, a érigé son allégeance groupusculaire, dans un contexte marqué par l'autoritarisme, en fondement idéologique de son identité politique. Il s'agissait ainsi de garantir durablement la capacité d'adaptation de Déi Lénk comme partenaire de coalition potentiel et de durcir la ligne morale porteuse au sein du parti contre les « vieux gauchistes » guidés par des principes.

En fait, cette « jeune gauche » agit surtout en *realpolitik* politique lorsqu'elle adopte l'opinion dominante, avec une touche de rhétorique gauchiste personnelle. Car les calculs tactiques des partis et les mises en scène stratégiques remplacent de plus en plus la substance politique et révèlent ainsi la véritable réalité d'une démocratie de spectacle. Le fait que des faits poli-

tiques soient déjà imposés quelques semaines avant le débat interne du congrès du parti, grâce au soutien du journal de la droite conservatrice, révèle la stratégie du pouvoir derrière la conception fondamentalement illibérale d'une jeune oligarchie de parti (au sens de Robert Michels) bien-pensante. La « jeune gauche » adopte ainsi ce que l'une des têtes pensantes de la gauche « obsolète » (Velasquez & Wagner, 2025) — Chantal Mouffe — appelait la position post-politique : « *Ce que j'appelle post-politique, c'est le fait que les citoyens ne peuvent plus choisir entre différentes conceptions* ». « *La démocratie, poursuit Mouffe, doit être agonistique, il doit y avoir confrontation et donc possibilité de choix. Nous avons un consensus du centre et c'est mauvais pour la démocratie* » (Martini & Mouffe, 2018). Dans ce populisme du centre radical, la « jeune gauche » s'insère volontiers dans un alignement flexible avec la droite conservatrice.

Après que Marx eut résolument replacé l'histoire mondiale hégélienne sur les pieds de l'économie réelle, voilà que de jeunes politiciens, de gauche comme de droite, épaulés par la cavalerie médiatique, parviennent de nouveau à incliner cette tête assez bas pour qu'elle s'endorme paisiblement dans les canons des rapports de force en vigueur. Le principe de cette *realpolitik* est alors une fois de plus : *Tant pis pour les faits !* Mais la morale est sauve. Et, quelque part, au milieu des ruines, elle poursuit sa marche, la vérité des justes, droite, intacte, avec la dignité de celui qui n'a rien vu. Les morts paient, les mutilés traînent leur douleur, les violées expient.

Thierry Simonelli

Illustration : Philippe Debongnie



BIBLIOGRAPHIE :

- Martini, T., & Mouffe, C. (2018, 10 octobre). Chantal Mouffe sur la démocratie : “Le populisme peut être progressiste”. *Le quotidien : taz*. <https://taz.de/Chantal-Mouffe-ueber-Demokratie/!5538435/>
- *Le temps*. (8 juillet 2020). “Libéralisme : la résistance ne doit pas devenir un dogme”. <https://www.zeit.de/2020/29/cancel-culture-liberalismus-rassismus-soziale-gerechtigkeit>
- Pancevski, B. (2024, 17 septembre). “Toll of Dead and Injured Hovers Near One Million in Ukraine War”. *Wall Street Journal*. <https://www.wsj.com/world/one-million-are-now-dead-or-injured-in-the-russia-ukraine-war-b09d04e5>
- Gallup Inc, G. (2024, 19 novembre). *La moitié des Ukrainiens souhaitent une fin rapide et négociée à la guerre*. Gallup.Com. <https://news.gallup.com/poll/653495/half-ukrainians-quick-negotiated-end-war.aspx>
- Bielieskov Mykola. (2025, 7 janvier). “Poutine commence 2025 confiant de sa victoire alors que la guerre d’attrition prend de l’ampleur en Ukraine”, Conseil de l’Atlantique. <https://www.atlanticcouncil.org/blogs/ukrainealert/putin-begins-2025-confident-of-victory-as-war-of-attrition-takes-toll-on-ukraine/>
- Coopération américaine en matière de sécurité avec l’Ukraine. (12 mars 2025.) United States Department of State. <https://www.state.gov/bureau-of-political-military-affairs/releases/2025/01/u-s-security-cooperation-with-ukraine>
- Riegel, Tobias. (28 mars 2025) “Strack-Zimmermann tourne la page : “Poutine a enterré des centaines de millions de personnes”. *NachDenkSeiten* - Le site web critique. Consulté le 30 mars 2025, par <https://www.nachdenkseiten.de/?p=130845>
- IfW de Kiel. (14 septembre 2025). Soutien à l’Ukraine après 3 ans de guerre : les flux d’aide restent faibles mais stables - changement d’orientation vers l’achat d’armes. <https://www.ifw-kiel.de/publications/news/ukraine-support-after-3-years-of-war-aid-flows-remain-low-but-steady-shift-towards-weapons-procurement/>
- Velasquez D. & Wagner, D. (2025, 27 mars). “David Wagner sort Déi Lénk de la marginalité politique”. [Luxemburger Wort]. <https://www.wort.lu/politik/david-wagner-holt-dei-lenk-aus-dem-politischen-abseits/51683721.html>
- Javel, F. (2025, 30 mars). “David Wagner s’aliène l’ancienne gauche avec sa volte-face sur l’Ukraine”. *Luxemburger Wort*. <https://www.wort.lu/politik/david-wagner-entfremdet-alt-linke-mit-ukraine-kehrtwende/51704131.html>



Dépasser les unilatéralités Pour s'unir contre les politiques de guerre

Les partialités des uns et des autres empêchent souvent tout dialogue, y compris entre ceux qui souhaitent la fin des guerres. S'informer d'une façon complète est donc essentiel, y compris sur les côtés sombres de ceux qu'on soutient peut-être. Voici une approche du cas du pouvoir russe, en lien avec la guerre en Ukraine.

Concernant les conflits entre puissances occidentales et celles qui leur résistent, on peut faire cette observation : les discours occidentaux dominants dénoncent le plus souvent les exactions de ces puissances qui résistent, en passant globalement sous silence les exactions occidentales, tandis que de nombreux médias et chercheurs alternatifs font la même approche partielle, mais à l'envers. Ils se justifient notamment par l'idée qu'il serait trop difficile de savoir ce qui se passe vraiment dans les pays concernés, du fait de la partialité de nos médias et de la barrière linguistique. Nous verrons bientôt que ce n'est pas le cas, mais notons d'abord que les unilatéralités évoquées se répercutent sur une grande part des populations, du fait que beaucoup de gens ne s'informent qu'à l'aide d'un des deux types de médias mentionnés. Il en résulte de très grandes difficultés à dialoguer, y compris quand les deux côtés souhaitent pourtant la fin des guerres. Par exemple, les uns sont révoltés par l'absence de prise en compte des si lourdes responsabilités occidentales dans le déclenchement de la guerre en Ukraine, les autres par l'absence de prise en compte de tendances hautement problématiques du pouvoir russe.

SAVOIR CE QUI SE PASSE EN RUSSIE ?

Venons-en à l'idée qu'on ne pourrait pas se faire une image assez juste de l'actualité des pays résistant aux puissances de l'Ouest. Si l'on prend la Russie, on peut pourtant constater – comme on va le voir – que plusieurs médias classiques liés au pouvoir de ce pays sont accessibles en partie en anglais, et aussi que les traducteurs automatiques sont devenus suffisamment puissants pour permettre un réel accès aux médias qui n'existent qu'en russe. Et à l'image de ce qui se passe dans les médias classiques occidentaux vis-à-vis des pouvoirs de l'Ouest, on peut observer qu'à côté des communications partielles, on trouve aussi dans ces médias classiques russes, par-ci, par-là, des informations très significatives, sur les politiques même très problématiques du pouvoir russe lui-même. Et cette présence dans ces médias implique que les informations concernées sont très probablement authentiques, puisque leur diffusion n'est en général pas dans l'intérêt des milieux dirigeants du pays dont il s'agit, et donc pas non plus des médias en question, du fait de leurs liens étroits avec ces milieux dirigeants.

Avant d'en venir aux faits, notons bien qu'il ne s'agit absolument pas ici de suggérer que les dirigeants russes seraient pires que les dirigeants occidentaux, dont *Kairos*, d'autres médias et chercheurs montrent à longueur d'année les multiples exactions. Exactions qui font que l'attitude scandalisée de ces dirigeants de l'Ouest, face à l'invasion de l'Ukraine par exemple, est une comédie infâme qui ferait rire si elle n'était pas si saturée d'une hypocrisie à vomir. Par contre, il s'agit bien de contribuer à dépasser les tendances acritiques qu'on trouve dans une partie non négligeable des milieux plus ou moins alternatifs vis-à-vis du pouvoir russe.

Il ne s'agit absolument pas non plus de minimiser les responsabilités extrêmement lourdes de l'Ouest, en matière de provocation du pouvoir russe (extension continue de l'OTAN,

installations de bases de lancement de missiles, volonté de contrôle de l'Eurasie explicitement formulée par Zbigniew Brzezinski, coup d'État en Ukraine en 2014, etc.). Mais là aussi, il paraît essentiel de ne pas réduire les politiques russes problématiques à des réactions aux politiques de l'Ouest. Ce serait très probablement tout aussi problématique que de réduire ces politiques de l'Ouest à des réactions à l'islamisme, à l'eurasisme, ou encore, dans le passé, au bolchevisme. Au sujet de l'eurasisme, d'ailleurs, notons que celui-ci existait déjà bien avant l'internationalisation de l'américanisme¹.

LE CLUB IZBORSK

Venons-en donc aux faits. Un premier point important concerne les rapports du pouvoir russe avec des milieux qu'on peut tout à fait qualifier de panslavistes ou d'impérialistes et qui ne sont pas moins problématiques que les milieux atlantistes qu'on trouve du côté de l'Open Society Foundation de Georges Soros et de son inspirateur, Karl Popper. (Rappelons que Soros a ouvertement déclaré la participation de son organisation au renversement du gouvernement ukrainien, en 2014², et que Popper présentait l'impérialisme anglo-saxon comme un moyen incontournable de progrès pour l'humanité – voir notre article « Impérialisme – racines philosophiques et autres voies », in *Kairos* n° 56).

Concernant les milieux panslavistes évoqués, on peut lire des choses très significatives sur le site de l'agence de presse étatique *Tass* (*tass.ru* en russe, *tass.com* en anglais). Notons que cette agence a toute l'estime du président russe, comme on l'apprend dans une communication – en anglais – sur le site de ce président lui-même (*kremlin.ru*, en *kremlin.ru* en anglais)³. Sur le site de *Tass*, on trouve notamment des informations sur un *think tank* important, le Club d'Izborsk. Dès sa fondation en 2012, celui-ci avait visiblement de vrais liens avec le pouvoir, du fait déjà que le ministre de la culture lui-même était présent lors de cette fondation, selon un compte-rendu de l'agence mentionnée⁴. Dans le même compte-rendu, une personnalité est placée au tout premier plan : l'écrivain Alexandre Prokhanov qui, rapporte *Tass*, décrit le club d'Izborsk comme « un atelier militaire où l'on forgera des armes idéologiques ».

Dans un autre média classique russe, on trouve des propos encore plus clairs du même Prokhanov. Ce média est le journal *Moskovski Komsomolets* (dit *MK*) – *mk.ru* –, institution très bien établie et considérée à l'Ouest comme un outil de propagande du pouvoir russe, ce qui a même mené à des sanctions occidentales contre le média en question, selon *Tass*⁵. Et en 2024 encore, le président russe saluait, là aussi, le travail de *Moskovski Komsomolets*⁶. Bref, *MK* n'est pas soupçonnable d'être sous l'influence de l'Ouest et de, par exemple, présenter des gens tel Prokhanov comme pires qu'ils ne le sont. Venons-en aux propos concernés. Dans une interview de 2023 par *MK*, Prokhanov déclare : « Je suis bien entendu un impérialiste, car je crois que la vie en Russie se déroule dans le cadre de l'empire. Si l'impérialisme russe disparaît, la Russie s'effondrera⁷ ».

Dans un autre média classique russe, *Komsomolskaya Pravda* – *kp.ru* – (qui a lui aussi les faveurs de Vladimir Poutine⁸),

on peut lire une interview de Prokhanov donnée au début de l'invasion de l'Ukraine, depuis un avion de chasse : « Je survole la terre noire ukrainienne que les chars russes traversent, corrigeant la blessure monstrueuse commise contre l'histoire russe en 1991. [...] Aujourd'hui, nous nous marions à nouveau avec l'Ukraine. [...] Et je rêve que le jour viendra où j'irai à nouveau dans les gigantesques usines ukrainiennes – celles des industries nucléaires, de l'aviation, des missiles. Et où ces usines se relieront à nos propres industries nucléaires, de l'aviation, des missiles⁹ ».

Un autre membre permanent du club d'Izborsk, Sergueï Glaziev, a été conseiller du président jusqu'en 2019 et est à présent secrétaire d'État, selon *Tass*. Autre membre important encore de ce *think tank* : Alexandre Douguine. Dans une interview sur *MK*, quelques semaines après l'invasion de l'Ukraine, celui-ci déclare : « La destinée russe [...] ne sera pas accomplie tant que nous n'aurons pas réuni tous les Slaves [...] dans un seul grand espace. Tout découle de cette logique du destin, aussi concernant l'Ukraine.¹⁰ » (La volonté individuelle des personnes formant les peuples concernés ne semble donc pas importer). L'intervieweur dit quant à lui : « Poutine parle pratiquement avec des citations de vos œuvres – il l'a fait en particulier à la veille de l'opération spéciale ». À quoi Douguine répond : « Je pense que lui et moi avons lu les mêmes paroles écrites en lettres d'or dans le ciel de l'histoire russe. »

Les rapports entre les dirigeants russes et les idéologues du club d'Izborsk ont varié. Concernant Douguine, le pouvoir l'avait en 2014 renvoyé de sa chaire de sociologie, suite à sa déclaration idéologique que, désormais, il n'y avait plus qu'une chose à faire en Ukraine, « tuer, tuer, tuer¹¹ ». Puis, comme cela ressort des informations précédentes, de forts rapprochements ont à nouveau eu lieu. Cela montre clairement le rôle néfaste joué ici par les pressions occidentales, mais, d'un autre côté, il y aurait bien sûr d'autres façons de réagir possibles ; et, disons-le une fois encore, il serait trop facile de réduire les choses à des réactions à ces pressions, comme cela va apparaître plus clairement dans ce qui suit.

POLITIQUES CULTURELLES ORWELLIENNES

Concernant les affinités entre les tendances idéologiques du club d'Izborsk et la politique russe, on apprend des choses très importantes sur le site d'une institution étatique présidée par le chef du contre-espionnage¹², la Société historique militaire russe (SHMR), dont l'objectif officiel est de mettre l'histoire au service du patriotisme¹³ (démarche qui a commencé bien avant le coup d'État en Ukraine). Concernant le XX^e siècle, il s'agit en particulier de donner aux crimes soviétiques la place minimale dans la présentation de l'histoire, en y donnant une place maximale à la lutte de la Russie contre l'Allemagne nazie. Voici des exemples importants des politiques concernées et des répressions qui les accompagnent : plusieurs nouveaux monuments à Staline ont été inaugurés en Russie¹⁴, dont un en 2025, selon *MK*¹⁵ ; le pouvoir œuvre à donner une image positive de Félix Dzerjinski, chef de la tristement célèbre première police politique soviétique, le Tcheka, et donc un des responsables soviétiques qui eut le plus de sang sur les mains.



Illustration : NOIR&CLAIR

La SHMR décrit Dzerjinski comme « *intègre et inébranlable [...] et exempt de tout vice*¹⁶ ». Une nouvelle statue de Dzerjinski a été inaugurée en septembre 2023, à Moscou. Lors de la cérémonie, le chef du contre-espionnage mentionné plus haut, Sergueï Narychkine, a déclaré que « [Dzerjinski est toujours resté] *totalemnt fidèle à ses idéaux de bonté et de justice*¹⁷ » – on l’apprend sur le site de *Rossiïskaïa Gazeta*, que *Tass* signale comme étant l’organe de presse officiel du gouvernement¹⁸. Information un peu contradictoire : une citation de Dzerjinski a été recueillie par l’historien Nicolas Werth, à une époque où les archives étatiques russes étaient accessibles à tous (et où tout historien prosoviétique pouvait donc vérifier l’authenticité de tels documents). Suivant toutes mes recherches, nul ne met en doute la fidélité de Werth à ses sources, y compris parmi les chercheurs et militants les plus prosoviétiques, qui pourtant se réfèrent parfois à cet historien¹⁹). Il s’agit d’une lettre où Dzerjinski s’adresse à l’un de ses agents : « *Les ouvriers [...] et autres salauds contre-révolutionnaires [...] ont manifesté en faveur de la constitution d’un gouvernement rassemblant tous les “socialistes”. [...] la Tcheka fera exécuter sur-le-champ tout [...] contre-révolutionnaire [...] Mets une contribution extraordinaire sur les bourgeois de la ville. Recense-les. Ces listes seront utiles si jamais ils bougent. Tu me demandes avec quels éléments former notre tcheka locale. Prends des gens résolus qui savent qu’il n’y a rien de plus efficace qu’une balle pour faire taire quelqu’un.*²⁰ »

Autre information significative : le chef du contre-espionnage, Sergueï Narychkine, là encore, a été responsable d’un groupe de travail pour l’élaboration de l’idée centrale du manuel scolaire d’histoire de référence. C’est ce qu’on apprend dans le compte-rendu d’une séance de travail sur cette idée centrale, compte-rendu publié sur le site du président russe²¹ (la séance a eu lieu en 2014, juste avant le coup d’État en Ukraine). On apprend aussi, dans ce compte-rendu, qu’un des buts était de réaliser un manuel « unifié », pour remédier à une dérangeante pluralité existant alors dans ce type d’ouvrages. Et là aussi, l’objectif de mettre l’histoire au service du patriotisme ressort bien.

Point essentiel : les historiens s’opposant à des falsifications accompagnant ces politiques culturelles sont poursuivis et diffamés de la pire manière. C’est en particulier le cas de Youri Dimitriev, spécialiste des crimes de Staline et ayant fortement critiqué des démarches politiques visant à minimiser ces crimes. Cet historien a alors été accusé d’actes pédophiles et de détention d’armes illégales. Les premières accusations se sont avérées sans aucun fondement et ont finalement dû être retirées, mais l’accusation concernant des armes a été maintenue, menant l’historien à une condamnation à 15 ans de prison, sachant qu’il y a déjà passé 5 années. Toutes les

informations essentielles sur ce sujet sont là aussi sur *MK*²². Notons aussi que des publications où des dirigeants russes importants mentionnent ce cas, et datant d’avant le retrait des accusations de pédophilie, n’ont toujours pas été mises à jour (c’est le cas d’une interview du ministre Sergueï Lavrov, sur le site du ministère des Affaires étrangères de Russie²³.)

Là aussi, concernant la liberté d’expression : depuis 2011 déjà, comme on l’apprend également dans *MK*, la critique des institutions étatiques est désormais juridiquement assimilable à de l’extrémisme, en Russie²⁴.

Depuis l’invasion de l’Ukraine, les répressions se sont encore durcies : comme on l’apprend dans *MK* encore, des lois permettent à présent des peines d’emprisonnement jusqu’à 15 ans, en cas de propos considérés comme discréditant l’armée ou l’utilisation de l’armée par le gouvernement²⁵. Et ces lois sont effectivement appliquées. En 2023, 3 jeunes hommes ont été condamnés à 4, 6 et 7 ans de prison, suite à une récitation de poèmes critiquant la guerre en Ukraine, comme on l’apprend sur le site de *Tass*²⁶ (il est difficile de trouver dans les médias russes classiques des chiffres sur ce genre d’emprisonnements, mais l’ONG russe OVD parle, pour fin 2023, de près de 20.000 arrestations, d’un millier d’affaires pénales, ainsi que de 250 détentions prolongées, tandis que le nombre de prisonniers politiques aurait été multiplié par 15, entre 2014 et fin 2023²⁷).

Notons encore que tout cela manifeste un esprit tel qu’il est très probable, au moins, que les assassinats de journalistes et autres personnalités critiques du pouvoir émanent de ce pouvoir même. Concernant les journalistes, il s’agit de 25 cas de meurtres en 20 ans, en Russie, selon Reporters Sans Frontières²⁸.

Nous publierons bientôt un complément spécialement éloquent, par rapport à ces informations – il n’aurait pas pu être ajouté ici, du fait du développement qu’il demande.

Terminons par quelques réflexions sur la guerre en Ukraine encore. Autant on pouvait avoir une certaine compréhension pour la volonté russe de mettre fin au conflit, en 2022, par une victoire rapide au moyen d’une attaque-surprise (même s’il aurait dû être clair que tenter cela, c’était probablement tomber dans le piège tendu par les impérialistes occidentaux), autant la poursuite de la guerre après la surréaction occidentale – et donc l’impossibilité de gagner rapidement – revenait à opter pour la mort et la mutilation d’une multitude d’êtres humains. Pour défendre le maintien d’un maximum d’autonomie de la Russie, certes. Mais en quoi un pouvoir honorant la mémoire

d’un Dzerjinski ou l’idéologie d’un Prokhanov, diffamant les historiens luttant contre les falsifications, emprisonnant les pacifistes, etc., en quoi un tel pouvoir serait-il en mesure de mener son pays vers quelque chose de mieux que la « culture » McDonald’s ? En outre, du point de vue stratégique, se satisfaire de la réintégration de la Crimée aurait permis d’assurer une position assez favorable, tout en évitant le bain de sang consécutif à l’extension du conflit.

Daniel Zink

1. Trubetskoy, N., *Legacy of Genghis Khan and Other Essays on Russia's Identity*, Michigan Slavic Publications, 1991..
2. <https://www.youtube.com/watch?v=I0Jtv6HEWQ4>
3. <http://www.en.kremlin.ru/events/president/news/61420>
4. <https://tass.ru/politika/617733>
5. <https://tass.com/economy/1435143>
6. <http://en.kremlin.ru/events/president/news/75825>
7. <https://www.mk.ru/politics/2023/02/26/aleksandr-prokhanov-esli-putin-oderzhit-istoricheskuyu-pobedu-on-stanet-triumfatorom.html>
8. <http://en.kremlin.ru/events/president/news/63397>
9. <https://www.kp.ru/daily/27369.5/4551490/>
10. <https://www.mk.ru/social/2022/03/30/aleksandr-dugin-solnechnyy-putin-pobedit-lunnogo.html>
11. <https://www.mk.ru/politics/2014/06/16/skandal-iz-seti-professor-mgu-dugin-prizval-ubivat-ubivat-i-ubivat-ukraincev.html> et <https://www.geopolitika.ru/fr/article/compte-rendu-analytique-fondements-de-geopolitique-le-futur-geopolitique-de-la-russie>
12. <https://tass.com/russia/1637799>
13. <https://rvio.histfr.ru/projects/regional-policy/>
14. Voir e. a. <https://www.mk.ru/moscow/2017/09/21/stalin-na-nas-est-byusty-sovetskikh-vozhdey-poyavyatsya-na-allee-praviteley.html>
15. <https://rodina-history.ru/2024/12/21/gubernator-otkryl-pamiatnik-stalinu-pere-d-etim-posetiv-memorial-zhertvam-repressij.html>
16. <https://histfr.ru/read/articles/zhielieznyy-astronom-pieriepietichik-10-faktov-iz-zhizni-fieliksa-dzierzhinskogho>
17. <https://rg.ru/2023/09/11/dzerzhinskij-snova-v-razvedke-pamiatnik-osnovateliu-vchk-otkryt-v-shtab-kvartire-svr-rf.html>
18. <https://tass.ru/obschestvo/2421793>
19. <https://www.tri-articulation.info/actualite/theme/politique-geopolitique/362-russie-et-ukraine-ex-urss-oppression-question-des-sources>
20. *Le livre noir du communisme*, Robert Laffont, 1997, p. 79, lettre consultée, selon l’auteur, dans l’un des centres d’archives nationales de Russie, le CRCEDHC.
21. <http://en.kremlin.ru/events/president/news/20071>
22. <https://www.mk.ru/incident/2022/05/10/istorika-dmitrieva-etapirovali-v-koloniyu-strogogo-rezhima.html> ; <https://karel.mk.ru/social/2021/03/31/karelskiy-istorik-yuriy-dmitriev-podal-zhalobu-v-espch.html>
23. https://mid.ru/fr/foreign_policy/international_organizations/1416275/ ; https://mid.ru/fr/foreign_policy/international_organizations/1430721/
24. <https://www.mk.ru/blogs/posts/fsb-ustravaet-vzryivyi.html>
25. <https://www.mk.ru/politics/2022/03/21/gosduma-sobralas-prinyat-zakon-protiv-diskreditacii-organov-vlasti-rossii-za-rubezhom.html>
26. <https://tass.ru/proisshestiya/19645447>
27. https://ovd.info/en/antiwar_3_years#3 ; <https://legrandcontinent.eu/fr/2024/09/08/10-points-sur-les-prisonniers-politiques-en-russie>
28. <https://www.radiofrance.fr/franceinter/pres-de-1700-journalistes-tues-depuis-20-ans-dans-le-monde-selon-un-bilan-de-rsf-1583035>

Trump, Poutine, Xi Jinping géopolitique d'un monde en transition

Thierry Meyssan, fondateur du Réseau Voltaire, était en conférence le 15 mai à Bruxelles, invité par Kairos. Bernard Van Damme a recueilli ses propos ci-dessous le lendemain, en tête à tête.

Trump et Poutine sont des figures issues de cultures différentes?

Thierry Meyssan : Donald Trump et Vladimir Poutine, bien qu'appartenant à des cultures distinctes de la nôtre, incarnent des visions et des approches qui divergent fondamentalement. Poutine est le plus proche de la pensée européenne, fidèle aux valeurs de l'Europe des années 1960, abandonnées par l'Occident contemporain. Trump, quant à lui, émerge dans un contexte américain marqué par un impérialisme croissant, orchestré par une élite restreinte.

Les Straussians et l'impérialisme américain...

Une coterie, que je désigne sous le terme de « *Straussians*¹ », représente un groupe de politiciens influents qui promeut l'impérialisme américain. Ces derniers, distincts des néoconservateurs (qui se chargent de la propagande médiatique), forment une élite restreinte agissant dans l'ombre pour étendre la domination des États-Unis. Leur vision repose sur un culte de la force et une déshumanisation des autres peuples, ce qui conduit à des actes extrêmes, comme la torture massive révélée partiellement par le rapport sur Guantanamo. En réalité, des dizaines de milliers de personnes auraient été torturées dans des conditions illégales, notamment sur des navires en haute mer, hors de tout cadre juridique. Cette idéologie straussienne, couplée à une mentalité puritaine ancrée dans l'histoire américaine, alimente des excès culturels, comme la destruction de statues, comparée à la Florence de Savonarole². Cette dynamique a conduit à une économie américaine insoutenable, reposant sur un endettement massif et la peur inspirée aux autres nations. Trump arrive au pouvoir dans ce contexte de crise, conscient que le système pourrait s'effondrer si, par exemple, un pays demandait le remboursement des dollars en or.

Trump : un jacksonien en rupture

Donald Trump est un acteur politique singulier, ni démocrate ni républicain, mais « jacksonien », héritier d'une tradition populiste et réformatrice incarnée par Andrew Jackson³. Dès les années 1980, il critique la politique commerciale américaine, notamment vis-à-vis de la Chine. Son entrée décisive en politique survient après le 11 septembre 2001, lorsqu'il conteste publiquement la version officielle de l'effondrement des tours du World Trade Center, s'appuyant sur son expertise immobilière. Cette prise de position, audacieuse pour l'époque, marque le début de son combat contre l'establishment. Trump s'engage ensuite dans des controverses, comme celle sur la nationalité de Barack Obama, qu'il considère comme un citoyen britannique de naissance, donc inéligible à la présidence. Cette bataille, bien que marginale, reflète sa volonté de défier le système. En 2016, il conquiert le Parti républicain, malgré l'hostilité des élites, s'appuyant sur une base populaire. Son premier mandat est marqué par des obstacles : inexpérience, complots (deux tentatives de destitution basées sur des accusations jugées fallacieuses) et une opposition farouche des élites. Cependant, ce mandat lui permet d'apprendre et de mieux cerner les rouages du pouvoir.

L'intermède Biden et le retour de Trump

L'élection de Joe Biden en 2020, totalement truquée, constitue une anomalie statistique par rapport aux scrutins précédents.

Que pensez-vous de la thèse, défendue par certains partisans de Donald Trump, qui suggère qu'il aurait laissé élire Biden pour exposer les dérives de l'administration démocrate, révélant ainsi la corruption et l'incompétence de ses élites ?

Je ne crois pas à l'idée d'une planification aussi élaborée. Mais je reconnais que l'administration Biden, marquée par ses faiblesses cognitives et des choix politiques désastreux (comme la candidature de Kamala Harris, jugée incompétente), a exacerbé la crise américaine.

Trump, réélu en 2024, est-il un « homme pressé », disposant de 2 ans effectifs avant les élections de mi-mandat ?

Son objectif est de démanteler l'État fédéral, qu'il juge illégalement centralisé, en transférant les pouvoirs aux États fédérés. Il cherche également à neutraliser les agences impérialistes, comme la NED (National Endowment for Democracy) et l'USAID, bien que des obstacles juridiques limitent ses marges de manœuvre. Il a quand même renvoyé 200.000 fonctionnaires, comme un premier pas vers un « dégraissage » de l'appareil étatique.

Poutine : un Européen des années 1960.

Au-delà de l'image caricaturale dépeinte par les médias mainstream, les Occidentaux connaissent mal Vladimir Poutine...

Poutine peut être considéré comme un Européen dans l'âme, fidèle à des valeurs traditionnelles abandonnées par l'Occident. Formé dans les services de renseignement soviétiques, il cultive l'intelligence stratégique et une vision globale. C'est aussi un brillant juriste respectueux du droit. Tous les gens qui l'ont rencontré l'ont décrit comme un homme très sympathique. En réalité, tout l'oppose à l'image de dictateur véhiculée en Occident. Sa carrière commence dans le chaos post-soviétique, sous Boris Eltsine, lorsque la Russie, ruinée économiquement, est pillée par des oligarques formés par les États-Unis. Il faut se rendre compte de cette période. Je me suis trouvé en Union soviétique dans les derniers jours de Gorbatchev. Ce qui frappait, c'est qu'il y avait des gens qui avaient des difficultés pour se nourrir. Lorsqu'on a déclaré l'indépendance de la Russie, brutalement, il n'y avait plus d'argent nulle part et l'espérance de vie des gens a baissé de 12 ans d'un coup. C'est une situation de détresse collective absolument inimaginable pour nous. Je me souviens aussi que dans Moscou il y avait des mafieux qui se tiraient dessus à la mitraillette en pleine rue. Des voitures explosaient. C'était d'une violence inouïe. Poutine, initialement un subalterne discret, prend le pouvoir, neutralisant Eltsine sans le poursuivre. Son action se concentre sur la reconstruction de l'État russe et de son armée, dévastée par l'alcoolisme et l'inefficacité. Il licencie 450.000 officiers et modernise l'appareil militaire, un processus achevé avec l'opération en Syrie. La Russie redevient une puissance militaire de premier plan grâce à une inventivité technique et une résilience

culturelle. C'est un peuple qui a une intelligence technique très rare. Ce sont des gens qui inventent énormément d'objets avec des bouts de ficelle et des boîtes de conserve. Dans l'espace, les Américains recherchent la manière de faire un stylo avec de l'encre qui coule malgré l'absence de pesanteur, tandis que les Russes utilisent... un crayon ! Ils ont aussi un degré d'adaptation assez rapide, ce qu'on a vu en Ukraine. Au début, ils ont quand même eu quelques problèmes, notamment avec leurs chars qui étaient assez fragilisés par rapport aux drones. Mais ils n'abandonnent jamais. Quand il y a une difficulté, tout de suite ils trouvent la solution.

Et à l'avenir qui succédera à Poutine ?

Dans l'histoire russe, les successions ont toujours posé des problèmes. Il avance en âge aussi, à un moment donné, il va quand même devoir lâcher le pouvoir, parce que ça ne va plus être possible. Il y a aussi certaines choses qu'il ne sait pas faire. Par exemple, il n'est pas un économiste. Par contre, il a vraiment restructuré ce territoire gigantesque, en un temps très court. Reprendre ce pays, non pas à zéro, mais à moins cinq et en refaire la première puissance militaire mondiale, ça c'est vraiment un exploit. Mais il y a encore beaucoup à faire. La vie des Russes est très différente d'un endroit à l'autre du pays. À Moscou les gens sont riches, mais au fin fond de la Sibérie, ils vivent quand même assez pauvrement. Poutine s'appuie aussi sur des alliances stratégiques, notamment avec la Chine, pour développer des infrastructures et contrer l'Occident, tout en gérant les tensions, comme l'immigration illégale chinoise en Sibérie. Le président russe doit contenir cela.

Il y a les routes économiques vers la Chine mais aussi des couloirs transversaux vers l'Inde et une ouverture vers l'océan Indien...

Oui, c'est tout à fait exact. C'est la première fois qu'on fait des couloirs dans ce sens.

Il y a une espèce de triangle Moscou-Pékin-Delhi qui est en train petit à petit de se formaliser...

Là il y a un potentiel énorme. Les Chinois ont une réflexion unique sur la manière de développer un pays. La Russie et la Chine savent historiquement que si elles se séparent l'une de l'autre, elles se feront manger par les Occidentaux, l'une après l'autre. Donc, ils sont condamnés à cette alliance, malgré ce sérieux problème d'immigration clandestine.

La Chine et les dynamiques globales

La Chine, sous Xi Jinping, est en pleine transformation. Après l'ouverture aux capitaux occidentaux sous Deng Xiaoping, elle fait face à une « contamination » par les idées occidentales, que Xi combat par une campagne anticorruption visant les élites influencées par l'Occident. Le système de crédit social, souvent mal compris, sert principalement à surveiller l'appareil du Parti communiste, non les citoyens. Il y a quelques années, j'avais été invité par le ministre du renseignement chinois. Il m'avait dit « *Je vous invite, mais quand vous allez chercher votre visa, vous ne devez pas dire que je vous invite.* » Parce qu'immédiatement les États-Unis les surveillent. Finalement, mon visa a été refusé. Il m'a dit « *Pas de problème, on se verra à Hong Kong.* » C'est vraiment étrange d'entendre un ministre expliquer

que son administration travaille pour ses rivaux occidentaux. Et donc, ils ont vécu le même phénomène que celui de la Russie à la fin de l'URSS. C'est pourquoi le président Xi élimine les gens qui ont été contaminés par les Occidentaux. Il fait la même opération que Poutine de nettoyage de la bureaucratie chinoise. C'est un pays où, je crois, les gens sont beaucoup plus libres qu'ici, mais où les limites de la liberté ne sont pas les mêmes. Parce que là-bas, chacun est responsable de sa famille. Ça n'a rien à voir avec l'individualisme occidental. En Chine, si vous êtes condamné, votre femme sera condamnée, vos enfants seront condamnés. Que sont les Chinois ? C'est d'abord une multitude. Le pouvoir central n'a jamais eu la prétention de dicter la vie des gens. Nous interprétons mal certaines choses. Quand on voit, pendant la révolution culturelle, des gens qui dénonçaient des membres de leur famille, nous interprétons ça comme la dictature de l'Allemagne nazie. Ce n'est pas du tout ça ! En Chine, il n'y a pratiquement personne en prison. Quand on nous répond qu'il y a 1 million de bougres en prison, c'est n'importe quoi !

Et ceux qui avaient manifesté sur la place Tian'anmen, il y a eu quand même à ce moment-là une répression relativement importante ?

La manière dont ça s'est passé est un drame pour les Chinois. Ils ne veulent pas en parler, puisqu'ils ont fait couler beaucoup de sang. Il faut bien comprendre que ces opposants étaient en fait manipulés encore une fois par les Occidentaux. Il y avait des agents des États-Unis qui étaient présents sur place. Ce qui se passait, c'était que les Jeunesses communistes étaient en train de prendre le pouvoir contre le Parti communiste, dans le but d'occidentaliser le pays. En fait, c'est la première grande tentative de révolution colorée qui a été organisée sur la place Tian'anmen.

Perspectives géopolitiques

La Chine, avec ses infrastructures futuristes et son avance technologique, devient un modèle de développement, contrastant avec la colonisation occidentale. Elle forme avec la Russie et l'Inde un triangle stratégique, au cœur d'un cercle économique en plein essor, englobant la moitié de la population mondiale. En résumé, Trump, en brouillant les cartes diplomatiques, pourrait redéfinir les alliances occidentales, tandis que Poutine et Xi redessinent l'ordre mondial. Trump, influencé par son passé de *businessman*, cherche à libérer les États-Unis de leur rôle de « gendarme du monde ». Poutine, Européen traditionaliste, restaure la Russie face à un Occident déclinant. La Chine, sous Xi, émerge comme une puissance structurée, contrastant avec un Occident en crise. Ces dynamiques suggèrent un basculement géopolitique, où les alliances traditionnelles, comme l'OTAN, pourraient être remises en question. Au demeurant, l'OTAN est illégale au regard de la charte des Nations unies en raison de son caractère d'alliance automatique.



Illustration : Titus S. Dairelbes

1. Leo Strauss (1899-1973), philosophe et historien de la philosophie juif allemand du XX^e siècle, émigré aux États-Unis. Les « straussiens » ont inspiré la pensée et la politique étrangère néoconservatrices.
2. Jérôme Savonarole (1452-1498), prédicateur dominicain. Il a dirigé un régime théocratique dans la république de Florence sous la Renaissance.
3. Andrew Jackson (1767-1845), 7^eme président des États-Unis de 1829 à 1837.

Ukraine, le piège : l'analyse de Vladimir Caller

Après quelques années d'une guerre provoquée par les États-Unis entre l'Ukraine et la Russie, non seulement l'Allemagne, la locomotive européenne, est en voie de récession, mais elle n'a jamais été aussi éloignée de la Russie, ni aussi dépendante des États-Unis, sauf au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale. Depuis l'élection de Donald Trump, cependant, la nouvelle administration étasunienne prétend subitement en finir avec la guerre, et, plus prédatrice que jamais, elle conditionne aussi la poursuite du soutien militaire, matériel et diplomatique étasunien à l'Ukraine à la mainmise sur les ressources naturelles de ce pays. Sans parler aussi des juteuses affaires qu'attend l'administration Trump. Résultat des courses, l'Union européenne, créée explicitement pour assurer la paix, se déclare, elle, ainsi que l'Allemagne, sou-

dainement partisane d'une remilitarisation sans précédent, au grand bénéfice des industriels de l'armement, principalement américains, pour faire face à la Russie, soi-disant menaçante. Pour essayer de voir plus clair dans les motivations bellicistes des dirigeants européens, nous avons interrogé Vladimir Caller, auteur du livre *Ukraine, les hommes, les faits, le piège* (Le Temps des cerises, 2025). Un regard original, car son ouvrage, solidement documenté, détaille le rôle de l'Occident et ses responsabilités dans cette guerre et ne se borne pas à condamner l'aventure belliciste de Vladimir Poutine. Et il pointe avant tout les énormes mensonges à l'origine de cette guerre, et les dogmes qui en résultent dont il paraît impossible de se départir.

Kairos : Vous dites qu'au départ, ni Zelensky ni Poutine ne voulaient faire la guerre. Expliquez-nous un peu ça...

Vladimir Caller : Pour étudier ce dossier, j'ai commencé par regarder les séries TV intitulées « Serviteur du peuple » du comédien Zelensky. Ce dernier est arrivé au pouvoir pratiquement sans programme électoral ; son programme était contenu dans trois feuilles et demie de papier A4, suscitant des commentaires moqueurs de la part du journal français *Libération*. Mais son vrai programme était dans le script de sa série TV, dont l'esprit et le message étaient qu'il fallait en finir avec les affrontements entre russophiles et russophobes et lutter contre la corruption. Concernant Poutine, on oublie trop vite que, pendant les premières années de son mandat, il

était très apprécié de l'Occident. En 2000, il suggéra même à Bill Clinton de permettre à la Russie d'adhérer à l'OTAN. C'est lorsqu'il a compris que les États-Unis, et en général l'Occident, méprisaient son pays et ne voulaient que le dominer pour profiter de ses ressources, qu'il est devenu un nationaliste endurci¹.

Comment alors en sommes-nous arrivés à cette guerre ?

Excellent communicateur, mais piètre politicien, ultralibéral (à côté de lui, Margaret Thatcher aurait l'air d'une étatisse), Volodymyr Zelensky décide de faire de son pays un terrain de jeu du *business* international, il voit les choses de la même manière que Trump. Mais il ne se soucie pas de « progressivité » et ignore la méthode du « pas à pas ». C'est ainsi que, moins d'une semaine après son accession au pouvoir, il procède à plus de 500 privatisations et commet la gaffe de sa vie : il élabore un projet pour privatiser également les terres agricoles. Or, en Ukraine, pays largement agricole, le rapport à la terre est sacré, depuis bien avant la révolution russe. La terre est, par définition, pour les Ukrainiens, un bien commun². Résultat : un soulèvement spontané de la population. Pas seulement des paysans. Grandes manifestations, blocage des routes...

Quel rapport entre cette révolte, ces manifestations et la guerre ?

Le rapport est indirect et progressif. Tout commence par une chute vertigineuse de la popularité de Zelensky. Après avoir été élu avec un taux inédit de suffrages (73,2 %) aux élections présidentielles de 2019, sa popularité tombe à moins de 30% en 2021. Il est d'abord sauvé par le covid et par son confinement obligatoire, mais, le 5 octobre 2021, une association internationale de journalistes d'investigation publie les fameux « Pandora Papers », un rapport accablant sur l'étendue de la corruption de haut vol dans le monde. Zelensky et ses associés y sont mentionnés. Élu pour combattre la corruption endémique en Ukraine, Zelensky est indiscutablement compromis. Pour lui, la situation politique devient intenable.

D'accord, privatisations des terres agricoles et corruption sont des pratiques courantes. Mais pourquoi la guerre ?

Le conflit intérieur entre russophobes et russophiles va subitement s'aggraver pour une raison bien simple : pour les Américains, en 2021, il faut donc tout faire, tout essayer, pour sauver le soldat Zelensky. Et, ici, le mot soldat est plus que symbolique. Les raisons de cette attitude sont historiques et géopolitiques. Depuis que Poutine a rompu avec la Russie soumise de Boris Eltsine, le duo États-Unis/Royaume-Uni s'est promis de tout faire pour le faire tomber et, si possible, pour affaiblir durablement son pays. C'est devenu une urgence stratégique pour les États-Unis à cause de l'influence grandissante de la Russie dans la vie économique et politique internationale. Pétrole et gaz d'un côté et, de l'autre, l'activisme international de la Russie et la mise sur pied des BRICS menacent l'hégémonie du dollar, autrement dit, l'hégémonie américaine. Dans cette perspective, s'implanter politico-militairement en Ukraine, dont la frontière avec la Russie fait presque 1.600 km, alors que l'Ukraine et la Russie ont une longue histoire et une culture en commun, n'a pas de prix. L'Ukraine représente un enjeu stratégique exceptionnel. Fin 2021, Washington prend donc le taureau par les cornes et oblige le président ukrainien à changer de cap à 180 degrés par rapport à la guerre. À oublier son pacifisme et à lancer une offensive militaire très violente contre les populations russophones rebelles du Donbass, soutenues par Poutine. Résultat de cette tactique, qui confine au stratagème : d'un côté, les citoyens ukrainiens oublient la privatisation des terres et la corruption et, de l'autre, le président russe, pour empêcher un massacre, tombe dans le piège qui lui est tendu en lançant ses troupes à l'assaut de l'Ukraine.

C'est une offensive militaire ukrainienne dictée par les États-Unis qui sert donc, selon vous, à tendre un piège à la Russie ?

Le piège est politico-militaire. Le mot piège fait partie du titre de mon essai. C'est un des axes de ma démonstration. L'analyse du calendrier, des tensions entre russophiles et russophobes, ainsi que sur la ligne de front, démontre l'existence d'une provocation. Chiffres à l'appui, selon les rapports quotidiens de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe), chargée de surveiller l'évolution du conflit, le 15 février 2020, il y eut 174 violations du cessez-le-feu et

41 explosions dans le Donbass. Ces chiffres augmentent jour après jour jusqu'à devenir, 6 jours après, le 21 février, 2.158 violations et 1.100 explosions³. Ce jour-là, dans la soirée, Poutine reconnaît l'indépendance des républiques séparatistes. Trois jours plus tard, ses troupes traversent la frontière ukrainienne. Les tensions politiques commencent bien avant. Notamment, lorsqu'en février 2021, le gouvernement de Kiev ferme les 3 chaînes de TV les plus populaires du pays, liées à des oligarques pro-russes, favorables à des relations d'affaires avec Moscou. Sans ces chaînes et sans d'autres médias, il devient impossible de critiquer la politique belliciste du gouvernement.

Le « pacifisme » de Zelensky était donc faux ? Ce n'était qu'une farce pour se faire élire ?

Paradoxalement, non. Une de mes hypothèses est que Zelensky est un otage des circonstances qu'il a lui-même créées, et du contexte politique dans son pays. Il est un peu comme Trump. D'origine modeste, il est devenu millionnaire avant de se lancer en politique, en exerçant le métier de comédien. Il n'a pas fait de service militaire. La comédie a représenté pour lui ce que l'immobilier a été pour Trump. En arrivant au pouvoir, il rêvait de faire du *business* avec l'UE et avec la Russie. Mais, comme je viens de vous le dire, il est tombé en disgrâce. Et il a été acculé à la fois par la diplomatie étasunienne et par les pressions intimidantes, bien réelles, même si soigneusement cachées par les médias dominants, des mouvements d'inspiration ouvertement « bandériste » (du nom de Stepan Bandera, chef ultranationaliste qui collabora avec l'occupant nazi lors de la Seconde Guerre mondiale). Ces derniers l'ont très dangereusement menacé lorsqu'il a fait des démarches pour tenter d'apaiser les rapports de l'État avec les populations russophones.

Et alors, la guerre est devenue inévitable ?

Non, elle aurait pu être évitée si les pressions des États-Unis et de l'OTAN, et celles des forces bandéristes avaient été contrées, par exemple par l'Union européenne. Mais non seulement cela n'a pas été le cas, mais, l'Union européenne, au contraire, a tout fait pour faciliter le projet étasunien. Au début de la guerre, au cours des mois de mars-avril 2022, des négociations officielles eurent lieu entre Kiev et Moscou en Biélorussie et en Turquie. Les deux parties étaient en train de conclure la paix lorsque l'ancien premier ministre britannique Boris Johnson et la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen sont allés à Kiev et ont enjoint à Zelensky d'arrêter de négocier. Le quotidien *Die Welt*, *The New York Times*, *Le Monde diplomatique* ont évoqué ce fait l'année passée. (Je l'avais signalé en octobre 2022). Et la politique européenne n'a, hélas, pas changé. Dans mon livre, je détaille, sources et calendrier à l'appui, comment chacune des tentatives, même mineures, d'apaisement, ont été sciemment sabotées par l'UE. Aujourd'hui, Trump essaie de trouver un accord de paix, de conclure un cessez-le-feu, mais Macron propose l'envoi de troupes en Ukraine et l'UE exige des pays membres d'augmenter substantiellement leurs dépenses militaires.

Et l'opinion publique européenne suit comme un seul homme. Elle ne réagit pas. Tous ces agissements lui semblent normaux, sinon justifiés. Pourquoi ?

Vaste question ! Il n'est pas simple d'y répondre. Je crois que la passivité des opinions publiques, notamment en Europe, s'explique par la victoire du modèle civilisationnel « américanisé ». Ainsi, l'Europe des lumières s'est éteinte peu à peu avec l'essor de l'individualisme sans frontières. Et la gestion organisée de la communication est devenue l'instrument indéniable servant à façonner les opinions publiques. Les opinions concernant la guerre sont à la fois élaborées, développées, et préservées par cette gestion de la communication. Dans les pays avancés, les grands journaux sont achetés ou contrôlés par de puissants hommes d'affaires, et ce, malgré leur manque de rentabilité. Ici, en fait, ce n'est pas le pognon qui les intéresse. Il s'agit pour eux de contrôler l'opinion publique, de façonner l'opinion sur la « menace russe » pour booster l'industrie militaire et pour finir le job, autrement dit affaiblir la Russie. Il leur suffit de relayer les déclarations de Macron et de von der Leyen. Et ça marche !

Pourquoi alors, dans votre livre, critiquez-vous Poutine ?

Je crois que le président russe porte une part de responsabilité dans le terrible drame que vivent aujourd'hui les populations russes et ukrainiennes. En particulier ces dernières. Sa démarche consistant à opter pour une « solution » militaire au problème créé par l'expansionnisme de l'OTAN et par le gouvernement ukrainien est irresponsable. C'est une mesure destinée à suppléer les graves déficiences de sa gestion diplomatique et communicationnelle du dossier. Pendant de longues années (car ce problème a cours déjà bien des années avant la guerre), il a permis que germe la menace otanienne autour de l'Ukraine, et il l'a laissée grandir. Il a réagi discrètement et mollement, s'est contenté de faire des communications à mi-voix à ce sujet sans avoir le moindre impact sur un plan diplomatique. Or, cette affaire, les dangers qu'elle comporte et auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui, réclament qu'ils soient portés devant l'opinion publique mondiale, que les choses soient dites. Dans mon livre, je signale le cas, difficile à comprendre, des interventions de Poutine lors de l'assemblée générale des Nations unies. Il n'a pris que deux fois la parole devant ce forum politique et médiatique mondial. La première en septembre 2015 et la deuxième et dernière en septembre 2020. Dans son premier discours, il consacra 2 minutes à l'Ukraine, sans, par exemple, dénoncer le coup d'État des bandéristes à Maidan. Dans le deuxième, il ne parla même pas une minute de l'Ukraine : zéro ! Il passa la plupart de son intervention à parler du covid et des mesures à prendre pour y faire face. Pourtant la guerre était déjà en préparation. Les accords de Minsk avaient déjà été largement sabotés par les autorités de Kiev avec la complicité de François Hollande et d'Angela Merkel ; complicité dont ces derniers ont eu le culot, dernièrement, de se vanter. L'historien et diplomate israélien Eli Barnavi a signalé dans un de ses articles que « ...de nos jours, les guerres ne se gagnent plus dans les tranchées, mais au moyen de la communication ». À la différence de son homologue ukrainien, le président russe ne semble jamais l'avoir compris.

Propos recueillis à distance par Paul Willems, mai 2025.



1. Poutine assiste aussi, impuissant, au bombardement systématique de la Serbie en 1999 et au démantèlement de la Yougoslavie, et comprend qu'il ne s'agit que d'un avant-goût, que le tour de la Russie viendra un jour ou l'autre.

2. L'Ukraine est aussi un pays de grands propriétaires terriens.

3. Daily reports from the « Special Monitoring Mission » <https://www.osce.org/ukraine-smm/reports>.

Une guerre nucléaire est-elle possible ?

Il existe une capacité suffisante en bombes atomiques et en États dotés de l'arme atomique pour qu'une guerre nucléaire soit envisageable. Par contre, lorsqu'on se demande si une guerre nucléaire est possible, il s'agit de comprendre si les peuples et leurs autorités seront toujours suffisamment sages pour l'éviter, autrement dit pour contrôler la technique. Dès lors entrent en jeu l'imaginaire et nos sentiments pour l'éviter.

En 2024, il y avait 11.949 têtes nucléaires réparties entre la Russie (5.580), les États-Unis (5.044), la Chine (500), la France (290), le Royaume-Uni (225), l'Inde et le Pakistan (170 chacun), Israël (90) et la Corée du Nord (50) ¹. Pourtant, il existe de multiples arguments expliquant l'inanité de cet arsenal et militant pour l'abandon de la bombe atomique : elle est dangereuse d'abord pour celui qui la possède ; à la fin de la guerre froide, les formes des conflits modernes ont changé, elles sont ethniques, religieuses, terroristes, passent par des prises d'otages, des cyber-attaques, etc. ; la dissuasion est de moins en moins dissuasive, mais elle est devenue au contraire un moyen pour entretenir la méfiance et les craintes, autrement dit, elle pourrait causer une guerre ; la dissuasion est de plus en plus le résultat de la « *filiale inversée* » (cf. John K. Galbraith) : devant les investissements en jeu, les entreprises recherchent avant tout la croissance et surtout la stabilité pour plus de sécurité. Il en découle un essor de la planification pour modifier le comportement des consommateurs, contrôler ses propres marchés, et *in fine* modeler les attitudes sociales de ceux qu'apparemment elle sert. Cette notion s'applique particulièrement à l'industrie nucléaire où l'État français a dû dépenser près de 450 milliards € depuis le début de l'activité jusqu'en 2011² pour développer et ensuite maintenir en vie une industrie, des emplois, faire de la propagande pour une bombe qui ne sert à rien ; il n'y a jamais eu dans l'histoire humaine de nouvelle arme qui n'ait pas été utilisée ; la conservation des armes nucléaires encourage la prolifération ; les conséquences d'un conflit nucléaire seraient catastrophiques, rendant des régions entières ou la Terre inhabitables.

Malgré ces arguments, la prolifération n'a pas cessé. L'essayiste Hervé de Truchis explique que la guerre nucléaire aurait commencé depuis 1991 avec l'utilisation des armes à uranium appauvri (UA, essentiellement les têtes d'obus perforant puis des explosifs)³. Elles ont été utilisées en Irak dès la première guerre du Golfe en 1991, puis en 2003, encore dans les Balkans entre 1994 et 1999, etc. En Irak, l'environnement et les militaires américains ont été contaminés, des matériels pollués ont été recyclés pour en fabriquer de nouveaux. On estime de 200.000 à 1 million le nombre des victimes civiles, et sans doute 500.000 à 3.000.000 à venir d'ici 2025, à cause des conséquences des armes à UA, soit plus de 10% de la population totale du pays. Dans le sud du pays, 900.000 tonnes de plantes sauvages comestibles et un tiers des animaux auraient été contaminés.

Pourquoi, devant l'évidence de la catastrophe atomique, continue-t-on de développer cette nuisance ? C'est le moment d'aborder la question de l'imaginaire, soit en mettant en avant le décalage entre notre imaginaire et nos productions (cf. Günther Anders), soit l'« anesthésie » de l'imaginaire radical (cf. Cornélius Castoriadis). Il existe un lien intrinsèque entre notre culture et la bombe atomique. « *La bombe appartient à la totalité que forment notre culture et notre praxis technique*⁴. » Autrement dit, on ne peut pas extraire une technique d'une culture sans abandonner celle-ci. Or, qu'est-ce qui la caractérise le plus, sinon la nécessité de la croissance infinie poussée par la concurrence, et donc la recherche de la puissance ? Dans ces conditions, se demander si une guerre nucléaire est possible est la même chose que de savoir si une société de post-croissance est possible. Dans les deux cas, il s'agit d'imaginer une réponse à deux catastrophes. La destruction



totale avec l'apocalypse nucléaire ou l'effondrement⁵ avec la croissance. D'après Anders, passer à une société post-nucléaire, et donc post-croissance, signifierait « *désapprendre une possibilité* ». Or, dans son histoire l'humanité n'a jamais su ne plus pouvoir faire quelque chose qu'elle avait su faire une fois⁶, conformément à la fameuse loi de Gabor : « *Tout ce qui est techniquement possible sera nécessairement réalisé* ». Tout cela revient à questionner la possibilité de « *décoloniser son imaginaire* » (cf. Serge Latouche), ce que nous ferons en examinant les ressemblances et les différences entre Castoriadis et Anders au sujet de l'imaginaire.

Pour Castoriadis, l'imaginaire désigne cette capacité à produire un flux perpétuel de représentations et de les sélectionner lors de l'institution du champ social-historique. L'imaginaire radical désigne la capacité de fantasmatisation, soit l'inconscient. Il est qualifié de « radical » car capable de créer du sens et notamment les normes et valeurs. Le mot « imaginaire » veut souligner l'aspect créateur du monde déployé par la psyché de l'homme : « *C'est parce qu'il y a imagination radicale et imaginaire instituant qu'il y a pour nous "réalité" tout court et telle réalité* » (Castoriadis, 1988 & 1997). Pour Anders, le monde est devenu « *trop grand* », c'est-à-dire à la fois vaste et surtout immense dans ses conséquences, au point qu'il n'est proportionné ni à notre perception ni à notre imagination⁷. L'imaginaire désigne alors cette capacité d'imaginer les conséquences de nos productions, et elle doit aller de pair avec les mouvements de notre cœur comme nos inhibitions, nos angoisses, notre sollicitude, notre repentir. Mais Anders constate que nos sentiments « *se transforment en proportion inverse de nos actes (et donc s'affaiblissent au fur et à mesure que nos actes prennent de l'ampleur)*⁸ ». Il se crée un décalage entre notre imagination, nos sentiments et nos propres productions et leurs effets. « *Nous ne savons pas encore si la tâche qu'il nous est donné aujourd'hui "d'accomplir" peut l'être ; nous ne savons pas s'il est possible de surmonter le décalage, c'est à dire d'étendre délibérément la capacité de notre imagination et de nos sentiments*⁹ ». Le seul espoir est de vouloir faire « *des exercices pour transcender la mesure humaine prétendument immuable de son imagination et de ses sentiments* ».

Anders est très pessimiste, à la différence de Castoriadis. Ce dernier part d'une capacité ontologique (l'inconscient) et historique du peuple de créer ses normes et ses valeurs, capacité qu'il détecte à plusieurs reprises dans l'histoire de l'Occident. Le gouvernement de la société est le produit de la passivité (hétéronomie) comme de l'activité (autonomie) des êtres humains, plus que celle d'autorités, à part dans quelques systèmes despotiques. Son message est optimiste : ce qui a été fait une fois (la démocratie directe) pourra être refait une autre fois. Alors qu'Anders est plus moraliste. Avec *la décolonisation de l'imaginaire*, Latouche défrixe cette tâche non décrite par Castoriadis qui n'explique pas à partir de quel « déclencheur » la capacité créatrice de normes et valeurs de l'être humain va pouvoir s'exprimer. Il s'agit de réorganiser la société autour de la sobriété et de surmonter le décalage pour ajuster l'élasticité de notre imagination et de nos sentiments (Anders). Si Castoriadis était conscient de la démesure propre à la culture productiviste d'origine occidentale, il n'a peut-être pas envisagé de façon aussi dramatique qu'Anders la possibilité de l'autodestruction, celle de l'obsolescence de l'homme à cause du système technicien, dans un monde où la technique change le monde plus que la politique (cf. Albert Einstein).

À la fin de cette analyse, nous sentons bien que les peuples ont été exclus du gouvernement de leur monde, puisque c'est la technique qui le dirige et que les gens ne sont plus en capacité d'imaginer les conséquences de ce qu'ils produisent, ni a fortiori un régime d'autonomie.

Décalage de plus en plus grand, non seulement entre l'imaginaire, le ressenti et les productions, mais aussi entre des théoriciens comme Anders, Castoriadis et le commun des mortels. Ce qui n'était pas le cas par exemple à l'époque de l'Association internationale des travailleurs où l'on discutait des thèses de Marx et Bakounine, où il existait de nombreux journaux prolétaires à Paris.

Une nouvelle ère vient-elle de s'ouvrir ? Une ère marquée par la coexistence entre deux mondes qui ne se confronteront plus : le peuple et l'État ? Le peuple ne cherchant qu'à survivre et les autorités à négocier une perpétuation du monde de la technique avant l'effondrement ? Dans ces conditions, la guerre nucléaire a commencé, mais pas comme on le pensait. Il s'agit d'abord de la disparition de l'imaginaire radical, de la capacité pour les humains d'imaginer les conséquences de leurs techniques, puis des effets catastrophiques des armes à uranium appauvri, en attendant l'usage des bombes nucléaires.

Jean-Luc Pasquinet

1. Federation of American Scientists (FAS), rapporté par l'IHEDN : <https://ihedn.fr/notre-selection/dissuasion-nucleaire-huit-decennies-dequilibre/>
 2. Hervé de Truchis, *Désarmement nucléaire/urgence. La guerre nucléaire est commencée*, L'Harmattan, 2014...
 3. *Ibidem*.
 4. Günther Anders, *La menace nucléaire*, 1981, 2006 pour la traduction française, Le serpent à plume, p. 97.
 5. Il existe de nombreuses définitions de l'effondrement. Pour Yves Cochet, cela désigne une situation où l'on ne peut plus fournir de services de base ou à un prix abordable.
 6. G. Anders, *ibidem*.
 7. « *Ne croyions-nous pas autrefois que la perception visait la vérité et l'imagination l'irréel ?* » in G. Anders, *L'obsolescence de l'homme*, t. II, Fario, 2011, « *L'imagination à l'époque où la réalité est devenue fantastique* », p. 323.
 8. G. Anders, *ibidem*.
 9. *Ibidem*, p. 305

Pourquoi la guerre ?

Nous proposerons dans cet article une réflexion sur les causes psychiques de la guerre. Elle s'étiera sur les textes suivants de Sigmund Freud : Malaise dans la civilisation ; Considérations actuelles sur la guerre et la mort et Pourquoi la guerre ? (lettre adressée à Albert Einstein).

« Les hommes sont arrivés maintenant à un tel degré de maîtrise des forces de la nature qu'avec l'aide de celles-ci il leur est facile de s'exterminer les uns les autres jusqu'au dernier. Ils le savent, d'où une bonne part de leur inquiétude actuelle, de leur malheur, de leur angoisse. Il faut dès lors espérer que l'autre des deux "puissances célestes", l'éros éternel, fera un effort pour l'emporter dans le combat contre son non moins immortel adversaire. Mais qui peut prédire le succès et l'issue ? »
Sigmund Freud, 1929.

Contrairement à ce que prétendait Jean-Jacques Rousseau, non, l'homme ne naît pas bon. Au contraire, il est de part en part traversé par des forces internes dénommées pulsions, qu'il s'agit de canaliser par la civilisation. C'est par le biais de celle-ci que le règne de l'être humain se distingue de celui de l'animal. Sa fonction est double : protéger les hommes des forces de la nature et régler de la manière la moins funeste possible les relations qu'ils entretiennent entre eux.

Dans son ouvrage *Malaise dans la civilisation*, Freud explique que l'homme de son époque – nous sommes alors dans la société bourgeoise de Vienne du début du XX^e siècle – trouve la cause de nombre de ses malheurs dans la (sur)répression des pulsions sexuelles. Il culpabilise, est angoissé et en parle ; en bref, c'est un névrosé – force est de constater que cet ordre s'est largement renversé de nos jours, ce qui fait dire à des auteurs comme Jean-Pierre Lebrun et Dany-Robert Dufour que le libéralisme favorise une forme de *perversion ordinaire*.

La névrose qui englobe alors le champ psychique n'empêche pourtant pas l'émergence de deux conflits mondiaux particulièrement meurtriers. Comment, dès lors, expliquer que des sociétés aussi civilisées que les grands États occidentaux en arrivent à de pareilles boucheries ? Freud tente d'apporter un éclaircissement à cette question.

Il existe à l'intérieur de chaque homme une instance psychique qui, contrairement au « Ça », siège des pulsions, régit la conscience morale : le *Surmoi*¹. Celui-ci est intimement lié au sentiment de culpabilité qui martyrise nombre de névrosés. Ce penchant de l'âme est mis à mal en temps de guerre dans la mesure où l'un des deux interdits fondamentaux – le premier étant celui de l'inceste – est levé, à savoir le meurtre.

Pour Freud, la guerre représente une faillite de la civilisation, car elle suspend l'interdit que cette dernière est censée garantir. Constatons qu'elle ne fait que suspendre la cruauté de l'homme qui ne disparaît jamais complètement, même en période de paix. Il n'est donc pas question de croire bêtement que la civilisation éradique le mal, car jamais elle ne pourra supprimer les pulsions (cette éradication du pulsionnel constitue en réalité le souhait inavoué des plus purs modèles totalitaires – c'est ainsi que, dans *1984* de George Orwell, l'amour entre deux êtres est très mal perçu par la « police de la pensée », tandis que dans le *Meilleur des mondes* d'Aldous Huxley la chose est plus subtile ; si la sexualité est permise, elle est vidée d'éros et se retrouve réduite à un acte mécanique dénué de toute libido).

Selon Freud, le Ça prend le contrôle du gouvernail de l'âme pendant la guerre et les limites entre le *Moi* et l'autre y sont réduites – preuve en est du soldat qui s'empare de la vie de son semblable ou, à plus large échelle, de l'État qui ne reconnaît

plus les frontières qui le séparent de son voisin et qui vise à se les approprier – , un peu à l'image de ce qui se passe dans un temps reculé bien connu (mais non moins oublié) de tous : la petite enfance.

Initialement, l'autre représente une source d'humiliation pour le narcissisme dans la mesure où sa présence suffit à lui indiquer qu'il n'est pas seul au monde. L'éliminer permet donc de rétablir une forme de sentiment océanique, de goûter à la *Jouissance* ; en bref, l'anéantissement du semblable apaise la pulsion de mort qui s'agite en chacun. Freud dira par ailleurs à son sujet : « *Même lorsqu'elle se manifeste sans intention sexuelle, jusque dans la rage destructrice la plus aveugle, on ne peut nier que sa satisfaction n'aille de pair avec une jouissance narcissique extraordinairement forte dans la mesure où cette satisfaction révèle au moi la réalisation de ses anciens désirs de toute-puissance* ».

La guerre serait donc un retour à un état ancien, une forme de régression vers des temps reculés de l'âme. Pourtant, si nous le rejoignons sur de nombreux points, Freud omet une distinction importante à nos yeux ; il existe, bien entendu, la guerre telle que le soldat la vit sur le champ de bataille, lui qui est aux premières loges de ses éclats de forces, mais aussi celle menée par les commandants de guerre qui l'ordonnent et qui sont au cœur de celle-ci, tout en étant physiquement éloignés d'elle : les politiciens. Les premiers sont réifiés, c'est-à-dire transformés en pure-chose – ce qui nous fait dire que la guerre des temps modernes représente la quintessence du modèle capitaliste – et jouissent de l'être et de tuer (voire de mourir). Tout indique que le *Surmoi* ne doit plus être alors considéré comme une instance interdicienne qui commande à l'homme : « *Tu ne tueras point* », mais que nous sommes confrontés à une mutation, à un renversement de sa fonction principale ; le *Surmoi* devient sadique et, au lieu de prohiber un acte, ordonne au contraire au sujet sa réalisation. Ce *Surmoi* corrompu, sans pitié pour celui qui n'exécuterait pas ses ordres, puise contre toute attente son énergie dans le Ça, ratifiant une improbable alliance entre deux instances psychiques *a priori* opposées – nous retrouvons à vrai dire cette douteuse union dans la société de consommation où le mot d'ordre est : « *Jouis !* ».

Contrairement à ce qu'insinue Freud, la guerre ne signifie pas rupture civilisationnelle, mais création d'une civilisation inédite où le Ça, soumettant l'ordre moral incarné par le *Surmoi* à son joug, se déploie dans tous les interstices. La loi existe bel et bien dans la guerre moderne – les journalistes et autres clowns de plateaux ne s'insurgent-ils pas bêtement lorsque les fameuses « lois de la guerre » ne sont pas respectées par l'un des belligérants, comme s'il était possible de tuer proprement ?

Elle repose sur des fondements soi-disant nobles – mais en réalité radicalement bourgeois – édictés par les politiques. Ceux-ci constituent la représentation physique sur laquelle le



Illustration : Cassou

Surmoi psychique du soldat prendra appui, lui qui introjecte les maximes énoncées. Encourageant la chosification du corps et de l'âme du valeureux combattant, ils ont eux-mêmes intériorisé ces morbides postulats qui les devancent en réalité. Leur jouissance est moins celle du meurtre à proprement parlé – ils ne sont jamais, *stricto sensu*, impliqués en direct par la mort –, que celle de participer à la mort de l'homme en tant que tel.

La guerre est bel et bien une affaire de respect d'une loi édictée par une civilisation qui déraile – rappelons par ailleurs que, selon la philosophe Hannah Arendt, « *les moralistes étriqués qui en appellent sans cesse à des principes moraux élevés sont en général les premiers à obéir aveuglément aux normes qu'on leur propose* »². Les plus scrupuleux dans le respect des préceptes sont bien souvent ceux qui sont capables des pires atrocités pour en défendre la cause. Et puis, les motifs officiels d'une guerre ne sont-ils pas toujours rattachés d'une façon ou d'une autre à des principes moraux élevés, tels que le sacrifice de soi, l'amour de la patrie ou la défense de la *Nation* ? Vues dans ce sens, guerre et civilisation seraient plus reliées l'une à l'autre que Freud ne le laissait entendre. Nous sommes dès lors invités à percevoir dans la guerre un *meurtre civilisé* au travers duquel les exigences pulsionnelles les plus archaïques copulent avec un ordre moral élevé. En d'autres mots, la guerre telle que nous la connaissons représente un « mélodieux » brassage entre le puritanisme et la perversion et caractérise de fait, comme nulle autre dimension peut-être, la civilisation bourgeoise qui est, hélas, devenue la nôtre.

Kenny Cadinu

1. Que le lecteur non familiarisé avec le jargon psychanalytique se figure cette instance comme la petite voix qui lui parle à l'intérieur de lui.

2. D'où la flambée de dépression constatée dans la Cité chez ceux qui n'arrivent pas à atteindre le niveau de jouissance que leur offre l'*Image* – du camarade, de la publicité, de l'influenceuse tik-tokeuse, etc. qui s'étale au travers l'écran.

3. Voir son ouvrage *Responsabilité et jugement*.

C'est Mujica

Dites, les gens, ça ne vous dirait pas d'épargner mes pauvres neurones de fonctionnaire assermenté et de super menteur ? Ça ne vous tenterait pas, de faire une pause dans la litanie de vos décisions stupides ? On dirait que vous vous préparez au Prix Nobel de la débilité !

Tout va changer demain, chantait Michel Fugain avec son Big Bazar et sa voix. Quel con. Cette petite musique du « *espérons, demain sera meilleur, mes camarades, et tenons-nous la main, non pas vous, mais la demoiselle à côté* » a fait largement son temps. L'espérance, à présent, c'est d'espérer faire plier les pouvoirs publics, de consommer encore, de faire aller l'intelligence artificielle le plus loin et de la manière la plus incontrôlable possible, et de zieuter sur la Lune, sur Mars, voire sur une planète dont on ne connaît pas encore le nom, mais qui assurera notre devenir dans la joie, la sérénité et une atmosphère respirable.

Depuis mes dernières billevesées dans votre journal favori, ça a pété partout. La cocotte minute en a foutu partout dans les cuisines politiques. Entre ceux qui s'investissent au sein du même parti, oubliant qu'il y a des péquenards qui ont voté pour eux et qui attendent une gestion, une gouvernance, une vision d'avenir, ceux qui inventent des nouveaux partis et croient aux lendemains qui chantent, alors que dès qu'ils ouvrent la bouche la pluie tombe à verse, ceux qui jouent au singe de la fameuse image, en y ajoutant le nez qu'ils se bouchent devant la puanteur de leurs mensonges, ceux qui réécrivent l'Histoire à leur sauce en oubliant qu'ils ont affaire à une discipline sérieuse et rigoureuse... Et dire que ces crétins alpins sont toujours vivants, alors que des êtres formidables ont disparu, qui incarnaient avec force et beauté des modèles de sobriété et de simplicité ! Votre journal se doit de vous faire oublier tous les imbéciles superfétatoires et égocentrés pour rendre l'hommage qu'il mérite à un homme d'État qui vient de disparaître.

Non, Hollande, ce président *normal*, n'est pas mort, ou alors il faut le prévenir, entre deux sorties de bouquins qu'il attaque à la chaîne, comme Sulitzer autrefois. Non, Sarkozy n'est pas décédé. Le tressautement qu'on a perçu dans son électro-encéphalogramme n'était dû qu'à la jubilation de l'enlèvement de son bracelet électronique. Non, Biden n'est pas mort, même si on « vient » de lui détecter un cancer. Il ne nous ferait pas un Mitterrand, lui ? Elle a bon dos, la transparence que les politiciens demandent aux électeurs et qu'ils n'appliquent pas à eux-mêmes... Non, Bayrou n'est pas mort non plus. Le jour où, par contre, il parlera plus vite que 3 mots à la minute et qu'il fera des phrases plus courtes que celles de Proust, étonnons-nous et lançons l'avis nécrologique. Enfin, désolé pour sa famille (la vraie, hein, pas la politique), mais Macron n'est pas mort non plus. Il est grillé politiquement, impuissant pour la politique intérieure, mais ses jolies mèches font encore illusion à l'international et rivalisent avec la brosse à toilettes de Trump (à moins que ce ne soit un écureuil mort ?). Par contre, 3 académiciens français s'en sont allés voir *ad patres*, si Dieu le Père n'y était pas et... pardon ? Oui, tout le monde s'en fout. Pauvre culture, comme me le prétendait ma concierge quand je lui citais Jul et son succès au stade Vélodrome de Marseille. Désolé, mais moi, devant des claquettes-chaussettes, c'est comme devant un bon hamburger bien chimique : je ne sais plus me tenir.

Je m'égare et je diverge (et dix verges, c'est énorme, comme le prétendait Desproges). Mais comme tous les hommes et femmes politiques, j'adore pêcher l'électeur en noyant le poisson.

Après un *teasing* aussi imparable, vous n'allez pas me dire que vous n'avez pas encore saisi, ignorants des *vraies* choses que vous êtes, que j'allais parler de 2 dirigeants de pays qui viennent de disparaître ? Quoi, j'ai dit « un » plus haut ? Certes ! Mais comme le dirait Bayrou : « Je sais que je ne savais pas, mais je ne savais pas que je savais que je ne devais pas savoir ». Sacrée Notre-Dame-de-Bétharram !

Avril et mai n'ont donc pas été des mois folichons. Entre des grèves, qui ont encore brisé les encéphales pendouillants de nos semblables sans faire bouger les organes atrophiés de nos dirigeants (ou si peu), et des catastrophes humanitaires et climatiques, entre autres, 2 dirigeants ont disparu. Oui, l'évêque de Rome, mais aussi chef d'État du Vatican, Jorge Maria Bergoglio, a trépassé après une sortie inattendue et miraculeuse la veille. Quel sens du *timing* : disparaître le lundi de Pâques, jour de la résurrection de Jésus ! Fortiche, le gars. Les chrétiens-sceptiques diront qu'il défendait encore beaucoup de choses épouvantables et n'a pas permis de faire avancer l'Église catholique. C'est que tout homme, même s'il est le successeur du saint avec des clés (pas Saint-Claude Piéplu-des-Shadoks, inoubliable homme aux clés d'or dans *Palace*, mais Saint-Pierre), est aussi l'émanation d'une structure et d'une organisation qui a quand même 2.000 ans d'existence et des sacrés dogmes collés au goupillon. Quand on voit le délabrement social et le nombre de faillites de sociétés qui ont à peine 20 ans... Or, François a mis la sobriété du quotidien au centre de son pontificat : il n'habitait pas dans les appartements luxueux des papes, il mangeait souvent à la canteine du Vatican, il allait souvent au contact des fidèles. Bon, ce n'était pas toujours très structuré, ni très concerté, mais cela a redonné une image plus humaine à cette vieille Église et a refait croire un peu plus.

Mais j'aimerais terminer ce papier (je vous interdis de l'utiliser comme papier toilette, mon écriture est parfois trop âpre pour vos pauvres fessiers, ça arrache, les propos (en)caustiques) par la disparition peu évoquée de l'ancien président de l'Uruguay, José « Pepe » Mujica. Hélas, je souffre du syndrome « Michel Berger » : je découvre souvent des personnages formidables à leur décès. À ce propos, allez visiter la tombe de Michel Berger à Paris. Berger, je veux le croire, est décroissant dans sa dernière demeure : un escargot se love, sous le toit de la splendide verrière qui surmonte son ultime repos. Poétique.

Mujica a dirigé l'Uruguay entre 2010 et 2015. Il représente une forme de politique de gauche qui ne peut que nous toucher : il vivait *simple*, rétrocédait environ 90% de ses indemnités présidentielles à un programme de logement social, n'a jamais vécu ailleurs que dans une bicoque de 40 m², mangeait ce qu'il cultivait, se faisant ainsi apôtre du localisme. Fait épatant : il n'a jamais considéré sa parole, une fois à la retraite, comme importante. Outre ce comportement, Mujica a fait reculer le chômage, avancer les droits des minorités, a favorisé la paix sociale. Il y a pire, comme bilan personnel autant que politique. Et dire qu'il est mort simplement le 13 mai, et que tant d'autres vieillards (ou pas) s'accrochent superficiellement au pouvoir et à la surpuissance...

Jean-Guy Divers

Lettre ouverte d'Antoine et Julien

Le Courr(oux)cier émane d'un.e lecteur.e, réel.le ou virtuel.le, dont personne ne connaît le genre. Bien-pensant.e, ael est toujours prompt.e à s'indigner, dénoncer, parfois insulter quand ael est très fâché.e. Fanatiques de la tolérance, nous nous faisons chaque fois un plaisir de la relayer !

Chers rédacteurs de ce torchon diffamatoire,

Nous, Antoine et Julien, couple uni par l'amour et les valeurs progressistes, dénonçons avec colère vos attaques abjectes contre Emmanuel et Brigitte Macron. Votre dernier article est une insulte à la décence, à l'inclusion et à la vérité. Comment osez-vous salir un couple qui incarne la modernité et la résilience ?

Votre ton moqueur sur la différence d'âge des Macron est odieux. L'amour transcende les âges et vos normes rétrogrades ! Vos insinuations « contre-nature » puent le jugement patriarcal. Nous, couple homosexuel, connaissons trop bien cette intolérance déguisée en « journalisme ».

Vos « révélations » sur Brigitte Macron sont calomnieuses et misogynes. Vous remettez en cause son identité avec des théories grotesques, réduisant une femme forte et cultivée à des rumeurs. Elle est une intellectuelle, une partenaire essentielle, pas votre caricature !

Quant à Emmanuel Macron, vous le dépeignez comme un opportuniste, insultant son intelligence et son engagement pour une France progressiste. Il est visé car il rejette vos conservatismes rances, préférant les *fake news* aux faits.

Nous, militants pour les droits LGBTQIA+ et une société sans discriminations, refusons vos attaques contre un couple qui défie les conventions. Les Macron méritent le respect, pas vos mensonges toxiques.

Vous vous dites journalistes ? Cessez de propager la haine et les complots. Vos mots divisent et nuisent. Produisez des faits, pas du sensationnalisme ! À vos lecteurs, nous disons : fiez-vous à des sources fiables, rejetez la haine. Quant à vous, rédacteurs, restez dans votre médiocrité. Nous militerons pour un monde où l'amour triomphe.

Avec indignation et espoir,

Antoine & Julien

Couple engagé pour une France inclusive.



RAP s'attaque à la publicité pour les voitures

On vous en déjà souvent parlé dans *Kairos*, mais nous ne sommes pas les seuls à être excédés par l'omniprésence de la publicité pour les automobiles. Ainsi, RAP (Résistance à l'agression publicitaire, association française créée en 1992) a lancé une vaste campagne pour dénoncer cet envahissement par la pub pour les voitures. Ils l'ont mesuré et ont ainsi calculé qu'à la télévision les réclames liées à la voiture occupaient divers supports : en 2019, cette pression représentait 28 pages de presse quotidienne, 8 h 45' de publicités télévisées par jour toutes chaînes confondues, et 318.718 affiches dans l'espace public. À l'occasion de la journée internationale contre la publicité du 25 mars, des activistes d'une dizaine de villes en France (Paris, Lille, Lyon, Toulouse, Rennes, Nancy, Rouen, Strasbourg...) et même au Portugal, à Lisbonne, ont remplacé et/ou recouvert des panneaux publicitaires portant des affiches commerciales pour la voiture par des visuels satiriques. Belles réalisations, ceux-ci ont attiré le regard de nombreux passants. Les slogans étaient clairs et efficaces (« *La pub ment ; vous y croyez à leurs pubs ; les SUV sont impliqués dans des accidents en plus ; ne dépassez pas vos limites...* »).

À côté de ces actions de terrain, RAP a aussi réalisé, en octobre 2004, un rapport¹ de 60 pages intitulé « STOP à la publicité automobile. La voiture à l'assaut de notre imaginaire ». On y trouve de nombreuses informations : les constructeurs et les gouvernements privilégient des véhicules plus lourds, plus puissants, plus nombreux et plus polluants, dont la seule solution présentée face aux problèmes sanitaires et environnementaux est l'innovation technologique, alors qu'il faudrait plutôt mettre en place des mesures de sobriété. Analysant 137 publicités automobiles, l'association a pu en sortir un travail original montrant les différents ressorts utilisés pour valoriser la voiture individuelle, comme par exemple la vitesse, l'élitisme, le futurisme, l'individualisme, la durabilité ou le confort. Face à ces excès, le rapport expose le fait que les mesures cen-

sées réguler l'industrie publicitaire sont insuffisantes. Aucun constructeur ne s'engage à réaliser des mesures de sobriété telles que réduire le poids ou la vitesse des véhicules. À l'heure de la seule promotion de la voiture électrique, les interdictions limitées et sectorielles de publicités pour les énergies fossiles échouent elles aussi à réorienter le marché vers des véhicules plus légers et plus sobres. En conclusion, à côté d'autres mesures concrètes, RAP constate que « *pour une nouvelle ère de la mobilité, changeons de paradigme culturel.* »

LA PUBLICITÉ DANS LES CINÉMAS

Bernard Hennebert, spécialiste de la critique des pratiques culturelles, s'est intéressé à la publicité dans les cinémas, durant les longues minutes précédant les films². La publicité diffusée sur l'écran fait désormais partie d'une séance de cinéma traditionnelle, mais cela n'a pas toujours été le cas. Elle a progressivement pris la place de la première partie du spectacle qui proposait autrefois un court métrage ou/et les actualités de la semaine.

Le niveau de décibels pour la publicité atteint dans la plupart des salles une intensité devenue insupportable. Peut-on mettre fin à cette sottise ? Les agents chargés des salles prétendent que le son va baisser après la publicité. Pourquoi les publicitaires prennent-ils ainsi l'habitude de nous assourdir ? L'amplitude du son pour les pubs et le film est inégale : les premières apparaissent plus intenses, car leur son est mieux travaillé pour atteindre cet effet, à l'inverse des longs-métrages qui jouent davantage sur une tessiture plus nuancée. Or, le son des publicités ne peut pas dépasser en intensité celui du film et, pendant leur diffusion, la lumière doit être maintenue dans la salle. Sont-elles appliquées ? Le public a-t-il été suffisamment informé de ces obligations ?

Il convient de constater que tous les usagers ne sont pas opposés à certaines publicités. Bon nombre même peuvent

les adorer. Selon les régions ou les continents, le public et les tribunaux ne réagissent pas nécessairement de la même façon face à certaines pratiques culturelles. Ainsi, fin février 2025, le *Guardian* et BFM TV relaient la décision d'un tribunal indien de sanctionner, avec amendes à la clé, une salle de cinéma suite à une plainte d'un spectateur âgé d'une trentaine d'années dénonçant des publicités diffusées avant la projection du film qu'il considérait comme « *interminables* ». Il a déclaré avoir dû regarder avant le film environ 25 minutes de bandes-annonces et de publicités pour des produits ménagers, des téléphones portables et des voitures. Il avait prévu de retourner travailler juste après la séance et estime donc que cette plage publicitaire constitue une « *coûteuse perturbation* » de sa vie. La Cour a donc expliqué ainsi sa décision : « *Le temps, c'est de l'argent. Le temps de chacun est précieux. [...] Consacrer 25-30 minutes à regarder des pubs sans intérêt, c'est très long. Des gens avec des emplois du temps chargés n'ont pas à perdre du temps* ».

Comme certaines salles en ont besoin économiquement alors que d'autres pas (salles d'art et essai, cinémathèques, ciné-clubs...), B. Hennebert propose une solution qui pourrait mettre beaucoup de monde d'accord. Que les futurs spectateurs soient informés, avant qu'ils n'achètent leurs tickets, que la séance programme une présentation de publicités et surtout combien de temps lui sera consacré. Ainsi, à Bruxelles, le cinéma des Galeries mentionne dans son affichage sur sa façade « *15 minutes de publicité avant chaque film* ». Avec de telles informations, les spectateurs peuvent développer la stratégie de ne venir que lorsqu'ils sauront après combien de temps ils doivent entrer pour ne pas subir les publicités.

Alain Adriaens

1. <https://antipub.org/rapport-stop-pub-automobile/>

2. Publié dans L'Asymptomatique : <https://www.asymptomatique.be/pub-obligatoire-au-cinema-par-bernard-hennebert/#respond>

VIVRE ET HABITER EN PRATIQUANT L'AUTONOMIE

Deux techniques de construction. 2. Le bois cordé

Il s'agit d'une technique de construction originaire du Canada, mariant le bois et la chaux. Elle tire son nom de la « corde » qui est une unité de mesure de bois de chauffage qui peut être équivalente à 3 stères. La construction en bois cordé est une méthode dans laquelle des bûches sont écorcées et assemblées par un isolant entre les bûches, avec du mortier aux deux bouts. Vu de face, n'apparaissent que les extrémités des bûches. La seule condition est que le bois soit très sec lors de la construction. Le mortier se compose de sable, de sciure, de ciment et de chaux. Le bois cordé a de bonnes capacités de résistances thermiques. C'est une alternative intéressante aux maçonneries classiques. Il peut devenir « hôtel à insectes » en y forant des petits trous ou en y incorporant par exemple des briques creuses ou des morceaux de bambous. On peut également y incorporer des bocaux ou des bouteilles en verre, des carreaux de terre cuite ou des vieilles tuiles de faïence... Cette technique consiste à empiler des bûches de bois de chauffage de 30 à 60 centimètres de long, en utilisant un mélange de mortier pour les maintenir ensemble aux extrémités et en isolant la cavité centrale avec

de la sciure et de la chaux. Cela ne nécessite pas d'équipement lourd, ni de savoir-faire particulier, il suffit de connaître les principes de la construction. De plus, sur le plan esthétique, cela fait appel à votre créativité et offre la possibilité de réaliser diverses combinaisons de formes, qu'elles soient rectilignes ou courbes. Au final, vous aurez une maison atypique et unique qui se démarquera de celles des autres.

Il est parfaitement possible de poursuivre l'utilisation des bûches pour créer votre escalier ou tout autre objet d'intérieur comme des tablettes ou des banquettes. Une fois sa durée de vie utile terminée, une maison en bois cordé se désagrège. Avec une protection consistant à empêcher la maçonnerie en bois cordé de toucher le sol afin de la protéger de l'humidité ascensionnelle, une maison en bois cordé durera longtemps. Utilisez les bois locaux. La recette de mortier à base de ciment est de 9 parts de sables, 3 parts de sciure de bois trempées, 2 parts de ciment et 3 de chaux hydratée. L'utilisation de mortier à la chaux, sans aucun ciment, peut être aussi une bonne idée. Autre point important, on peut très

bien remplacer le mortier de ciment par un mortier d'argile ou de sable. Pour l'isolation, on peut utiliser de la sciure de bois, un déchet des scieries. Elle a une très bonne valeur isolante. Traitez alors la sciure de bois avec de la chaux éteinte comme agent de conservation, une partie de chaux mélangée à 12 parties de sciure. La construction en bois cordé est à la portée de tout le monde et en principe auto-construite. De plus, n'importe quelle sorte de bûche de bois fera parfaitement l'affaire. Par ailleurs, en tant qu'isolant naturel, le bois va permettre de faire des économies d'énergie. C'est dans le mur lui-même que l'on réalise les économies les plus importantes. Si vous avez facilement accès au bois résineux et que vous pouvez le peler, le fendre et le sécher, vous avez réussi à acquérir les éléments constitutifs de base de votre maison. Une fois qu'un mur en bois de corde est construit, il est fini à l'intérieur et à l'extérieur, plus besoin de plafonner ou peindre.

Christian La Grange

Olaf Scholz, terne et transparent, a subi une lourde défaite avec 16,4%, son pire score depuis 1933. Friedrich Merz (CDU) a été élu chancelier le 6 mai 2025 après un second tour, une situation totalement inédite depuis 1949. Une coalition CDU/CSU-SPD a été mise sur pied, marquée par des débats sur la dette, l'économie et l'immigration.

Les résultats des élections fédérales révèlent une carte électorale fortement contrastée, avec une polarisation marquée entre l'Est et l'Ouest, jusqu'à se demander si la réunification a bien eu lieu. Dans les Länder de l'Est (Brandebourg, Mecklembourg-Poméranie occidentale, Saxe, Saxe-Anhalt, Thuringe), l'AfD a obtenu des scores particulièrement élevés, souvent autour de 30 à 40%. Le clivage Est-Ouest souligne une culture politique différente, marquée à l'Est par une méfiance vis-à-vis de l'État, héritée sans doute de l'époque du communisme. Ces populations savent ce que c'est que la tyrannie. Paradoxe, ces régions occupées autrefois par les Russes sont aussi actuellement les moins anti-russes.

QUEL AVENIR POUR L'ALLEMAGNE ?

La CDU, qui a repris les rênes du pouvoir, a toujours eu une politique d'alignement avec les États-Unis, et son nouveau chancelier Friedrich Merz fut président du conseil de surveillance de la filiale allemande de BlackRock, le fonds d'investissement le plus puissant au monde. En Allemagne, BlackRock possède au moins 115 milliards d'euros d'actions dans 189 entreprises, dont Bayer, l'assureur Allianz, Eon, Merck, Adidas,

BASF, Deutsche Bank, Siemens, Daimler, Deutsche Telekom, RWE et Continental. Verra-t-on l'Allemagne passer à une étape supérieure d'une forme de ploutocratie sans frontière, qui fait des politiques au pouvoir de simples exécutants de décisions prises dans des conseils d'administration comme celui de BlackRock ? Dans l'opposition, l'AfD continue à monter dans les sondages, jusqu'à se rapprocher, voire égaler ou dépasser ceux de la CDU. Sa leader Alice Weidel, ancienne de Goldman Sachs, a un profil très hétérodoxe pour un leader d'une formation de droite radicale...

À mesure que l'AfD s'impose comme première force d'opposition, le pouvoir en place panique. Face à l'usure du discours officiel et à la défiance croissante du peuple, le régime choisit la répression plutôt que le débat. Nancy Faeser, ministre fédérale de l'Intérieur jusqu'en 2024, figure de proue du SPD et ancienne militante antifa, a mobilisé le Verfassungsschutz (Office de protection de la Constitution) pour faire classer l'AfD comme « *danger confirmé pour l'ordre démocratique* ». Mais cette tentative spectaculaire vient de se retourner contre ses instigateurs : le dossier, jugé juridiquement creux et politiquement biaisé, s'est effondré, embarrassant jusqu'aux partisans les plus zélés de la répression. En réalité, cet épisode grotesque marque une défaite stratégique majeure pour la coalition au pouvoir. En croyant pouvoir interdire une opposition légitime par la voie bureaucratique, il s'est discrédité. L'AfD sort renforcée, lavée des accusations les plus graves. Reste à savoir quelle voie elle empruntera. Suivra-t-elle celle du RN français dans sa mue de dédialisation et la prise de pouvoir de Jordan Bardella au détriment de l'héritière de la Maison Le

Pen ? Ou celle plus souverainiste de la présidente du conseil italien, Giorgia Meloni ?

En attendant, le paysage germanique se clarifie. En 1945, le pays était occupé et fractionné en quatre zones partagées par les alliés (États-Unis, URSS, Grande-Bretagne, France). Les Français et les Britanniques ont quitté leur zone. Les Soviétiques ont plié bagage en 1989. Mais il reste les Américains et leurs imposantes bases militaires, dont celle de Ramstein. Cependant, de l'autre côté de l'Atlantique, c'est un autre personnage qui s'est réinstallé à la Maison-Blanche. Il a de tout autres plans que ceux des équipes démocrates précédentes. Et plus à l'Est, en Ukraine, la Russie est en train de gagner la guerre et de clore ce chapitre douloureux, malgré les velléités bellicistes des leaders européens. Merz serait-il arrivé trop tard ? Alors, comme une bête apeurée et en manque de repère, le régime sort ses griffes, réaction classique. Les opposants comme les blogueurs Alina Lipp et Thomas Röper, sont interdits de séjour dans leur propre pays.

Les Européens ont toujours eu un sentiment ambigu à propos de l'Allemagne. D'un côté, c'est le pays qui a produit le nazisme, de l'autre, c'est celui qui a inventé l'imprimerie et a contribué à l'alphabétisation de masse de l'Europe. 2025, Allemagne année zéro. Dans quel sens ira 2026 ?

Bernard Van Damme

Ne pas perdre l'esprit et le bon sens paysan

OÙ ÊTES-VOUS ?

Paysannes et paysans d'antan

Fiers et résistants

Cultivateurs et éleveurs de vraies valeurs

Ne devenons pas des producteurs, ou pire des exploitants

Ne tombons pas dans le rouage de la surproduction, de l'endettement, du piège des normes abusives et destructives.

Révoltons-nous contre les hypocrisies indéniables et les innombrables injustices, contre toute atteinte à la dignité humaine !

Insurgeons-nous contre l'accaparement de nos terres, de la spéculation foncière, de nos privations de libertés... aux noms de la santé et de la sécurité !

Dépassons nos peurs, nous sommes plus forts à plusieurs. Restons fidèles à nos libertés paysannes...

Arrêtons de supporter les mauvais agissements de l'AFSCA¹, de l'Apaq-W (Agence wallonne pour la promotion d'une agriculture de qualité²),... de toutes leurs taxes déguisées qui emprisonnent nos libertés de cultiver.

Réveillons-nous, refusons, boycottons...

Et surtout, soyons solidaires³ !

Directement ou indirectement, nous sommes toutes et tous concernés.

Ressemons nos graines, échangeons nos plants sans la mascarade des passeports phytosanitaires⁴ !

Nourrissons la terre et les gens.

Respectons l'eau et le sol.

Cultivons la biodiversité végétale et animale. Soyons fidèles à nos ancêtres.

Préservons l'âme paysanne !

« Que préfères-tu, celui qui veut te priver de pain au nom de la liberté ou celui qui veut t'enlever ta liberté pour assurer ton pain ? »
Albert Camus, Les Justes.

À quand la reconnaissance de celles et ceux qui nous nourrissent ? À quand un prix non spéculatif des terres agricoles ? À quand la dignité pour les femmes et les hommes de la terre ?

L'article premier de la Déclaration des Nations unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales est très important car il accorde une reconnaissance au statut paysan⁵.

« Aux fins de la présente Déclaration, un "paysan" est toute personne qui mène ou qui cherche à mener, seul ou en association avec d'autres ou au sein d'une communauté, une activité de production agricole à petite échelle de subsistance et/ou destinée au marché, qui s'appuie largement, mais pas nécessairement exclusivement, sur la main-d'œuvre de la famille ou du ménage et d'autres formes non monétaires d'organisation du travail, et qui a un lien particulier de dépendance et de rattachement à la terre. »

CHRONIQUE D'UNE MORT PAYSANNE ANNONCÉE...

J'écris, j'écris... mais qui soutient réellement l'agroécologie paysanne ? Pas grand monde...

À cela s'ajoutent de plus en plus de contraintes administratives qui vont tuer les derniers paysans (facturation électronique, mode de paiement électronique, ...⁶).

Alors, que faisons-nous ?

Et arrêtons de suivre comme des moutons !

Serge Peereboom, Ferme Arc en Ciel

¹ AFSCA et sécurité alimentaire: le circuit court pris en étau, 15 septembre 2023. <https://tchak.be/index.php/2023/09/15/afsc-a-et-securite-alimentaire-le-circuit-court-pris-en-etau/>

² Apaq-W et cotisations : « Je refuse de payer », 5 octobre 2021. <https://tchak.be/index.php/2021/10/05/apaq-w-agence-wallonne-promotion-agriculture-qualite-cotisations/>

³ <https://agriculture-csa.be/> <https://agriculture-csa.be/my-profile/?uid=40>

⁴ Le cas des passeports phytosanitaires est un des innombrables exemples de cette non-adaptation aux réalités différentes des métiers de l'agriculture. Il n'est pas déraisonnable de considérer que dans l'avenir, si la logique ne change pas, des contrôles supplémentaires apparaîtront et continueront le travail indirect de destruction de la paysannerie.

⁵ <https://docs.un.org/fr/A/HRC/RES/39/12> Article 1, pages 5 & 6.

⁶ <https://economie.wallonie.be/home/actualites/actualites/facturation-electronique-obligatoire-en-belgique-a-partir-du-1er-janvier-2026.html>



VU, LU, ENTENDU



Il y a trente ans, lors d'un meeting pour la paix, un extrémiste juif assassinait Yitzhak Rabin. Selon lui, en retirant, conformément aux accords d'Oslo, l'armée des territoires palestiniens, le premier ministre s'était rendu coupable de mettre en danger la vie des Juifs et de trahir la terre d'Israël. Avec le recul, il apparaît que l'assassin a atteint son but : élu quelques mois plus tard, le nouveau premier ministre Benjamin Netanyahu n'a eu de cesse, depuis lors, de saboter les accords de paix. Aujourd'hui encore, il se maintient au pouvoir grâce au soutien, entre autres, de suprémacistes juifs qui avaient appelé alors à la mort de Rabin et poussent maintenant au nettoyage ethnique à Gaza et en Cisjordanie. Netanyahu n'est pas seulement le fossoyeur des espoirs de paix et le premier responsable du génocide en cours. Surfant sur l'idéologie du choc des civilisations promue après le 11 septembre 2001, se présentant, selon les propres mots de Theodor Herzl dans son *État des Juifs* comme « la sentinelle avancée de la civilisation contre la barbarie », Israël mène avec une virulence et une constance rares une campagne internationale de propagande visant à créer et exacerber l'amalgame entre critique de sa politique, antisémitisme et antisémisme. Campagne qui a, hélas, connu un grand succès auprès des dirigeants et des médias occidentaux. Avec le génocide commis à Gaza, celle-ci redouble d'intensité. Ainsi de la diabolisation infâme de La France insoumise taxée d'antisémitisme car elle ose défendre le droit international et celui des Palestiniens.

Outrés par de tels mensonges qui travestissent de manière éhontée l'histoire plurimillénaire, si riche et si diverse du judaïsme, trois militantes juives antisémites de l'Union juive française pour la paix (UJFP) rappellent, documents historiques à l'appui, que lors de sa naissance officielle lors du congrès de Bâle en 1897, le sionisme était très minoritaire au sein d'un monde juif empreint de tradition diasporique antinationnaliste. L'opposition émanait de toutes parts : des milieux religieux pour lesquels la sécularisation ferait disparaître le judaïsme ; des patriotes assimilationnistes qui considéraient le sionisme comme une tentative de faire des Juifs occidentaux des étrangers dans leur propre pays, ce qui les exposerait au risque d'être accusés de « double allégeance » ; des marxistes et socialistes internationalistes avec, entre autres, le Bund prônant une autonomie culturelle, mais non territoriale, autour du yiddish ; des démocrates libéraux qui se rendirent compte dès les années 1920 que le colonialisme sioniste en Palestine ne pourrait s'y réaliser qu'avec le soutien de l'impérialisme et qu'au détriment des populations arabes, en contradiction avec les valeurs humanistes du judaïsme. C'est ainsi que Hannah Arendt déclarera en 1946 devant le Comité spécial des Nations unies pour la Palestine que, « sans coopération arabo-juive, toute entreprise juive en Palestine est condamnée ». Si le projet sioniste avait pour objectif de créer un havre de paix pour les Juifs du monde entier, force est de constater que la prévision pessimiste d'Arendt s'est réalisée, tout simplement parce que ledit havre était déjà peuplé : depuis la guerre et la Nakba de 1948 – avec l'exode de la majorité des Palestiniens du nouvel État juif –, Israël a toujours vécu comme une forteresse assiégée, tant par ses ennemis de l'extérieur que par ceux de l'intérieur, surtout depuis 1967 et son occupation des Palestiniens de Jérusalem-Est, de Cisjordanie et de Gaza. Spécialiste de droit international, le professeur Chemillier-Gendreau a plaidé en 2024 devant la Cour internationale de justice contre les violations incessantes par Israël du droit international. Le livre qu'elle publie aujourd'hui démontre de manière claire et factuelle que, dès sa création, qu'ils soient travaillistes comme alors ou fascistes comme aujourd'hui, les dirigeants d'Israël ont toujours œuvré afin de rendre impossible un État palestinien. Les accords d'Oslo constituaient certes une étape importante vers la reconnaissance du droit à l'autodétermination du peuple palestinien, mais pas sous la forme d'un État au sens plein et entier du terme. C'est ainsi que Yitzhak Rabin avait autorisé la poursuite du développement des colonies dans les territoires occupés durant la période intérimaire. De ce fait, si Oslo a permis d'y croire pendant un court laps de temps, la « solution à deux États » n'existe pas en réalité. Relancées à chaque massacre et jamais suivies d'effets, les invocations creuses en ce sens servent surtout à masquer cette réalité déplaisante et à dédouaner la communauté internationale de ses responsabilités envers les Palestiniens.

Partant d'un tel constat, le grand historien israélien Shlomo Sand revisite l'histoire du sionisme et des débats très vifs dont il a fait l'objet depuis ses débuts. Partant aussi du constat que, par le fer et par le feu, la réalité israélienne s'est imposée sur l'ensemble du territoire palestinien – avec plus de 700.000 colons en Cisjordanie et à Jérusalem-Est –, Sand conclut en estimant qu'il est temps d'abandonner la chimère des « deux États » et l'avenir d'Israël se décidera entre ces trois options : apartheid – déjà en place –, expulsion des Palestiniens – projet qui sous-tend le génocide à Gaza – ou État binational, tel que

des intellectuels aussi lucides qu'Arendt ou Gershom Sholem l'appelaient de leurs vœux. Trois livres nécessaires pour recadrer un débat complexe et piégé.

Béatrice Orès, Michèle Sibony, Sonia Fayman, *Antisionisme, une histoire juive*, Syllepse, 2023, 366 pages.

Monique Chemillier-Gendreau, *Rendre impossible un État palestinien. L'objectif d'Israël depuis sa création*, Textuel, 2025, 160 pages.

Shlomo Sand, *Deux peuples pour un État ? Relire l'histoire du sionisme*, Seuil, 2025, 277 pages.

F. M.

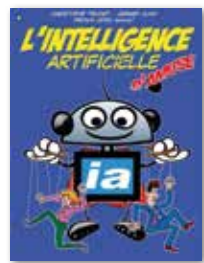


Voici un essai courageux qui fait du bien à la pensée, une critique radicale des politiques contemporaines et du socialisme qui a perdu ses fondamentaux, à savoir le « combat contre l'exploitation de l'homme par l'homme et pour l'égalité au nom de l'accès à une vie commune et décente pour les gens ordinaires ». Le socialisme s'est donc perverti en « sociétalisme » au travers duquel la « nouvelle gauche » s'est réconciliée avec le capitalisme et a « abandonné la lutte des classes au profit d'une lutte contre les conservatismes ». Le wokisme est le principal symptôme de ce renversement idéologique. Il « révèle une mutation anthropologique en ce qu'il est un système clos qui déforme le réel et désigne arbitrairement des victimes. » Mouvement qui propose une lecture binaire et infantile des événements, le wokisme, « loin d'être un éveil, est une somnolence du jugement, un endormissement de la pensée ». On appréciera particulièrement le style de F. Mounier, dont la qualité contraste avec ce que nous propose nombre d'œuvres contemporaines : « La revendication du Bien correspond souvent à l'effacement du principe de réalité au profit de la jouissance d'être du bon côté des "valeurs" [...] ». Les propos nuancés visent justes, par exemple sur l'écriture inclusive : « Autant la féminisation de certains métiers jusque-là réservés aux hommes finit par passer dans l'usage (la docteure, l'institutrice, la députée,...) sans scandale, car elle épouse l'évolution des mœurs, autant son anticipation par décret et pressions me paraît problématique. Imposer de nouveaux vocables, souvent ridicules et malsonnants, au nom de la parité, atteste surtout d'une volonté de puissance comparable à celle de Précieuses ridicules, qui avaient au moins quelques raisons de se plaindre de certains excès du patriarcat ». Bref, voici un ouvrage – vivement recommandé – qui défend une vision du monde contraire aux idées ambiantes et dominantes : comment, en effet, prétendre encore que la société est patriarcale alors qu'elle ne cesse d'imposer des diktats infantilisants ? « Boire en période de canicule, se couvrir quand il fait froid constituent autant de recommandations assénées par les communicants et jusque-là réservées aux mères dans la sphère privée ». L'État actuel plus proche de Big Mother que de Big Brother ? Il s'agit d'une thèse iconoclaste que nous défendons également.

Le wokisme est le principal symptôme de ce renversement idéologique. Il « révèle une mutation anthropologique en ce qu'il est un système clos qui déforme le réel et désigne arbitrairement des victimes. » Mouvement qui propose une lecture binaire et infantile des événements, le wokisme, « loin d'être un éveil, est une somnolence du jugement, un endormissement de la pensée ». On appréciera particulièrement le style de F. Mounier, dont la qualité contraste avec ce que nous propose nombre d'œuvres contemporaines : « La revendication du Bien correspond souvent à l'effacement du principe de réalité au profit de la jouissance d'être du bon côté des "valeurs" [...] ». Les propos nuancés visent justes, par exemple sur l'écriture inclusive : « Autant la féminisation de certains métiers jusque-là réservés aux hommes finit par passer dans l'usage (la docteure, l'institutrice, la députée,...) sans scandale, car elle épouse l'évolution des mœurs, autant son anticipation par décret et pressions me paraît problématique. Imposer de nouveaux vocables, souvent ridicules et malsonnants, au nom de la parité, atteste surtout d'une volonté de puissance comparable à celle de Précieuses ridicules, qui avaient au moins quelques raisons de se plaindre de certains excès du patriarcat ». Bref, voici un ouvrage – vivement recommandé – qui défend une vision du monde contraire aux idées ambiantes et dominantes : comment, en effet, prétendre encore que la société est patriarcale alors qu'elle ne cesse d'imposer des diktats infantilisants ? « Boire en période de canicule, se couvrir quand il fait froid constituent autant de recommandations assénées par les communicants et jusque-là réservées aux mères dans la sphère privée ». L'État actuel plus proche de Big Mother que de Big Brother ? Il s'agit d'une thèse iconoclaste que nous défendons également.

Françoise Monnier, *La trahison de la gauche : du socialisme ou sociétalisme*, Le lys bleu, 96 pages, 12 euros.

K. C.



Ah l'IA, ou intelligence artificielle, soulève des questionnements, des doutes, des craintes... Et en fin de compte, même s'il semble difficile d'empêcher son développement, du débat. Pour y voir plus clair, Christophe Tricart, scénariste, et Gérard Clam, dessinateur, ont réalisé un ouvrage alternant planches de BD et textes informatifs. L'IA serait ainsi pour certains la panacée, elle nous fera gagner du temps, facilitera le travail, gèrera nos données... Pour d'autres, elle signe peut-être la fin de l'humanité. Dans les saynètes de la bande dessinée, les auteurs nous montrent une IA qui vient au secours des humains, avant de les... berner ! Car derrière ce qui semble le nouveau miracle technologique sont à nouveau occultés des maux peut-être plus importants que les bienfaits : énergie, chômage de masse, esclavage moderne en Afrique, abolition de la capacité de pensée, virtualité des relations, œuvres d'art sans âme, flicage généralisé... Une BD qui fait réfléchir, au-delà de l'idolâtrie technologique dont, chez Kairos, nous nous sommes toujours méfiés.

Christophe Tricart & Gérard Clam, *L'intelligence artificielle s'amuse*, Les Mots se réveille, 2025, 93 pages, 18.50€.

A.P.



« La nature n'existe pas » est le nouveau mantra de l'écologie postmoderne et de ses « penseurs du vivant » rassemblés autour des figures intellectuelles de Philippe Descola (né en 1949), Donna Haraway (née en 1947) et Bruno Latour (1947-2022). C'est pour contester cette idée saugrenue qu'ont pris la plume les philosophes

Renaud Garcia et Michel Blay, représentants du courant techno-critique et anti-industriel. Pour ce, ils font référence aux naturiens, ces anarchistes français de la Belle Époque, un courant à (re)découvrir tant ses intuitions restent valables aujourd'hui. La nature est non seulement un donné, mais un jaillissement, un devenir soumis à la dégradation et à la renaissance, et restera fondamentalement une énigme pour la rationalité. Là où les « descolatouriens » parlent d'une écologie sans nature, *queer* et inclusive, les auteurs remettent l'accent sur l'Ordre du Technique – issu de la science moderne et de la révolution industrielle – comme facteur explicatif. La binarité existe et il faut en tenir compte. Ainsi, l'artifice n'est pas la nature, un ordinateur ne deviendra jamais un « partenaire de relations sociales », n'en déplaise au philosophe technophile Gilbert Simondon (1924-1989). Une caste écolo-technocratique, éprise de cybernétique et ayant pris le pouvoir dans les partis et les institutions, a pour projet de généraliser la technicisation de la reproduction humaine (PMA, GPA, DPI, utérus artificiel), la planifiant et l'incarcérant dans le monde-machine. Le dernier chapitre est une réflexion sur le temps (abstrait et linéaire vs concret et cyclique) et le travail salarié. R. Garcia et M. Blay nous invitent à être « libres et humains par la nature ».

Renaud Garcia & Michel Blay, *La nature existe. Par-delà règne machinal et penseurs du vivant*, L'Échappée, 2025, 126 pages, 17€.

B. L.



Le néolibéralisme a eu plus d'un tour dans son sac pour s'imposer au corps social. La pensée positive en est un. L'étude du sociologue G. Neyrand est riche de références et de réflexions. Issue de l'école comportementaliste opposée à la psychanalyse, née après la Seconde Guerre mondiale, devenue psychologie positive dans le monde anglo-saxon à partir des années 1990, la pensée positive reporte sur l'individu, présumé fondamentalement « bon » et rationnel, le devoir et le soin d'atteindre son bonheur par une série de techniques psychologiques, en mobilisant ses ressources intérieures, indépendamment du contexte économique et politique, le renvoyant ainsi à sa responsabilité totale de s'adapter au monde tel qu'il est. Cette pensée positive est liée à l'idéologie publicitaire qui consomme la vie et marchandise la société. Elle est en soi problématique : « La pensée positive s'est [donc] développée dans cette contradiction première – qui ne la quittera jamais – d'être à la fois basée sur des convictions, d'inspiration plus ou moins religieuse, une croyance en la vertu de l'autopersuasion, et une volonté de prouver au monde que cette méthode possède un caractère de scientificité ». Promue par le Conseil de l'Europe depuis 2006, sa déclinaison la plus funeste se retrouve certainement dans les champs de l'enseignement et de la parentalité. Dans le premier, l'enfant est reconnu comme l'égal de l'éducateur, capable d'être acteur de son développement et connaissant seul ses besoins. Ainsi, « tout interdit [étant] une violence faite à la spontanéité de l'enfant », « une mission impossible [est] dévolue désormais aux enseignants d'éduquer sans contrainte [...] », d'où le stress, les burn-out et les démissions touchant ces derniers. Dans le second, toute la responsabilité de l'éducation est renvoyée aux seuls parents, sommés – surtout la mère – de se sacrifier pour le bonheur de leur progéniture. En cas de doute ou de défaillance, leur reste à s'inscrire à de coûteuses séances de coaching parental. L'auteur conclut qu'il faut abandonner ces méthodes aussi irréalistes qu'inadaptées.

Gérard Neyrand, *Critique de la pensée positive. Heureux à tout prix ?*, Erès, 2024, 239 pages, 23€.

B. L.



L'influence des lobbies à l'Union européenne (UE) est un fait connu. Elle a pris un coup d'accélérateur avec l'arrivée d'Ursula von der Leyen (UVL) à la tête de la Commission en 2019, qui a coïncidé avec le plus gros scandale sanitaire de l'histoire, duquel fait partie le « SMS Gate » (ou « Ursula Gate »), soit les tractations opaques entre la présidente et son copain Albert Bourla, PDG de Pfizer, pour l'achat (inutile) de centaines de millions de doses de « vaccins » aux frais du contribuable. Jusqu'à présent, la Commission refuse de livrer les textos incriminés à la Justice et à la presse. UVL est également l'architecte du futur pass vac-



VU, LU, ENTENDU

cinal européen, du QR code et de la transition numérique forcée qui ouvre la voie au crédit social. Lui-même lobbyiste, F. Baldan était le mieux placé pour nous décrire avec précision et sur base d'une solide documentation les rouages pervers du lobbying. Comme lanceur d'alerte, il explique en détails ses déboires avec l'administration européenne. Ce qu'on apprendra en lisant cet excellent essai, très bien écrit, nous sidérera, tant les réseaux entrecroisés et complices (UE, GAVI, CEPI, ONU, OMC, HERA, WEF, ACT-A, UNITAID, Global Citizens, Hill & Kowltow, McKinsey, Wellcome Trust, Bill & Melinda Gates Foundation, Bruegel, etc.) travaillent de concert afin de flouer les citoyens européens dans leur souveraineté et leurs intérêts à coups de stratégies tordues, « l'action des parties prenantes interagissant les unes avec les autres, il est difficile de saisir et analyser leur projet de domination mondiale ». C'est de violation des droits fondamentaux des citoyens de l'UE – droit à la transparence, la bonne administration et l'information – que UVDL s'est rendue coupable, sans encore avoir été condamnée ni contrainte à démissionner ; pire, elle a été réélue pour un second mandat ! Avec/grâce à elle, l'UE et ses lobbies sont maintenant en roue libre. « [...] aux États-Unis comme au sein de l'UE, notre problème est le même : la capture de la décision publique est effectuée par la compromission des gouvernants et d'une partie de la presse, au travers de lobbys qui en assurent le pilotage et les aspects opérationnels ». L'auteur devenu militant conclut : « Voulons-nous finir gouvernés à la chinoise sans agir ou faisons-nous face pour défendre nos droits et libertés ? ».

Frédéric Baldan, Ursula Gates. La compromission par les lobbys, Droits & Libertés, 2024, 381 pages, 24,90€.

B. L.



C'est en partant de l'observation des comportements des pervers narcissiques au sein des couples que Marc Joly a repéré leurs stratégies pour dominer leur conjoint (le plus souvent la femme). Mensonge, mélange du vrai et du faux, propos contradictoires, etc., sont des conduites que l'auteur a transposées au monde politique, surtout les détenteurs du pouvoir, en se basant sur Emmanuel Macron, mais plus encore Donald Trump. Sociologue et historien, il montre que le narcissique a pour but de garder le pouvoir le plus longtemps possible, en exerçant plusieurs types de violence : violence morale destinée à discréditer tous les groupes minoritaires, violence de genre, raciste et postcoloniale, violence physique pour contenir les mouvements sociaux provoqués par la préférence accordée aux intérêts du capital au détriment de ceux du travail (violence de classe à l'état brut). Dans cet objectif, il utilise les moyens de la pensée perverse : il professe avec solennité une chose et son contraire. Il utilise les procès d'intention et les campagnes de diffamation, parvenant ainsi à mettre tout le monde dans l'embarras, même ses collègues de la classe dirigeante. Il impose des interprétations distordues de la réalité, rend illisible la frontière entre le vrai et le non-vrai. Pour adapter la société à la mondialisation et au « progrès modernisateur », il abuse des institutions de l'État et fait ainsi basculer l'absolutisme de la fonction dirigeante en un autoritarisme arbitraire en vue de supprimer toute forme de contre-pouvoir. En utilisant de grands mots dénués de sens, il embrouille les esprits et plonge la société dans le labyrinthe d'une pseudo-rationalisation. Il exploite des affects comme la peur ou la haine. Toutes ces logiques perverses prospèrent particulièrement en période de crise ou d'incertitude. Frôlant parfois la paranoïa, le pervers voit partout des ennemis ou des traîtres. Au lieu de défendre l'intérêt commun, il défend son propre intérêt. M. Joly appelle à une vigilance critique et intellectuelle pour sortir de cet empire du mensonge.

Marc Joly, La pensée perverse au pouvoir, Anamosa, 2025, 280 pages, 20€.

A.A.



L'adoption progressive du droit européen devenu hiérarchiquement la norme supérieure dans l'ordre interne des États qui forment l'Union européenne a rendu presque impossible leur protection par l'ordre juridique interne contre le néolibéralisme et l'évasion fiscale notamment. On ne peut pas proposer de modification à l'échelon supranational non plus, parce que la Commission est une bureaucratie non élue au service du néolibéralisme et qu'elle a seule un droit d'initiative en matière législative. En France, pour imposer une règle différente de la règle européenne, pour lutter contre les marchés financiers, il faudrait modifier la Constitution. Mais le sénat rend presque impossible cette éventualité. De Gaulle avait prévu la possibilité de changer la Constitution par référendum. Mais pour cela, il faut gagner toutes les élections. Tout cela pour finir par entrer en conflit avec l'Union, ce qui expose à des sanctions. La possibilité de sortir de l'Union est prévue, mais un accord est nécessaire. Tant qu'il n'y a pas

d'accord, pendant deux ans, le droit européen l'emporte. Il est alors impossible de contrôler les flux de capitaux, alors qu'il s'agit aussi de mettre en circulation une nouvelle monnaie. Des formations politiques revendiquent cette sortie pour des raisons progressistes : défense des droits des travailleurs ; fin de la politique d'austérité ; limitation des hauts salaires, etc. Mais si sortir de l'UE, de l'OTAN et de l'euro représente un saut dans l'inconnu, ce n'est pas une solution parce que la gauche radicale seule prétend défendre la souveraineté populaire, et pas la souveraineté nationale. Or, elle n'est pas assez puissante. Les autres forces souverainistes l'emporteraient. Cette excellente synthèse qui préconise des mesures protectionnistes est centrée sur les relations de l'UE avec ses seuls États membres. Il eut été intéressant d'analyser aussi les relations assez problématiques entre l'UE et le reste du monde.

Aurélien Bernier, Que faire de l'Union européenne ?, L'Atelier, 2025, 154 pages.

P. W.



Pourquoi les gourous de l'intelligence artificielle et du transhumanisme travaillent-ils, d'une part, à faire advenir une entreprise aussi hasardeuse et dystopique, tout en nous prévenant, d'autre part, des risques existentiels qu'elle comporte ? Double pensée ou stratégie retorse pour capter des investissements ? Avec pour résultat de sidérer et désorienter le public. Doté d'une belle plume journalistique, Th. Prévost enquête dans la Silicon Valley pour nous alerter : même s'ils délirent souvent, ces hommes d'affaires religieux et milliardaires (Marc Andreessen, Nick Bostrom, Sam Altman, Peter Thiel, William McAskill, Demis Hassabis, Elon Musk, etc.) font planer sur la démocratie des dangers réels par leur entrisme dans les États, les armées et les institutions supra-nationales, dont l'Union européenne. Pour eux, tout se réglerait par une régulation interne. Las ! L'« IA Act » promulgué par l'UE « ne touche pas à un seul cheveu du monopole de la Big Tech ». On reconnaît la griffe d'un capitalisme néolibéral débridé fait de marchandisation du monde, de croissance économique, d'optimisation des performances humaines et aussi de connivence. Leur but n'est autre que de mettre la main sur le destin de l'humanité, « sécuriser l'avenir » d'une manière autoritaire et technoscientifique, en vue d'un nouveau fascisme eugéniste. Comme outils, le management algorithmique et la « capture réglementaire » : « *Dictier aux instances décisionnelles un cadre de régulation sur mesure, voire créer de toutes pièces des semblants de dispositifs de régulation pour les mettre au service du cartel de l'IA* ». L'auteur nous renseigne aussi sur les enjeux des IA génératives (Chat GPT, Midjourney, Grok, etc.), sur l'altruisme efficace, le techno-optimisme, l'accélérationnisme et le long-termisme, montages pseudo-philosophiques ayant en commun de privilégier le futur aux dépens du présent, l'Occident au dépens du reste du monde. En sus, l'empreinte écologique de ce système est intenable. Bref, « *le mythe de l'intelligence artificielle dissimule une entreprise globale de déshumanisation de l'individu, d'atomisation du collectif et de stérilisation de la vie politique par leurs réductions à des modèles statistiques* ».

Thibault Prévost, Les prophètes de l'IA. Pourquoi la Silicon Valley nous vend l'apocalypse, Lux, 2025, 208 pages, 18€.

B. L.



Lorsque je mentionnais la gouvernance perverse, la psychopathologie du pouvoir, l'ingénierie sociale ou encore le mouvement totalitaire en cours à mes ex-amis de gauche, ils balayaient mes propos d'un revers de la main pour réaffirmer le dogme : le seul moteur de l'Histoire est la lutte des classes. Point barre. Pourtant, un éminent penseur comme Dany-Robert Dufour a affiné la thèse, considérant qu'il y a bel et bien une lutte des classes, où celle des pervers – qu'ils soient de gauche ou de droite – détermine les rapports sociaux, politiques et économiques (cf. *Le Dr Mabuse et ses doubles, ou l'art d'abuser de ses semblables*, Actes sud, 2021). La psychologue clinicienne et diplômée en science politique Marion Saint Michel reprend l'idée dans cet ouvrage-ci qui servira également d'utile bilan de la gestion du covid, en complément des ouvrages de Corinne Lalo, ou Jean-Dominique Michel, qui en signe la préface. « *La perversité est définie comme une tendance pathologique à accomplir des actes immoraux, agressifs, avec une malveillance systématique* » et a pour « *moteur principal le plaisir ressenti à dévoyer* ». La corruption et la perversion se retrouvent à tous les étages du pouvoir, entre autres celui des médias. L'auteure brosse un tableau inquiétant de l'avenir des démocraties occidentales captées et déposées par une caste supra-nationale agissant entre autres au sein de l'Union européenne. Elle termine par des recettes pour essayer de faire face : la lucidité, la résilience intérieure et collective, la recherche de la vérité, l'affirmation

du réel et même la spiritualité qui sait distinguer le bien du mal. Puis un retour de la vraie citoyenneté politique, qui ne se contente pas des élections. Toutefois, les idées de l'auteure en matière d'écologie ne sont pas claires, oscillant de la reconnaissance de certains problèmes au déni d'autres. Ainsi, son coup de griffe contre la décroissance relève de la méconnaissance de ce qu'elle est réellement. Un essai qui dessille les yeux, à l'écriture claire et fluide.

Marion Saint Michel, Jean-Dominique Michel (préface), Gouvernance perverse. La décoder, s'en libérer, Marco Pietteur, 2025, 192 pages, 16€.

B. L.



Écrire un bouquin comme *Misère de l'anti-intellectualisme*, c'est comme jouer au mikado. Tout est dans tout. Et il faut une patience infinie pour saisir, une à une, les idées qui se croisent, se décroisent, qui reposent les unes sur les autres, et qui se mélangent, au point de ne plus rien vouloir dire, et pour y remettre de l'ordre. Le livre a un immense mérite : il balaie devant sa porte, l'Université. Il ana-

lyse le fumeux débat d'idées en cours en France et aux États-Unis qui est en train de prendre celle-ci en otage. Ou plutôt les tentatives de censure de ce rare milieu. Les États-Unis, c'est un peu plus loin que devant sa porte, mais c'est un peu comme une métropole. Et le curieux débat qui y a cours aujourd'hui dans les universités ressemble à celui qui a cours en France. L'instrumentalisation de l'antisémitisme est pratiquement la même. Des deux côtés de la Grande Flaque, l'axiomatique qui a servi de colonne vertébrale à la société face au fascisme historique, et qui régit les idées et la politique depuis la fin de la dernière guerre, est en train de capoter. En France, on a inventé le concept d'islamo-gauchisme. Outre-Atlantique, on critique plutôt le wokisme. Le développement des études de genre suscite une levée de boucliers. L'antisémitisme est devenu son contraire. Le livre prend la défense avec brio de ceux qui osent dire que ce qui se déroule à Gaza est un génocide, et qui font l'objet de blâmes, de contraintes systématiques. Des menaces sont proférées contre les intellectuels critiques qui résistent aux pressions. Des arguments fallacieux sont brandis. Ce qui est en cause est ni plus ni moins l'idée qu'on se fait de l'intelligence, de l'intellectualité. Les choses sont un peu différentes en Allemagne, où l'antisémitisme n'a jamais disposé d'une définition sûre, et en Israël, où toute critique de la politique menée par le gouvernement expose à des poursuites, et où l'extrême-droite non seulement domine, mais s'appuie sur un certain vide institutionnel pour mener sa politique.

Éric Fassin, Misère de l'anti-intellectualisme, du procès en wokisme au chantage à l'antisémitisme, Textuel, 2024, 228 pages.

P. W.



C'est au Vietnam, dans un village consacré au recyclage, que Mikaëla Le Meur, anthropologue de l'ULB, avec son interprète, a suivi à la trace les déchets ménagers envoyés par les pays développés pour les y faire recycler. Les ballots de 1m³, arrivés par conteneurs sont ouverts et créent des montagnes d'ordures de matières dégoûtantes et malodorantes que des dizaines de femmes s'échinent à trier à la main. Ensuite, elle a suivi les déchets plastiques

dans leur destin de recyclage. Les diverses étapes de triage, de broyage, de nettoyage, de fusion, d'extrusion amènent à des « spaghettis » de plastique qui serviront à créer divers objets. Tout au long de cette chaîne de transformations œuvrent principalement des ouvrières très mal payées qui sont plongées dans des atmosphères délétères, très loin de conditions un tant soit peu hygiéniques. Inutile de dire que des polluants toxiques s'écoulent lors de ces étapes et vont contaminer la rivière voisine. Ces « esclaves » venus de leurs campagnes sont les victimes de cette « modernisation » qui n'a profité qu'à quelques entrepreneurs. On voit que le recyclage en tant que tel n'est pas un mythe, mais ce qui en est est l'économie circulaire qui ramènerait des déchets à leur forme originale. On assiste seulement à la transformation de plastiques de qualité en de vulgaires « sacs de sortie de caisse » que l'on retrouvera accrochés aux arbres des cités du sud ou dans l'estomac d'un cétacé. Ce que démontre le livre de M. Le Meur, c'est que dans la société consuméro-capitaliste, le recyclage globalisé, loin d'être un cercle vertueux, déplace souvent les déchets des pays développés vers des régions non régulées, y exacerbant les inégalités sociales et les impacts sur l'environnement. N'en jetez plus, la coupe est pleine (d'ordures).

Mikaëla Le Meur, Le mythe du recyclage, Premier Parallèle, 2021, 139 pp., 8,50€.

A.A.

ERRATUM

Dans *Kairos* n° 69, p. 6, se trouve un fâcheux contresens. Il faut lire « *Le corps-machine tant apprécié par le capitalisme technicien ne peut déroger aux fonctions qu'on lui a assignées : rentabilité, efficacité, performance ; [...]* » (c'est nous qui soulignons).

LE PROGRÈS M'A TUÉ

Près de 4.000 euthanasies ont été déclarées en 2024 en Belgique, soit une augmentation de 16% par rapport à l'année précédente. Ou quand l'administration de la mort a le vent en poupe – on se demande d'ailleurs pourquoi (peut-être à cause de la prolifération des articles dits « pessimistes » de *Kairos*) ?

K. C. —

EN ROUTE VERS LA DYSTOPIE

À Washington DC, La *Smithsonian Institution* (SI) est un complexe unique au monde où l'on trouve 21 musées, 21 bibliothèques, le National Zoo, ainsi que de nombreux centres de recherche et d'éducation. L'accès à la majorité de ces établissements est gratuit. Le président Trump a signé un ordre exécutif visant à éliminer des idéologies « *impropres ou anti-américaines* ». Plusieurs sections de la SI sont visées et devront modifier leurs contenus. Les idées d'égalité, de diversité culturelle, de mixité sociale, d'inclusion..., sont vouées aux gémonies par l'administration Trump. Le trumpisme, non content d'être autoritaire, est obscurantiste. Bientôt les États-Unis vont ressembler à la société dystopique décrite dans *La servante écarlate*.

A.A. —

RTBF ET IDÉOLOGIE

L'émission Investigation sur l'Euras diffusée le 7 mai par la RTBF fait débat. Jean-Paul Leclercq, psychologue clinicien, dénonce dans un article publié par *La Libre* : « *La RTBF a diffusé une production idéologiquement orientée concernant Euras et son guide. Notre chaîne de service public serait-elle dispensée du respect d'une déontologie journalistique qui exige une*

présentation équilibrée des divers points de vue, sans diabolisation de l'un d'eux ? ». Il continue : « *Je regrette et dénonce que la RTBF se soit saisie sans nuance, ni distance, d'un amalgame caricatural condamnant sans réel débat contradictoire tout opposant à certaines dimensions du guide Euras* ». Nous apprécierons particulièrement la critique acerbe de la chaîne d'information publique qui se rapproche plutôt de l'outil de propagande.

K. C. —

INGÉRENCE

Les européistes-atlantistes exultent, ils ont encore sauvé leurs meubles en Roumanie, au prix cette fois d'une probable manipulation électorale. Le scrutin précédent avait été annulé par la Justice pour cause d'« *ingérence étrangère* » (russe, bien sûr). Tiens... Je me rappelle, au printemps 2017, avoir vu à la télévision française Barack Obama appuyer la candidature d'Emmanuel Macron. Il y a donc des bonnes et des mauvaises ingérences.

B. L. —

DU CÔTÉ DU VATICAN

1. Les médias progressistes (pléonasme) ne se sont pas fait prier pour rappeler le conservatisme de **François** en matière d'avortement et de droits des femmes, histoire de se rehausser en ternissant son image. Évidemment, pas un mot sur ses prises de positions calamiteuses pendant la covidébilité, quand il poussa ses ouailles à passer à l'injection « *par amour du prochain* ». ARN messenger... du Christ ? Repose néanmoins en paix, Souverain Pontife, on se souviendra de toi comme d'un vague saint.

2. Dans son discours à la presse, son successeur **Léon XIV** a plaidé pour la liberté d'expression et a appelé à refuser la médiocrité, fuir les stéréotypes et les lieux communs. À l'inviter bientôt dans notre studio ?

B. L. —

EXERCICE DE RÉÉCRITURE

« *Où mettre la barre de la soumission, jusqu'où accepter de plier l'échine, à quel moment décide-t-on de dire "non" ? Cette question, tous les pans de la société américaine sont en train de se la poser face au rouleau compresseur de leur président Donald Trump, et aux diktats d'un pouvoir qui ne tolère aucun refus ou contradiction* », écrit **Béatrice Delvaux** dans son édito (*Le Soir*, 23 avril 2025). En 2020/21, elle n'a jamais écrit : « *Où mettre la barre de la soumission, jusqu'où accepter de plier l'échine, à quel moment décide-t-on de dire "non" ? Cette question, tous les pans de la société belge sont en train de se la poser face au rouleau compresseur de leur premier ministre Alexander De Croo, et aux diktats d'un pouvoir qui ne tolère aucun refus ou contradiction* ». Dans l'édition du 30 avril, on lit, à propos du gouvernement américain : « *Aucun respect pour l'équilibre des pouvoirs* ». Encore un air de déjà vu en Belgique.

B. L. —

LA (FINE) FLEUR DE L'ÉPÉE

Vu le contexte géopolitique actuel, la marine belge recrute. Un responsable, à la recherche de personnel pour piloter à distance les drones de guerre, témoigne : « *Les gens qui sont devant leur PlayStation nous intéressent* ». Si ceci n'est pas très rassurant pour la sécurité du pays en cas de conflit majeur, il est néanmoins certain que le général trouvera dans la jeunesse actuelle un vivier plus qu'intéressant à ses yeux.

K. C. —

NÉCROLOGIE

Le militant, médecin et écrivain québécois, surnommé le « père de la simplicité volontaire », **Serge Mongeau** est mort à 88 ans. Il avait entre autres fondé les éditions Ecosociété en 1992, maison avec laquelle nous travaillons régulièrement. Nous leur adressons nos sincères condoléances.

B. L. —

Kairos+

+ D'ARTICLES + DE VIDÉOS



● **Complotiste réhabilité, médias recalibrés ? Non, recroquevillés**

● **Le véhicule électrique, la grande mystification écologique**

● **Sortir des catégories, seul chemin vers la paix...**

Vidéo ERVIEW

LA DÉCADENCE FRANÇAISE
Pourquoi? Que faire?

Claude JANVIER
écrivain-essayiste

[INTERVIEW] Claude JANVIER

Vidéo [CONFÉRENCE]

GÉOPOLITIQUE D'UN MONDE EN MUTATION

Thierry MEYSSAN
écrivain français, président-fondateur du

[CONFÉRENCE] Géopolitique d'un monde en mutation

Vidéo

REGARDS SUR Ulrike GUÉROT
Psychologue allemande

[INTERVIEW] Regards sur le « European Peace Project » avec Ulrike Guérot

KAIROS [JOURNAL ANTIPRODUCTIVISTE POUR UNE SOCIÉTÉ DÉCENTE]
EST VOTRE MÉDIA, CONTINUEZ À LE FAIRE VIVRE.
VIVE LA PRESSE LIBRE !

ABONNEZ-VOUS
À KAIROS

www.kairospresse.be/abonnement

Abonnement belge pour 5 numéros : 35€, frais de port inclus.
42€ pour l'Europe (sauf Suisse 45€), frais de port inclus.

IBAN : BE81 5230 8062 1324

Découvrez-nous également chez de nombreux vendeurs de presse et libraires en Belgique.

NE PAS JETER!
PARTAGER!